UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

ECOLE NORMALE SUPERIEURE

DEPARTEMENT DE FORMATION

INITIALE LITTERAIRE

LANGUE ET LETTRES FRANCAISES

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du

Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale

(CAPEN)

ETAT DES LIEUX SUR LA SITUATION DU CORPS ENSEIGNANT DE L'EDUCATION DE BASE : CAS DE L'EPP AMBODIFASIKA

ETUDE REALISEE DANS LA ZONE
D'ADMINISTRATION PEDAGOGIQUE
D'ITAOSY
CIRCONSCRIPTION SCOLAIRE
ANTANANARIVO ATSIMONDRANO

Présenté par : Sariaka Lanjaniony **ANDRIATSIMIALA**
Directeur de mémoire : Madame Velomihanta **RANAIVO**
Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure
- ANTANANARIVO

Date de soutenance : 21 Décembre 2016

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

ECOLE NORMALE SUPERIEURE

DEPARTEMENT DE FORMATION

INITIALE LITTERAIRE

LANGUE ET LETTRES FRANCAISES

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du

Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale

(CAPEN)

ETAT DES LIEUX SUR LA SITUATION DU CORPS ENSEIGNANT DE L'EDUCATION DE BASE : CAS DE L'EPP AMBODIFASIKA

ETUDE REALISEE DANS LA ZONE
D'ADMINISTRATION PEDAGOGIQUE
D'ITAOSY
CIRCONSCRIPTION SCOLAIRE
ANTANANARIVO ATSIMONDRANO

Présenté par : Sariaka Lanjaniony **ANDRIATSIMIALA**

Date de soutenance : 21 Décembre 2016

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

ECOLE NORMALE SUPERIEURE

DEPARTEMENT DE FORMATION

INITIALE LITTERAIRE

LANGUE ET LETTRES FRANCAISES

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du

Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale

(CAPEN)

ETAT DES LIEUX SUR LA SITUATION DU CORPS ENSEIGNANT DE L'EDUCATION DE BASE : CAS DE L'EPP AMBODIFASIKA

ETUDE REALISEE DANS LA ZONE
D'ADMINISTRATION PEDAGOGIQUE D'ITAOSY
CIRCONSCRIPTION SCOLAIRE
ANTANANARIVO ATSIMONDRANO

Présenté par : Sariaka Lanjaniony **ANDRIATSIMIALA**

Membres du jury :

Président : Monsieur **ANDRIAR** Samuel,
Docteur en Sciences de l'Education
Enseignant - Chercheur à l'Université d'ANTANANARIVO

Juge : Madame Mirindra **RAMANAMPIARIVOLA**
Responsable du parcours Formation d' Enseignants de Français
Ecole Normale supérieure - ANTANANARIVO

Rapporteur : Madame Velomihanta **RANAIVO**
Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure - ANTANANARIVO

Date de soutenance : 21 Décembre 2016

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

ECOLE NORMALE SUPERIEURE

DEPARTEMENT DE FORMATION

INITIALE LITTERAIRE

LANGUE ET LETTRES FRANCAISES

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du

Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale

(CAPEN)

ETAT DES LIEUX SUR LA SITUATION DU CORPS ENSEIGNANT DE L'EDUCATION DE BASE : CAS DE L'EPP AMBODIFASIKA

ETUDE REALISEE DANS LA ZONE
D'ADMINISTRATION PEDAGOGIQUE D'ITAOSY
CIRCONSCRIPTION SCOLAIRE
ANTANANARIVO ATSIMONDRANO

Présenté par : Sariaka Lanjaniony **ANDRIATSIMIALA**

Membres du jury :

Président : Monsieur **ANDRIAR** Samuel,
Docteur en Sciences de l'Education
Enseignant - Chercheur à l'Université d'ANTANANARIVO

Juge : Madame Mirindra **RAMANAMPIARIVOLA**
Responsable du parcours Formation d' Enseignants de Français
Ecole Normale supérieure - ANTANANARIVO

Rapporteur : Madame Velomihanta **RANAIVO**
Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure - ANTANANARIVO

Date de soutenance : 21 Décembre 2016

REMERCIEMENTS

Nous rendons Grâce à notre Dieu tout puissant, Le Seigneur JESUS CHRIST, qui par Sa Bienveillance, et Sa Bénédiction nous a permis de mener ce travail à terme.

Néanmoins, nous tenons particulièrement à exprimer notre profonde reconnaissance et nos vifs remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

- Nos plus profondes gratitudes s'adressent à Monsieur ANDRIAR SAMUEL, Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure Université d'Antananarivo, Docteur en Sciences de l'Education et qui a bien voulu accepter de présider cette présentation et qui a consacré ses temps précieux à la lecture de ce mémoire, malgré ses lourdes responsabilités
- Madame RAMANAMPIARIVOLA Mirindra, Responsable du parcours Formation d'Enseignants de Français, notre examinateur, qui a accepté d'examiner notre mémoire. Nous vous remercions de vos contributions indispensables à la réalisation de ce mémoire.
- Nous tenons à remercier spécialement Madame RANAIVO Velomihanta, Maître de Conférences à l'Ecole Normale Supérieure Université d'Antananarivo notre encadreur, qui malgré ses multiples et Lourdes responsabilités a bien voulu nous encadrer et nous prodiguer ses précieuses aides et ses conseils judicieux pour la réalisation de ce travail. Nous vous remercions de votre compréhension, de votre patience.
- A tous les Enseignants du CER Langue et Lettres Françaises de l'Ecole Normale Supérieure l'Université d'Antananarivo.
- Nous adressons aussi nos plus sincères remerciements aux Directeurs et aux Enseignants des Ecoles enquêtés.

- « Je dédie ce modeste travail à mon époux ANDRY RANDRIAMAMONJIARISON et à mes quatre filles pour leur bienveillant et compréhensif amour ainsi que leur soutient morale et financier tout au long de sa réalisation.
- A nos parents, à nos sœurs et à nos amis, pour leur conseil et engagement familial et affectif. »

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE **1**

1ERE PARTIE : CONSIDERATION GENERALE **6**

CHAPITRE I : GENERALITES SUR L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR 7
CHAPITRE II : STRUCTURE DES PERSONNELS ENSEIGNANTS 24

2EME PARTIE: LA SITUATION DES ENSEIGNANTS A L'EPP AMBODIFASIKA **31**

CHAPITRE I : APPROCHE QUANTITATIVE DE L'ETUDE 32
CHAPITRE II : APPROCHE QUALITATIVE DE L'ETUDE 43

3EME PARTIE : BILANS ET RECOMMANDATIONS **50**

CHAPITRE I: BILAN PAR RAPPORT AUX PERFORMANCES DES ENSEIGNANTS DE L'EPP AMBODIFASIKA 51
CHAPITRE II : SUGGESTIONS 56

CONCLUSION GENERALE **67**

BIBLIOGRAPHIES **70**

WEBOGRAPHIE **74**

LISTE DES ABREVIATIONS **75**

LISTE DES TABLEAUX **77**

LISTE DES GRAPHIQUES **77**

LISTE DES ANNEXES **78**

TABLES DES MATIERES **79**

INTRODUCTION GENERALE

1. GÉNÉRALITÉ

Si aujourd'hui tout le monde est convaincu que le métier d'enseignant est un métier difficile, il n'est cependant pas reconnu à sa juste valeur par une large partie de la société.

En 1948, la déclaration universelle des droits de l'homme a garanti l'éducation comme un droit humain fondamental pour chaque individu, hommes et femmes et à tout âge afin d'acquérir les compétences de base de la vie courante et de l'alphabétisation. L'éducation est importante pour tout pays, et est un des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui prône un enseignement primaire universel pour tous. «*L'éducation de base reste le seul espoir pour permettre à l'ensemble des nations d'accéder à une culture démocratique et, partant, à une certaine stabilité politique, condition essentielle sinon indispensable à tout développement humain* » (M. Koichiro Matsura. Directeur Général de l'UNESCO, 2000).

L'école est le lieu de socialisation primaire privilégié et les enseignants, dans ce cas, sont parmi les premiers responsables appelés- désignés- assignés à fournir aux élèves une éducation de qualité. Autrement dit, l'école est le principal instrument de socialisation des jeunes, et participe au développement social de l'homme. Mais le métier d'enseignant a subi beaucoup de mutations résultant de divers facteurs : contexte socio-politique, système éducatif formel, etc., d'où le présent thème : **« Etat des lieux sur la situation du corps enseignant de l'éducation de base ».** Ce thème est par ailleurs l'objet de notre étude, qui montre un état de lieux sur les conditions de vie et surtout de travail du corps enseignant de l'Ecole primaire publique du Fokontany d'Ambodifasika dans la Commune rurale d'Itaosy.

Le système éducatif adopté régit en évidence les conditions de travail des personnels enseignants. Il influe d'une manière ou d'une autre sur le résultat du métier de l'enseignant, notamment sur la qualité de l'apprentissage, le comportement des élèves et, enfin l'image que renvoi les enseignants au sein de la société.

2. CHOIX DU THEME

L'éducation des citoyens, par le biais de l'école, est l'un des leviers du développement de la grande île. C'est pourquoi, le rôle de l'Etat, et surtout celui des enseignants qui sont en contact direct avec les enfants, occupe une place importante dans ce domaine.

Les enseignants sont conscients de leur rôle dans la transmission du savoir et de la connaissance à l'endroit des futurs acteurs du développement du pays. Aussi participent-ils à l'édification par le savoir des citoyens d'aujourd'hui et de demain.

Finalement, le choix porté sur l'étude des conditions de travail des enseignants primaire s'inscrit dans cette considération de l'importance du rôle édificateur au premier plan de l'enseignement primaire. C'est en effet le stade d'éducation accessible à la grande majorité des citoyens Malagasy dans le sens de l'acquisition des connaissances basiques. Rares sont en effet ceux qui atteignent le niveau supérieur à cause des différents facteurs socio-économiques.

3. PROBLEMATIQUE

C'est la question principale à laquelle il convient de répondre tout au long de cette étude sur la situation des corps enseignants de l'Ecole fondamentale de niveau 1. Elle se formule comme suit : **Dans quelle mesure la situation d'un enseignant pourrait- elle garantir un meilleur devenir pour les apprenants ?**

Ainsi, des questions spécifiques se posent :

- Possèdent-ils de niveau pédagogique nécessaire pour assumer le rôle de façonneur de la génération future ?
- En quoi les conditions de travail des enseignants influencent-elles sur la qualité de l'enseignement ?
- Quelle est la place du corps enseignant pour la société malagasy ?

4. OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

De ce qui précède, l'objectif principal de la présente recherche est de trouver les axes stratégiques pour l'amélioration de la qualité de l'éducation à Madagascar pour l'effectivité du développement continu et durable.

Les objectifs spécifiques qui en découlent consistent par conséquent premièrement à connaître la situation générale des enseignants de base. Deuxièmement, à présenter l'état des lieux sur la réalité dans laquelle vivent ces enseignants. Troisièmement, à identifier les

principaux paramètres qui forgent les enseignants en un garant de développement afin d'identifier des stratégies à adopter pour donner vie à la valeur noble de l'éducation.

5. HYPOTHESES

De ce fait, force est de proposer des réponses préalables à ces questions posées. Elles peuvent se formuler comme suit, supposons que :

- La politique de recrutement des enseignants dégrade la qualité de l'éducation de base.
- Certaines conditions de travail des enseignants ont des conséquences néfastes sur le devenir des apprenants ;
- La dévalorisation du métier d'enseignant est constatée au sein de la société Malagasy

6. INTERET DU SUJET

D'abord, cette recherche a pour objet d'évaluer les conditions de travail et de vie des enseignants concernés, sachant l'interdépendance constatée surtout dans le métier d'enseignant.

Ensuite, il paraît opportun de découvrir les apports de ces enseignants de l'école primaire aux changements sociaux et culturels des élèves respectifs, de connaitre ainsi leur évolution ou non au sein de la société, et d' identifier les problèmes rencontrés.

Enfin, ces travaux vont être réalisés afin de chercher et de proposer des suggestions et des solutions pertinentes, qui peuvent être utiles au bon fonctionnement du système d'enseignement Malagasy dans l'objectif de réduction de la pauvreté.

7. LA TECHNIQUE D'APPROCHE

A travers ces différentes questions, des techniques diverses vont être adoptées en vue de recueillir des informations brutes sur les sujets d'étude, à savoir les enseignants et les personnels d'administration de l'école, les élèves et leurs parents ainsi que des tierces personnes impliquées. Cette multiple adoption vise la vérification des hypothèses proposées ci-dessous :

a) *Technique documentaire :*

L'exploitation de ce sujet exige l'adoption des méthodes usuelles des sciences de l'éducation, à savoir la consultation des documents dans les bibliothèques aux fins de collecte des données écrites et statistiques sur le thème de l'éducation

C'est ainsi que des consultations ont été effectuées dans les bibliothèques de l'École Normale Supérieure (ENS) d'Ampefiloha, du Centre d'Information et de Recherche en Didactique (CIRD) à Ampefiloha, de Grandidier à Tsimbazaza, de l'Institut National de la STATistique (INSTAT) à Anosy, de l'Archive National à Tsaralalàna, de la Banque Mondiale à Anosy, de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à Tsiadana, du CINU (Centre d'Information des Nations Unies) à Ankorahotra. La rédaction de ce présent travail est le fruit d'une réflexion personnelle, des idées et des indications de recherche recueillies lors de ces consultations bibliographiques que la constatation des faits sur terrain a enrichi.

b) *La descente sur terrain :*

Différents types de techniques vont être utilisés pour la collecte des données. D'abord, la technique d'entretien permet d'avoir des informations relatives à la situation particulière de l'école et des enseignants qui y travaillent. Ces entretiens peuvent être semi-directifs ou directifs en employant des questionnaires pré- établis. Des entretiens au niveau du groupe sont aussi incontournables afin d'avoir des opinions collectives qui peuvent combler les informations manquantes.

Des questionnaires aux fins d'entretiens et d'interviews des enseignants de l'Ecole étudiée sont établis. Ces questionnaires ont permis un représentation type sur des personnes à interviewer notamment concernant leur sexe, âge, niveau d'études atteint, classes enseignées… Hormis cette description type, une enquête a pu être menée auprès de sept enseignants et la directrice de l'école.

Enfin, l'emploi de la technique d'observation est incontournable. L'avantage est de bien observer ce qui se passe sur terrain afin de relever les points négatifs et positifs et d'y apporter des suggestions.

Mais, ces techniques peuvent être insuffisantes pour la collecte des informations nécessaires et brutes, obligeant au recours aux autres procédures de recueil des données.

c) *Analyse des données :*

Cette troisième phase de la recherche consiste à interpréter les données obtenues au moyen des méthodes et techniques de recueils d'information. L'analyse qualitative des données est primordiale. Cette méthode qualitative consiste à chercher la cause d'un phénomène ou d'une réalité sans faire intervenir les données statistiques, et ainsi c'est une analyse qui montre les rôles de chaque variable étudié. L'analyse quantitative est aussi indispensable afin de mieux traiter ces données et vérifier les interprétations prises. Il convient de signaler que ces techniques d'investigation sont effectuées afin de vérifier les hypothèses et ainsi de les opérationnaliser, c'est-à-dire de les familiariser avec le contexte étudié : la situation des enseignants.

8. PLAN

Afin de mieux développer et présenter cette présente recherche, nous avons adopté les plans suivants : la partie préliminaire sera basée sur la considération générale regroupant les regroupant les des généralités sur l'enseignement, les statuts des enseignants à Madagascar, en essayant d'élucider les fondements de l'enseignement et sa différenciation avec la notion d'éducation, de comparer les différents systèmes éducatifs successifs adaptés par les dirigeants respectifs. La seconde partie sera consacrée à l'analyse de la situation des enseignants à l'E.P.P Ambodifasika. Et la dernière partie concernera les bilans et les recommandations. Une conclusion générale terminera notre recherche.

1ERE PARTIE : CONSIDERATION GENERALE

L'enseignement à l'école primaire constitue l'étape la plus importante du système éducatif malagasy sur le plan quantitatif, puisque qu'il constitue le premier niveau d'acquisition du savoir accessible au plus grand nombre d'élèves malgré le taux d'abandon scolaire jusqu'à la fin du premier cycle de l'enseignement.

De ce fait, « La maîtrise du langage et de l'écrit est une condition incontournable pour participer aux activités sociales et économiques et pour jouer pleinement le rôle de citoyen. L'accès à l'éducation est en ce sens un indicateur primordial du bien-être et du développement durable. »[1] (A. M. SACQUET, 2002, p20).

A cet effet, l'enseignant apporte une importante contribution selon les objectifs du système éducatif respectif. Pour le cas de Madagascar, le métier du personnel enseignant de l'école primaire dans le secteur public évolue suivant la politique du régime en place. Ce qui nous amène à nous intéresser aux différentes théories concernant le thème de l'étude en passant par un bref historique de l'implantation de l'éducation et de l'enseignement.

Chapitre I : GENERALITES SUR L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR

Il s'agit pour nous de voir dans ce premier chapitre les différentes théories sur l'éducation et l'enseignement, l'historique de l'éducation à Madagascar et l'enjeu de l'éducation formelle.

SECTION 1 : Approche conceptuelle sur l'éducation et enseignement

La clarification de ce thème passe nécessairement par la définition et l'explication des mots connexes à l'éducation et l'enseignement.

Généralité

Etymologiquement, le mot éducation vient du verbe éduquer et issu du mot latin ***educare***[2] qui signifie conduire, former et action de faire accroître ou élever ; il désigne aussi acquérir des pratiques, des habitudes et former l'esprit d'un individu. D'une manière générale,

[1] *Atlas mondial du développement durable,,A. M. SACQUET, 2002, p20*
[2] *https://fr.wiktionary.org/wiki/educare*

éduquer signifie valoriser l'identité de soi en développant l'intelligence et la société dans laquelle l'individu vit, c'est-à-dire le développement intellectuel et social. Alors, il s'agit de l'intégration de l'homme dans un milieu d'interdépendance, à savoir l'interaction avec plusieurs individus, d'où la socialisation ; ainsi, la socialisation s'appuie sur l'éducation.

Quelques définitions de ce concept aident à clarifier le champ d'étude en partant de la consultation des encyclopédies et d'autres sources.

D'après le dictionnaire « ***Larousse*** », l'éducation se définit comme une action ou une manière d'éduquer et une formation aux usages et aux bonnes manières. Dans ce cas, un être bien formé est sa finalité à travers la formation qu'elle a offerte pour qu'un individu puisse vivre en communauté et ait une bonne conduite envers les autres. Ainsi, elle est l'activité de transmission des connaissances structurées et constitue la composante fondamentale du développement humain. Il existe en fait une interaction entre l'apprenti et l'instructeur pour cette transmission.

A l'heure actuelle, l'éducation exprimée d'une manière plus large, c'est l'ensemble de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être nécessaires à l'intégration d'un individu au sein d'une société.

Cette définition montre que l'intégration dans le milieu social exige de bonnes manières.

Il convient d'aborder les significations de chaque concept concernant ces savoirs.

Le savoir correspond aux connaissances intellectuelles acquises grâce à l'étude.

L'ensemble des compétences pratiques basées sur l'expérience donne le ***savoir-faire***.

L'***être*** est un état physique et psychique d'un individu ; par exemple l'état de santé, de bien-être, de motivation, de confiance, de satisfaction des besoins. Quant au ***savoir-être***, c'est la capacité de produire des actions et des réactions adaptées à l'environnement humain.

Alors, l'éducation indique les moyens mis en place pour permettre les apprentissages ; elle offre à un être humain la connaissance, la compétence et la capacité dans le but d'une évolution intellectuelle et une croissance physique.

L'éducation consiste aussi à développer les capacités d'un enfant sur le moral, l'intelligence et le physique pour qu'il s'épanouisse et ait sa propre personnalité inébranlable qui lui conduit à son développement.

Bref, force est d'admettre que l'éducation est un droit pour chaque individu afin de former un citoyen responsable du fait que l'enfant est le futur acteur de la vie d'un pays.

Puisqu'un être éduqué est un être capable de s'intégrer dans une communauté, la finalité de l'éducation est de former l'enfant au sein de la famille d'abord, puis par l'école à travers l'instruction dans le but de se socialiser dans le milieu.

En résumé, il faut signaler que les définitions sur l'éducation visent au développement humain qui contribue par la suite au développement social ; c'est pourquoi elle est un droit garanti par l'Etat et prend un caractère obligatoire pour chaque enfant en âge d'entrer à l'école.

D'un autre côté, le mot **ENSEIGNEMENT** se réfère à un mode d'éducation. Il vient du verbe enseigner qui veut dire transmission à la future génération des connaissances (savoir et savoir-faire) et de valeurs.

Enseigner signifie aussi éduquer mais éduquer n'est pas forcément enseigner car l'éducation est plus générale et correspond à la formation globale d'un individu alors que l'enseignement se rapporte aux connaissances et valeurs qui font partie d'une culture commune.

Donc, l'enseignement est une partie de l'instruction afin de cultiver l'enfant. C'est la transmission des connaissances, des aptitudes et des attitudes à l'égard de quelqu'un. Le contrôle de ces connaissances s'exprime à travers un examen ou un test. Notre réflexion s'appuie surtout sur l'enseignement ou plus exactement sur l'éducation dans le cadre scolaire.

Le présent champ d'étude introduit l'intérêt particulier au transmetteur de l'éducation, de savoir et des compétences qu'est l'enseignant.

SECTION 2 : Historique de l'éducation à Madagascar

Cette section va être subdivisée en trois parties à savoir la situation des enseignants avant la colonisation, ensuite les enseignants pendant l'ère coloniale, et enfin au lendemain de l'indépendance.

2. 1- Avant la colonisation

L'éducation à Madagascar a une histoire relativement ancienne, comparée aux autres pays du sud du Sahara. Elle commence avec la pénétration du christianisme, car considérée par

les missionnaires de la LMS[3] comme une condition nécessaire pour une conversion réelle et durable. Ce fait a facilité le travail de l'administration coloniale qui n'aura qu'à reformer et à améliorer le système, suivant les objectifs de la colonisation.

Force est de dire que l'éducation est bien enracinée dans ce pays. «*La première école fut ouverte il y a 180 ans et les Malagasys sont convaincus qu'elle a été et doit rester un facteur de promotion*[4] ». En effet, les deux premières écoles ouvertes à Madagascar furent l'œuvre du missionnaire protestant britannique en 1818, David Jones, dans la région de Toamasina. La première avait démarré avec six élèves, pourtant, les fonctionnements de ces écoles ont été de courte durée, soit environ un an, car le personnel enseignant ne supportait pas le climat. En 1820, David Jones, installé à Antananarivo sous le règne de Radama Ier (1810-1828), ouvrit des écoles pour les gens et les enfants de la noblesse et de la haute bourgeoisie par le Révérend Griffiths. Le nombre[5] d'élèves n'a cessé d'augmenter.

Outre, la « *London Missionnary Society* » (LMS), les missions catholique françaises sont arrivées en 1861, la mission anglicane installée en 1864, et celle des luthériens en 1867, ont joué un rôle important dans l'implantation des premières écoles[6] et le développement de l'éducation lors de cette période.

Le code des 305 articles de1881 a été édité, diffusé et conservé jusqu'à ce jour, grâce à l'installation d'une imprimerie officielle. L'article 273 de ce code relève que « l'instruction est obligatoire pour les enfants de 7 à 16 ans ». Cela signifie que les enfants Malagasys de cette classe d'âge devraient aller à l'école et bénéficier des instructions sans discrimination. Et suite à la promulgation de ce code, les régions des Hauts Plateaux (Imerina, Betsileo, Sihanaka) étaient le théâtre d'un essor remarquable de l'activité scolaire des missions protestantes.

Pendant cette période, il est à remarquer que les maîtres britanniques, pour ce qui concerne le corps enseignant, occupaient une grande place dans le système éducatif Malagasy dominé par la LMS. «En 1882, l'effectif total des enseignants des écoles protestantes avaient

[3] *LMS London Misionary Society*
[4] *Rapport UNESCO, 1999*
[5] Soit environ 4000 en 1827, mais le règne de la reine Ranavalona première, était marqué par des difficultés dans ses relations avec l'extérieur, des étrangers ont été chassés du royaume. Le développement de l'enseignement a subi un véritable coût d'arrêt car celui-ci était considéré comme un vecteur de propagation de la région des étrangers, c'est-à-dire de leur hégémonie et constituant un danger pour la royauté

[6] Le nombre d'école protestante a été multiplié par 12.4 en espace de trois ans. De 1868 à 1869, il a augmenté de 407% et de 1869 à 1870, il y a eu augmentation de 153%. Durant cette même période de trois ans, le nombre d'élèves inscrits a été multiplié par 9,4 et de 1868 à 1869, il a connu une hausse de 210%, tandis que de 1869 à 1870, il a crue de 204%. Source : deuxième rapport sur le développement humain. Madagascar ; UNICEF, Edition 1999.

atteint 2893 y compris les autochtones Malagasys formés à l'époque[7] ».

Cependant, il est intéressant de mentionner que malgré l'importance numérique des enseignants étrangers, la langue d'enseignement était la dialecte Malagasy des hauts plateaux, et les missionnaires enseignaient la langue anglaise à titre de langue étrangère, essentiellement à l'École Normale.

En outre, l'implantation de l'instruction à Madagascar était intimement liée aux activités d'évangélisation menées par les missionnaires protestantes britanniques. Leurs devoirs étaient d'aider la population à améliorer ses conditions de vie conformément aux enseignements des écritures saintes. Ainsi la première Ecole Normale a été ouverte en 1872 par les missionnaires anglais afin de promouvoir l'enseignement élémentaire.

«*La formation des futurs instituteurs faisait l'objet d'un suivi rapproché. Les candidats devraient être âgés de quinze ans au moins et subir un examen d'entrée. Ils n'entraient à l'école qu'à titre d'essai et pour une durée de six mois. Après cette période ils commençaient le cycle régulier des études pour une durée de trois ans. Une école élémentaire était annexée à l'Ecole Normale et chaque futur maître devait y faire un stage d'un mois, l'examen de sortie se faisait en deux temps* »[8]

En bref, c'est à partir du règne de Radama Ier que la Grande île commença à s'ouvrir hors de la civilisation de l'oraliture[9] pour entrer dans celle de l'écriture car jusque là, le « Sorabe » écriture dérivée de l'arabe n'était connue que par quelques rares initiés. Cette révolution allait contribuer à faire de Madagascar un Etat moderne et à favoriser son rayonnement à l'étranger. La promulgation du code des 305 articles constitue un pas très important pour la réglementation de la vie de la société au plan politique, économique et social. Les constructions des écoles, de centres sanitaires, d'atelier avec la création d'emplois ont favorisé le développement social et économique. Ce système d'instruction avait l'avantage d'utiliser la langue maternelle comme langue d'enseignement, de plus, il répondait aux préoccupations de la vie pratique de la population et il contribuait à préserver, épanouir et perpétuer les valeurs culturelles.

---

[7] *Rapport, UNESCO, 1999*
[8] *Idem,*
[9] *Qui se transmet verbalement et non par des textes écrits* http://www.larousse.fr/encyclopedie/rechercher?q=oraliture#YCRXT5PGyEaiPXvb.99

2. 2- Pendant la période coloniale

En 1896, Madagascar était devenu une colonie française. La France a fait de l'enseignement l'instrument privilégié d'annihilation culturelle de manière à enraciner dans la conscience collective sa suprématie et sa domination sur la population Malagasy. Elle entreprit alors la création d'un « *Enseignement Officiel*[10] » assuré par des instituteurs laïques. De ce fait, les missionnaires étrangers, anglais ou autres, ont dû franciser leur enseignement et prendre des maîtres français. En conséquence, la LMS céda à la société des Missions Evangélique de Paris la direction de ses écoles, et finalement toutes les écoles furent soumises à l'inspection des autorités françaises.

D'un autre côté, l'Ecole Professionnelle publique d'Antananarivo, lors de son ouverture en 1896, était dirigée par des instituteurs venus de la métropole. Cette école assura la formation et le recrutement d'instituteurs, d'institutrices et des fonctionnaires Malagasys connaissant la langue française. «*La laïcisation de l'enseignement était alors effective, dans la mesure où le corps enseignant des écoles officielles ne relevait plus des missions confessionnelles* »[11].De plus, au cours de cette période, le gouverneur disait : «*Nous avons à exercer notre action sur les maîtres qui dirigent les diverses écoles et qui, en majeure partie, sont des indigènes. Il faut que les maîtres des écoles de tous degrés se conforment à un programme émanant de nous et qui soit compris de manière à développer dans l'esprit des professeurs, et par suite des élèves, le culte de la France*[12]*.* »

Certes, les écoles officielles sont implantées dans toutes les provinces de la Grande île en 1911, ce qui est à mettre à l'actif de la puissance coloniale et les écoles confessionnelles ont continué à fonctionner sous la supervision de l'administration coloniale. L'instruction prodiguée aux indigènes devait contribuer à concrétiser les intérêts de la France aux triples plans : politique, économique et social.

En fait, ce circulaire donne l'orientation générale des systèmes d'enseignement à instaurer à Madagascar, c'est l'acculturation de la population Malagasy, c'est-à-dire de développer dans l'esprit des professeurs indigènes et des élèves « *Le culte de la France* »[13], l'instrument puissant était alors d'utiliser la langue française comme langue d'enseignement.

---

[10] *GAUTIER, 1897 - Étude sur l'enseignement à Madagascar » in Notes, reconnaissances et explorations, 2è Année, 3è volume, 17è livraison, p. 521*
[11] *UNESCO, 1999.*
[12] *Extrait du circulaire du gouverneur général Gallieni en date du 05 Octobre 1896, in rapport, 1999, p. 26*
[13] *Extrait du circulaire du gouverneur général en date du 05 Octobre 1896, in rapport, 1999, p. 26*

En 1897, à Fianarantsoa, le général Gallieni déclara devant 20 000 Betsileo: *« Je n'ai pas à savoir quelle est votre religion. Catholiques, musulmans, protestants ou adeptes seulement du culte des ancêtres, vous pouvez tous vous asseoir sur les bancs de nos écoles, apprendre notre langue, vous habiller des étoffes françaises renommées dans le monde entier. Vous apprendrez de nous à vous aimer, à aimer surtout la France, votre nouvelle patrie, et à devenir d'habiles ouvriers et de bons cultivateurs.*[14]*»*

- Les instituteurs de la période coloniale et leur formation (1896-1960)[15]

L'enseignement indigène connaît un premier grand bouleversement à l'avènement de la colonisation. L'école change de statut, elle devient officielle et laïque ; sa finalité est de servir la colonisation ; elle change de langue le français s'impose de droit et de maîtres, les anciens instituteurs n'ayant pas été formés pour tout cela. La colonie veut former elle-même « son élite ». Les expériences seront partagées : le ministère des colonies est là pour cela.

Ainsi, dès les premiers mois de colonisation, fut créée l'école *Le Myre de Vilers,* l'équivalent de *William Ponty* à Dakar. L'histoire et la trajectoire des anciens élèves seront des preuves évidentes de leur efficacité, compte tenu des missions qui leur ont été assignées.

Les premières mesures prises par le général Gallieni, Gouverneur général de la colonie, furent de prescrire un enseignement français basé sur l'apprentissage de la langue: ouverture d'écoles publiques qui, à défaut de maîtres, auront des militaires comme instituteurs. Création de trois niveaux d'enseignement: premier degré pour les écoles rurales, deuxième degré pour les écoles régionales d'apprentissage industriel et agricole, troisième degré pour les écoles supérieures. Le choix des « *matières* » n'est guère innocent : à sa sortie de l'école, l'élève doit posséder un rudiment de français pour pouvoir communiquer avec le nouveau *fanjakana*, quelques compétences utiles à des receveurs d'ordres, et surtout pas, des connaissances générales « *qui aboutissent vers des réflexions qui n'amèneront que frustrations et révolte à l'indigène*.»[16]

Une des premières préoccupations de l'administration coloniale fut de trouver des maîtres, afin de neutraliser l'influence trop importante des missions. Galliéni, au fur et à mesure de l'avancée de la pacification, « *décentralise* » par la création des écoles normales régionales montées avec beaucoup de difficultés dans chaque circonscription : Analalava, Fianarantsoa,

[14] *http://www.tlfq.ulaval.ca/AXL/afrique/madagas.htm consulté le 27 juillet 2016*
[15] *RAZAFIMBELO, « Perspectives de développement professionnel pour les enseignants des écoles primaires à Madagascar » in Communication ZEF, ENS Antananarivo, pp.2-3*
[16] *Rapport UNESCO,1999, p28*

Mahanoro et Tananarive. Le maître mot était « *politique des races* » qui signifiait former des fonctionnaires des régions côtières pour contrebalancer la présence massive des anciens maîtres du pays, les Merina dans le corps.

Le successeur de Galliéni, le Gouverneur général Victor Augagneur supprime les écoles normales régionales et centralise la formation des instituteurs pour une seule institution, l'école *Le Myre de Vilers* à Tananarive. Cette décision est expliquée par le désir de « *stimuler l'émulation de race à race* »[17] ; ce regroupement de la formation facilitait beaucoup de choses : coût de formation réduit, contrôle facile, documentation et stimulation des formés, etc. Dans cette volonté de réduire les coûts, on formait presque tous les fonctionnaires à l'école *Le Myre de Vilers* : outre la section normale, il y a une section administrative et du chemin de fer, une section de postes et télécommunication, une section topographique, une section des travaux publics et une section médicale. La durée des études a plusieurs fois variée pour se stabiliser à deux ans, en 1930 pour toutes les sections (sauf médecine 3 ans).

Le recrutement des élèves maîtres se fait parmi les candidats titulaires d'un *certificat d'études du second degré* (CESD). Dans un premier temps, le concours fut réservé aux élèves des écoles régionales suivant un système de quota régional, assimilé faussement à une politique des races ; actuellement on utiliserait plutôt l'expression « *discrimination positive* »[18]. Ce principe sera maintenu jusqu'à la Première République.

En bref, la scolarisation au niveau du primaire s'est beaucoup développée et a touché de plus en plus les diverses couches de la population, le nombre d'enfants scolarisés passa de 236000 au 1er janvier 1950 à 458000 au 1er janvier 1960 et le nombre d'enseignants évolue suivant l'effectif des élèves[19].

2. 3- Au lendemain de l'indépendance

Durant les deux premières Républiques, les dirigeants reconnaissaient la nécessité de revoir le système éducatif. Au sujet de la couverture sociale, des efforts ont été faits pour rapprocher l'école de la population durant la première période, mais l'explosion de la scolarisation s'est faite lors de la deuxième période. L'objectif était de doter chacun des quelques fokontany (soit 11000 à cette époque) d'au moins d'une école d'éducation primaire de base.

[17] *Idem,*
[18] *Idem*,
[19] *Rapport UNESCO,1999, p28*

D'un autre côté, force est de remarquer l'insuffisance de cadres et de techniciens. La relève des expatriés était flagrante à la première année de l'indépendance. C'est ainsi que dans l'enseignement, la malgachisation des enseignants et du contenu des programmes scolaires et la prépondérance accordée aux français figuraient parmi les priorités.

A partir de 1975, «*la politique générale visait à optimaliser les ressources dans l'éducation , il s'agissait de faire tendre les écoles publiques à leur autofinancement, de faire participer concrètement les jeunes à la production à tous les niveaux, et de favoriser l'épanouissement de l'esprit d'entreprise dès le jeune âge* »[20].L'Etat a, en fait, dû subvenir au fonctionnement du système à tel point que les charges salariales et les bourses engloutissaient les maigres ressources disponibles au détriment des autres postes nécessaires à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

En effet, la politique de l'enseignement est, désormais, de « *promouvoir l'édification d'un Etat socialiste où seront abolies les inégalités et les oppressions de toutes les sortes… [21]*» Dans ce cas, le rôle des enseignants dans le cadre de la pratique de l'éducation, sur le plan social, est d'habituer les élèves à travailler en commun non pas l'un à côté de l'autre, mais en collaboration, l'enseignant doit stimuler la coopération et préparer les élèves à jouer un rôle dynamique de développement d'une société dans laquelle tous les membres du groupe partagent la bonne ou la mauvaise fortune du groupe. Cette éducation inculque à chacun le sens de l'engagement à la communauté toute entière, la solidarité sociale, la discipline et la responsabilité.

Cet aperçu historique a montré l'évolution des objectifs de l'enseignement depuis 1818, l'essentiel est que toutes les régions aient contribué à la couverture sociale du pays. Sous la royauté, l'instruction avait pour but de tirer profit des progrès de l'occident, sous la colonisation la finalité était de disposer d'auxiliaires lettrés pour l'administration et de main d'œuvre qualifiée pour les colons. Lors de l'indépendance, les nouveaux tenants du pouvoir néocolonial voulaient mettre l'accent sur les cultures et valeurs traditionnelles, mais l'enseignement restait inadapté, sélectif et élitiste. En 1975, sous le régime socialiste, les enfants des couches défavorisées avaient de plus en plus accès à l'éducation, mais la qualité de l'enseignement en pâtit notamment celui du secteur public.

[20] op.cit., p.32
[21] *Rapport UNESCO,1999, p28*

2. 4- Depuis 1992

De la période post indépendance, l'IIIème République verra autant de bouleversements de la politique de l'éducation que les deux précédentes. De par ses engagements au niveau international sans doute, les gouvernements successifs voulaient donner l'image de l'*Etat-éducateur*[22].

2. 4- 1. De 1992 à 2002

Dès son avènement, le gouvernement de la IIIème république doit faire face à un problème majeur dans le domaine de l'éducation : « le taux de scolarisation est entré dans une phase de décroissance depuis le début des années 80, et la situation n'a fait que se détériorer depuis lors Madagascar appartient au groupe des 6 pays sur les 44 que compte l'Afrique sub-saharienne à enregistrer un déclin des inscriptions en primaire »[23].

Ainsi, pour trouver des financements afin de réhabiliter le système éducatif, le gouvernement a adopté « un Programme National pour l'amélioration de l'enseignement (PNAE), programme qui s'était déroulé en deux étapes : le PNAE 1 et le PNAE 2 et dont le but principal est de redynamiser le système d'éducation en déterminant les moyens d'atteindre les finalités et objectifs stipulés dans la loi d'orientation générale du système d'éducation et de formation »[24].

Dès 1990, le MINESEB[25] commence la mise en œuvre du Programme National pour l'amélioration de l'éducation phase 1 ou PNAE 1 dont les objectifs sont les suivants :

- renforcer les aptitudes en matière d'administration, de planification et de suivi ;
- améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux tout en favorisant l'éducation de base sur le plan quantitatif ;
- améliorer et développer l'accès scolaire [26]

[22] *RAKOTOARIMANANA, A.M et AL. (2012). L'éducation à Madagascar : Repenser le système éducatif pour un meilleur devenir, Friedrich-Ebert-Stiftung, p.2*
[23] ROUBAUD, F. (1996).« la politique d"éducation au cœur de l"ajustement a Madagascar : que veulent les tananariviens? », in Projet madio n°9634/E, p.3
[24] *RAKOTOARIMANANA, A.M et AL. (2012). L'éducation à Madagascar : Repenser le système éducatif pour un meilleur devenir, Friedrich-Ebert-Stiftung, p.2*
[25] *MINESEB : Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base*
[26] MINESEB.(2001). Rapport national sur le développement de l'éducation à Madagascar, p.9

En 1997, le PNAE 2 est élaboré, il vise à :

- atteindre l'universalisation de l'enseignement primaire
- améliorer les résultats de l'apprentissage et la qualité de l'enseignement pour réaliser les profils de sortie définis pour le primaire et le secondaire.

Ce PNAE 2 a mis l'accent sur le développement du partenariat aussi bien national qu'international et la sollicitation de la participation communautaire dans le développement et la gestion de l'école, surtout dans le primaire.

Les résultats des deux Programmes se sont présentés comme suit :

- Une première étape (1990-1997) marquée essentiellement par une évolution en dents de scie des effectifs scolaires. Pour l'enseignement primaire, l'effectif est passé de 1.570.721 en 1990 à 1.731.813 en 1996-1997 avec un minimum observé de 1.490.317 en 1992-1993.

- La deuxième étape (à partir de 1998) a été marquée par des changements significatifs et continus en matière d'accroissement primaire, l'effectif s'est accru de 1.892.943 en 1997-1998 à 2.208.321[27] en 1999-2000.

Malgré les efforts effectués dans la réalisation des objectifs fixés par les deux PNAE pour améliorer l'accès scolaire dans l'ensemble du pays, le pourcentage d'enfants non scolarisés reste encore important notamment chez les couches les plus défavorisées et dans les zones enclavées. Cette situation est essentiellement liée à la pauvreté, aux problèmes organisationnels, et à l'importance de la croissance de la démographie du pays. Ainsi, « la scolarisation universelle demeure un objectif à atteindre au début des années 2000 »[28].

2. 4- 2. <u>A partir de 2002</u>

Le nouveau gouvernement dirigé par le président Ravalomanana Marc en 2002 a apporté des changements dans le système éducatif Malagasy. Avec le Plan Education Pour Tous, le gouvernement s'est fixé comme objectif l'universalisation de l'enseignement primaire.

[27] INSTAT, 2015
[28] *DELEIGNE, MC $. (2009). « Vers l''institutionnalisation de l''école dans l''Androy (Madagascar) », in Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs.*

La loi de 1995 est abrogée par la loi n° 2004-004 du 26 juillet 2004 modifiée par la loi n°2008-011 du 17 juillet 2008 dont « l'article envisageait une nouvelle structure du système éducatif (7+3+2) qui devait se substituer progressivement à l'ancienne (5+4+3) »[29] mais ce système a été suspendu par le gouvernement de transition en 2009.

De 2002 à 2008, grâce à la gratuité de l'école et aux dons de kits scolaires, Madagascar a connu un « boom » scolaire à partir de l'année scolaire 2003-2004 puisque le nombre d'enfants inscrits, surtout dans le cycle primaire, a fortement augmenté. De nombreuses familles dont les enfants étaient exclus du système scolaire en raison de l'insuffisance de moyens financiers ont pu accéder à l'école.

Madagascar était sur la bonne voie vers l'universalisation de l'enseignement primaire mais la crise politique de 2009 vient tout basculer.

A partir de 2009, en raison du problème de légitimité du gouvernement Malagasy, les bailleurs de fonds se sont retirés entraînant la réduction du budget du ministère de l'éducation et des moyens alloués à l'école.

Ceci a pour conséquence la chute du nombre d'enfants scolarisés. En effet le taux net de scolarisation en 2012 n'était plus que de 73,4% contre 83,3% en 2005[30].

Pour cette période de l'histoire de Madagascar, on peut donc dire que les crises successives ont causé la suspension des aides à l'éducation et entraîné la désorganisation des institutions scolaires du primaire.

Après tout cela, il s'avère nécessaire de voir de plus près les enjeux de l'éducation formelle de la grande île.

SECTION 3 : Les enjeux de l'éducation formelle

L'étude des enjeux de l'éducation formelle à Madagascar s'avère intéressante vue les différentes évolutions des objectifs du système éducatif Malagasy.

[29] *UNESCO : Données mondiales de l'éducation, 7èmeédition, p.2*
[30] Instat 2015

3. 1- Essai de définition

On appelle éducation formelle, " *le système éducatif avec ses structures hiérarchiques et une succession chronologique d'étapes allant de l'école primaire à l'université et qui englobe toutes les études théoriques de caractère général, divers programmes spécialisés ainsi que des établissements dispensant une formation professionnelle et technique à temps complet.*"[31]

L'Education formelle, selon l'art 38 de la loi N° 2004-004 du 26/07/2004 portant Orientation générale du Système d'Education, d'Enseignement et de Formation à Madagascar, comprend :

- l'éducation fondamentale,
- l'enseignement secondaire,
- la formation technique et professionnelle,
- l'enseignement supérieur et la formation universitaire.

Toutefois, ce qui intéresse notre étude c'est la première catégorie, donc nous allons essayer de relever les aspects divers du système éducatif dans ce niveau :« *l'éducation fondamentale* ».

3. 2- Evolution du système éducatif

Selon Emile DURKHEIM, un sociologue qui enseignât la pédagogie *« l'institution scolaire est une des institutions sociales déterminantes pour la bonne marche de la société. Elle différencie et hiérarchise les individus tout en leur inculquant les valeurs fondamentales et un savoir minimum »*[32].

A cet effet, il est essentiel d'analyser les caractéristiques de l'institution scolaire, qui occupe une place importante pour la transmission des connaissances. D'ailleurs, il est nécessaire de montrer quelques points saillants sur l'évolution du système éducatif de la grande île depuis son indépendance.

D'abord, dès 1960, le pouvoir politique développe une école publique sur l'ensemble du territoire, ce qui fait un enseignement à double vitesse : d'une part, l'enseignement est assuré à 90% en Malagasy dans le monde rural (et vise à maintenir la jeunesse dans les campagnes pour assurer la culture et l'élevage) ; d'autre part, les écoles des villes qui, elles, dispensent les cours en grande partie en français et leur accès est réservé aux élèves aisés.

[31] *Unesco 1964,p.26*
[32] *Introduction à la sociologie, G. Ferréol, J.L NOEK, Edition Armand Colin, 2003, p.133*

Ensuite, en 1972, selon la politique socialiste révolutionnaire qui a prôné la malgachisation du système éducatif, suite à la crise politique, une tournure sur l'histoire de l'enseignement à Madagascar a été remarquée. Ce choix avait pour but de faciliter l'accès aux savoirs à l'ensemble de la population, et, par la suite, conduit à un fatal de la culture française. Cette mesure a pour effet le renvoi des enseignants français et leur remplacement par des enseignants Malagasys, peu ou pas formés.

Et puis en 1975, sous l'impulsion de Ratsiraka, un plan d'étude de base pour l'enseignement primaire a été défini, en s'appuyant à la formation des enseignants Malagasys en Malagasy et à la mise en place du service national hors force armée pour le recrutement des enseignants. Ce sont les deux plus grands points d'orientation de l'éducation. « *Le déficit latent des enseignants pour occuper les postes nouvellement créés ou libérés par les enseignants français est particulièrement important, et amène à la mise en place d'une politique anarchique de formation et de reconnaissance des enseignants »*[33].

Durant cette période, *« la mission de l'école doit viser à former des citoyens révolutionnaires aptes à combattre l'impérialisme français, à défendre la révolution Malagasy et à s'intégrer dans le système des productions collectivistes gérées par des comités de travailleurs »*[34].

A partir de 1985, c'était la réorientation du système scolaire, dans le cadre de la remise en cause des visées marxistes et le rapprochement du gouvernement avec la France. En conséquence, le français est à nouveau la langue d'enseignement à partir de la quatrième année. Par ailleurs, ceci a généré un enseignement à mi-temps ou un enseignement à doubles flux, le nombre d'élève par classe est fixé à 50, pour les enfants de la zone rurale et aussi urbaine.

Actuellement, le gouvernement a mis en place une réforme de l'éducation notamment la suppression des droits d'inscription pour les élèves du primaire, la subvention des ouvrages scolaires pour chaque établissement, l'octroi d'une subvention de 110 000Ar/mois pour les maîtres FRAM, et le recrutement de 30 000 ENF (Enseignant non fonctionnaire) au sein du Ministère de l'Education Nationale.

---

[33] *GURTNER J.L Travaille sur le Système éducatif de Madagascar Cours d'Education comparé département de Pédagogie de l'Université de Fribourgue A.U 2003/2004*

[34] *Définit par le « Petit Livre Rouge » largement inspiré par les régimes chinois, nord coréen, et soviétique écrit par RATSIRAKA Didier*

3. 3- Mise en place des reformes

Au milieu des années 80, le Gouvernement a élaboré le PNAE (Programme National pour l'Amélioration de l'Education) suite à l'évaluation du système éducatif Malagasy, programme qui a été mis en œuvre à partir de 1989. Les grands axes de ce programme étaient :

- l'amélioration de la qualité de l'enseignement ;
- la maîtrise de la gestion des flux ;
- le contrôle des coûts et financements ;
- l'amélioration de la gestion du système d'éducation et de la formation professionnelle ;
- la réorganisation de la formation professionnelle ;
- la mise en place d'une information post secondaire efficace.

Mais à partir de 1991, le changement politique du pays a réorienté la politique éducative à travers une nouvelle loi sur l'éducation et la formation, la réforme de l'enseignement primaire par le biais de la « *Nouvelle école de base »*[35] et la redynamisation de tout le système éducatif dans le cadre d'un programme.

Citons en particulier, la réforme de l'enseignement primaire qui sera principalement axé vers un double objectif, dans le programme de redynamisation :

- Une insertion dans la vie active,
- Une poursuite des études secondaires.

Ce programme qui sera centré sur l'élève et basé sur l'école, touchera :

- *Les élèves* : le recrutement, l'amélioration des moyens et du condition d'apprentissage, la santé, la nutrition, les programmes, la pédagogie.
- Les enseignants : la carrière, les conditions de travail, la formation initiale et en cours d'emploi, la motivation, le recrutement et l'affectation.
- Les structures du système éducatif dans son ensemble : rôle et attribution des divers échelons, gestion, recherche et évaluation, etc.
- Et les partenaires de l'Etat : écoles privées, communautés, associations, collectivités locales, etc.

[35] Loi N° *1994*- 033 portant orientations générales du système éducatif et de formation à Madagascar

Dans ce cas, il est essentiel de signaler que les efforts du Ministère sont concentrés sur :

- la lutte contre la déscolarisation,
- le renforcement de la formation initiale et continue des enseignants ;
- la formation initiale des corps d'encadrement pédagogique (conseillers pédagogiques et inspecteurs) ;
- la formation du personnel administratif des directions principales et des circonscriptions scolaires ;
- la création des écoles ;
- la dotation en équipements et en matériels pédagogiques et didactiques des écoles ;
- l'amélioration des systèmes d'information et de communication ;
- la rénovation des programmes.

Enfin, le gouvernement Malagasy a adopté le plan Education pour Tous (EPT) afin de renforcer la mise en œuvre de ces programmes et pour qu'il y ait des résultats tangibles au niveau des enfants et des améliorations sur la qualité de l'enseignement du pays.

3. 4- Le Plan « Education pour tous » (EPT)

« Au début des années 2000, Madagascar a décidé une phase nouvelle de son développement éducatif avec son plan Education Pour Tous »[36]. Les objectifs de l'EPT contribuent aussi à la réalisation mondiale des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), adoptés par 189 pays et les plus grandes institutions mondiales œuvrant pour le développement en 2000.

Pour le cas de Madagascar, l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement se traduit dans le Madagascar Action Plan (MAP) par huit grands axes :

- la réduction de la pauvreté de moitié et l'amélioration de la sécurité alimentaire durable des populations défavorisées,
- la scolarisation de tous les enfants, la promotion de l'égalité du droit de l'homme et de femme,
- la réduction du taux de mortalité infantile,
- l'amélioration de la santé maternelle,

[36] *D''AIGLEPIERRE, R. (2012). L'exclusion scolaire et moyens d'inclusion au cycle primaire à Madagascar, p.26*

- la lutte contre le VIH/SIDA, et le paludisme,
- la protection de l'environnement,
- le développement d'un partenariat global pour le développement.

Nous pouvons conclure que les rôles des personnels administratifs et enseignants ont une grande importance pour la bonne mise en œuvre de ces priorités. Par conséquent, le chapitre suivant développera les conditions de recrutement de ces enseignants et les formations qu'ils ont suivies et les approches pédagogiques appliquées.

Chapitre II : STRUCTURE DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

Le corps enseignant, maîtres ou instituteurs/ institutrices sont les premiers acteurs concernés dans la cadre de la réforme de l'éducation. « *L'enseignant est la source essentielle dans le processus de l'enseignement apprentissage et constitue le facteur clef pour l'accès à une éducation de qualité (…) A vrai dire, la transmission de l'information ne pourrait assurer l'avènement d'une société du savoir sans la contribution d'enseignants dévoués, plus que jamais soucieux de renouveler leur mathématique afin que l'apprentissage ne se borne pas à la seule mémorisation*»[37] .

De ce fait, pour avoir une bonne qualité de l'enseignement, les personnels administratifs de l'éducation nationale ont recruté des personnels enseignants qui ont des capacités à enseigner et à éduquer les enfants Malagasy.

SECTION 1. Recrutement des enseignants de l'école primaire

Dans la situation actuelle de Madagascar, l'enseignement reste la priorité parce que la performance du système éducatif est particulièrement faible. Les taux de survie sont peu élevés, les redoublements sont biens fréquents et le niveau d'apprentissage reste encore faible, ces situations touchent généralement l'école publique. D'un autre coté les enseignants constituent l'essentiel des ressources dont disposent les écoles pour organiser la production des services éducatifs. La répartition des enseignants entre les différents établissements primaires et publics mérite donc une attention particulière, car elle constitue un élément clé dans la gestion du système.

A Madagascar, l'allocation des enseignants aux écoles primaires publiques est loin de respecter les standards, même si en moyenne il existe bien une relation positive entre le nombre d'élèves et le nombre d'enseignants. En général, le recrutement des enseignants évolue suivant le contexte du pays et surtout suivant le financement assigné dans ce secteur.

La dégradation de l'enseignement de l'école primaire de la grande île a commencé vers la fin des années 80 entrainant dans son sillage le gel brut de recrutement de fonctionnaires et

[37] *Claire CALOSCI, Aide et action internationale, in rapport, 1999, p. 26*

donc des enseignants. Parfois, ce sont les parents des élèves qui ont recruté et payé de manière informelle un membre de leur communauté pour tenir une classe. Il s'agit des « Suppléants FRAM ». Ils représentent actuellement la plupart des effectifs des enseignants de l'EPP de Madagascar. En effet, un appel à concours a donc été lancé sur le plan national en fin 2003 et environ 32000 candidats ont répondu mais seuls 1340 ont obtenu la moyenne requise. Un autre appel à concours à un deuxième examen s'est déroulé fin avril 2004 qui a permis de recruter 660 autres candidats.

Cette promotion est destinée uniquement à la zone rurale et comprend deux niveaux :

- un premier niveau, appelé option A, les candidats doivent avoir obligatoirement le BEPC pour enseigner aux deux premières classes de l'école primaire, soit le CP1[38] et le CP2[39]
- un deuxième niveau, appelé option B pour les candidats bacheliers aptes à enseigner aux CE[40], CM1[41] et CM2[42].

Certes, des différences apparaissent au niveau de l'accès et des difficultés internes du système éducatif, selon l'origine socio-économique des élèves et entre zones rurales et urbaines. Le gouvernement se propose encore de reformer le système éducatif, c'est à dire allonger le cycle primaire à sept années, et réorganiser le collège et le lycée en conformité avec cette réforme.

Cette réforme permettra d'augmenter le nombre moyen de scolarisés et d'améliorer le niveau éducatif de la population. Ainsi, l'un des projets et activités prioritaires est de former et de recruter 7000 nouveaux enseignants par an. Pour ce, les enseignants recrutés et destinés à la 6ème année et 7ème année s'appelleront « Enseignants Semi-Spécialisés » (ESS), ce qui signifie qu'ils sont soit littéraire soit scientifique. Le recrutement de ces enseignants s'est fait en 2007, suite à un appel à concours sur le plan national.

A partir de l'année 2007, pour suivre le rythme d'accroissement du nombre d'enfants scolarisés grâce à l'effectivité de l'EPT, le MENRS a adopté une stratégie d'extension rapide du corps enseignant basé sur les enseignants FRAM. Pour que la réforme soit soutenable, et que les compétences des enseignants puissent être renforcées rapidement, les enseignants de la

[38] Cours préparatoire de première année, équivalent à la classe de 11ème.
[39] Cours préparatoire de deuxième année, équivalent à la classe de 10ème.
[40]Cours élémentaire, équivalent à la classe de 9ème.
[41] Cours moyen de première année, équivalent à la classe de 8ème.
[42] Cours moyen de deuxième année, équivalent à la classe de 7ème.

1ère à la 5ème année du cycle primaire, appelés enseignants généralistes, doivent au moins avoir un BEPC, c'est-à-dire avoir terminé les 9 années du cycle primaire et du collège alors que les enseignants des 6ème et 7ème années, appelés Enseignants Semi-Spécialisés ou ESS, doivent quant à eux avoir un niveau au moins égal au baccalauréat. Ces derniers doivent également suivre une formation au sein du CRINFP ou Centres Régionaux de l'Institut National de Formation Pédagogique et ils enseignent soit le groupe de matières littéraires, soit le groupe de matières scientifiques.

Actuellement à partir de l'année 2015, l'objectif du gouvernement est de recruter plus de 30 000 ENF (enseignement non fonctionnaire) jusqu'en 2017 au sein du Ministère de l'Education Nationale.

SECTION 2. Formation des enseignants de l'école primaire dans le secteur public

La formation du personnel enseignant obéit à des principes fondamentaux découlant des objectifs assignés aux systèmes d'éducation et de formation. Cette formation doit lui permettre d'être capable de théoriser les expériences vécues, d'analyser les phénomènes sociaux et culturels observés dans les régions où il enseigne, et prépare à la transmission des connaissances à partir d'exemples concrets.

Il y a longtemps, sous le protectorat français, l'enseignement dans les quelques écoles officielles était assuré par les anciens élèves issus des écoles confessionnelles, le premier établissement de formation à l'enseignement a été créé en 1897 à Antananarivo. Les professeurs étaient des enseignants français et les étudiants étaient formés pour l'enseignement primaire.

Dès la moitié du 20ème siècle jusqu'en 1972, cette formation a été décentralisée pour former les enseignants primaires dans l'ensemble du pays. Des Ecoles Normales d'Instituteurs/Institutrices recrutent leurs étudiants au niveau du Brevet élémentaire, les cours dispensés amènent les futurs enseignants à un baccalauréat pédagogique complété par une année de stage et une inspection qui constitue les épreuves pratiques en vue de l'obtention du Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP).

Dès 1975, le niveau de formation est de plus divers, tantôt bac +2, tantôt bac +1, parfois même le bac en enseignement et quelque mois de stage avant la titularisation à la tête d'une classe primaire. Ce cas s'est manifesté suite à l'introduction généralisée du Malagasy pour la

scolarité obligatoire, et à la décentralisation de l'enseignement (par exemple une école primaire par commune). Le manque d'enseignants est tel que le recrutement et la formation s'adoptent aux lois du marché.

En 1992, beaucoup d'enseignants avaient commencé à réclamer des formations lors de l'introduction du processus de *l'approche curriculaire*[43]. Malgré les nombreuses expériences professionnelles que les enseignants ont acquises sur le terrain, l'insuffisance de leurs bagages théoriques en pédagogie et en didactique était un handicap pour la bonne mise en œuvre de cette approche.

La structure du Conseil Pédagogique Inter-Etablissement (CPIE) de 1992 à 1996, a été le cadre de toutes les activités[44] de formation continue. Une partie des enseignants finissait par la suite à intégrer cette structure qui était même devenue pour eux un cadre de référence et de recours. Le besoin de véritables professionnels de la formation s'est fait sentir au cours de la mise en œuvre de ces activités de formation. «*Des encadreurs compétents sont dotés de connaissances solides en matière didactique, de pédagogie, de management de formation, capables* :

- *d'assurer l'encadrement pédagogique du personnel enseignant et jouer un rôle de catalyseur dans la diffusion d'innovations pédagogiques ;*
- *de participer activement à des recherches en vue de concevoir et d'expérimenter des matériels didactiques et de nouvelles méthodes et se préparer à être des consommateurs avisés de recherche. »*[45]

Entre 2004-2008, pour être opérationnelle dans le nouveau système de la réforme de l'éducation, la formation initiale des futurs instituteurs devait durer 15 mois, soit 6 mois en intramuros dans les Centres de formations, ex école Normale, les CR/INFP[46], et 9 mois en qualité d'élèves maîtres stagiaires en charge d'une classe pour la rentrée scolaire ultérieure. Au terme de trois évaluations[47] et après avoir passé un examen final, soit le CAE ou le CAP/EP à la fin de la formation, l'élève maître est intégré ou non dans le système formel de l'éducation.

[43] L'approche curriculaire préconise la centration de l'enseignement sur l'élève et le respect de la triple cohérence « objectif – contenu – évaluation » dans tout acte d'enseignement.
[44] Ces activités de formation ont été encadrées par des coordinateurs (enseignants chevronnés ayant reçu des formations de formateurs de courte durée) ; les animateurs et des professeurs relais ont été également formés par ces coordinateurs pour jouer le rôle de personnes ressources de proximité.
[45] *J. GURTNER, Cours d'Education Comparée, AU : 2003-2004.*
[46] Centre Régionale de l'Institut National de Formation Pédagogique.
[47] Durant le stage, trois évaluations sont prévues : la première par un membre du CRINFP, et les deux autres par un inspecteur ou conseillé pédagogique rattaché à une CISCO (Circonscription Scolaire)

Enfin, la réussite d'une reforme repose essentiellement sur :

- La formation des formateurs ;
- La formation initiale et continue des enseignants ;
- Les inspections sur le terrain pour le suivi de la reforme ;
- La gestion d'une base des données ciblant les élèves des écoles expérimentales.
- Le système d'évaluation.
- La réforme des curriculums existants par des concepteurs techniques.
- L'impression des cahiers d'activités, guides d'intégration, curricula

En bref, la formation des enseignants à Madagascar revêt deux aspects différents : la formation initiale et la formation continue[48]. La formation continue est surtout réservée aux enseignants en service dans les établissements scolaires et est de courte durée.

Le recrutement massif des enseignants et leur formation initiale et/ou continue ne suffit pas pour améliorer la qualité d'enseignement à Madagascar, mais l'application de nouvelles méthodes et innovations pédagogiques joue un rôle prépondérant dans le cadre de la réforme de l'Education sur le plan nationale

SECTION 3. Nouvelles méthodes et pédagogies adaptées

« Avant la réforme, la question ministérielle s'est posée en matière d'auxiliaires didactiques et d'approches pédagogiques afin d'améliorer les pratiques d'enseignement ainsi que les résultats scolaires de l'E.P.P mais la richesse d'un manuel et le choix d'une pédagogie moderne visant chacun à optimiser les processus cognitifs des élèves ne peuvent pas à eux seuls résoudre le malaise permanant du système éducatif »[49] En effet, la langue d'enseignement prend une grande place dans le cadre d'une éducation efficace, c'est la langue de communication que les enseignants utilisent pour exercer leur métier d'enseigner.

En 2005, le Ministre de l'Education explique qu' « *on ne peut pas espérer une éducation efficiente et développée sans considérer la langue nationale. C'est un outil très efficace pour transmettre le savoir, le savoir-faire, le savoir-vivre, à tous ceux qui veulent apprendre toujours*

[48] Selon le volume de l'importance des thèmes traités on parle de la formation à la carte, de formation modulaire ou de formation lourde, la durée de chacune variant de trois à quinze jours. De par l'existence des concours directs, l'on peut dire que la formation continuée y existe aussi. A titre d'exemples, quelques thèmes traités : l'approche curricula ire des programmes scolaires, la méthode participative, les techniques d'évaluation et de remédiable, la gestion de communauté apprenante, la conception constructiviste de l'apprentissage, la démarche expérimentale, ect.

[49] *S. LE ROCHELLEC, Doctorante Université Montpellier III Colloque Scénarios- IUFM de l'académie de Versailles. mars 2006.*

dans la vie. L'accélération du développement économique et social n'est possible que si les langues nationales sont effectivement utilisées tout s'ouvrant aux autres langues et cultures.»[50]

D'une manière générale, des innovations pédagogiques parmi d'autres sont adaptées, à savoir l'APC (Approche par les Compétences) ; la pédagogie des classes multigrades et des grands groupes, des centres de ressources et des supports de formation par radio et l'AGEPA.

Depuis l'année scolaire 2003-2004, le MENRS a développé avec l'appui de l'UNICEF une nouvelle approche de l'enseignement : l'approche par les compétences[51] (APC). Elle est progressivement introduite dans le système éducatif. Elle devrait permettre de se rapprocher des 100% du taux d'achèvement dans l'enseignement fondamental du 1er cycle et garantir la qualité des compétences des élèves, des écoles, des collèges. Le concept clé est d'identifier les faiblesses et les remédier, et d'assurer un apprentissage pertinent au développement du pays, pour chaque élève Malagasy.

Ensuite, à propos des classes multigrades, les enseignants doivent faire face à des effectifs nombreux. Il existe des méthodes pédagogiques pour gérer ces classes de façon efficace. Le MENRS a développé des outils de travail et formé les enseignants à les utiliser, avec l'appui du projet MODERE.

La troisième innovation prévoit des centres de ressources utilisés comme lieu de formation de proximité et d'échanges entre enseignants, ils sont équipés en matériel de réception radio, de visionnement en matériel didactique et expérimentés en 2005, ceci concerne 10% des ZAP, puis progressivement seront étendus dans tout le territoire national.

Enfin, l'AGEPA est un programme de travaux et de réflexion pour améliorer la gestion du système éducatif, initié par la Banque Mondiale et lancé en décembre 2003.

Le changement du système sur la durée de l'enseignement fondamentale du 1er cycle en 7 ans nécessite une nouvelle approche, d'où l'Approche par la situation (APS) ou l'approche par les compétences situées, développées par des concepteurs canadiens et lancée pour cette année scolaire 2008-2009 pour la 1ère année et 6ème année.

Pour terminer cette section, à partir le d'année scolaire 2015-2016, toujours dans le dessein d'améliorer la qualité de l'éducation primaire publique à Madagascar, le Ministère de

[50] http://www.madagascartribune.com/spip.php?page=resultats_recherche&q=%C3%A9ducation%20madagascar *consulté le 29 juillet 2015*

[51] Une approche pédagogique axée sur le développement des compétences, avec la notion d'objectif terminal d'intégration (OTI) développée par une équipe belge mais le pilotage et la coordination des actions à amener relèvent du MENRS. Elle concerne uniquement l'éducation fondamentale de base de Madagascar

l'Education Nationale (MEN) a décidé d'abandonner l'Approche par Compétence (APC) et l'Approche par Situation (APS). Les EPP reviendront à l'Approche Pédagogique par Objectif (APO), une approche qualifiée de "*plus uniformisée*"[52]. Encourager les participations des élèves pendant les cours, telle est la spécificité de la nouvelle méthode.

Afin d'y parvenir, la formation des directeurs d'écoles et des 42 000 enseignants FRAM nouvellement recrutés est privilégiée. Ces séries de formation ont débuté au mois d'Août 2015, dont 5 semaines pour les chefs d'établissements, et 6 semaines pour les maîtres FRAM.

Concernant les outils pédagogiques, une nouvelle version de l'ouvrage «Garabola» de la classe de 11e a été dispatchée dans toutes les EPP, pour que les élèves soient dotés d'une bonne base.

CONCLUSION PARTIELLE

Cette première partie a permis de comprendre l'évolution de la situation éducative Malagasy depuis la création des premières écoles jusqu'à ce jour. Force est de constater que le système éducatif Malagasy a connu maints changements et des réformes initiées dans le cadre d'un courant idéologique véhiculé par un régime, de l'ambition nationaliste d'une génération ou de l'engagement international d'un gouvernement.

Dans l'objectif d'atteindre l'universalisation de l'enseignement primaire à Madagascar, les études nous montrent que l'effectif des élèves du cycle primaire a augmenté considérablement, les enseignants fonctionnaires ayant une formation bien remplie pour le métier d'enseignants deviennent rares et les infrastructures scolaires ne sont pas suffisantes pour accueillir les nouveaux inscrits.

[52] *Selon l'avis du Directeur Général de l'Education Fondamentale et de l'Alphabétisation (DGEFA) Todisoa Andriamampandry, http://www.tresorpublic.mg/?p=17277*

2ème PARTIE: LA SITUATION DES ENSEIGNANTS A L'EPP AMBODIFASIKA

L'école est un lieu de socialisation primaire privilégié. Il est donc nécessaire d'étudier le milieu où les enseignants exercent leurs fonctions.

Chapitre I : Approche quantitative de l'étude

Cette méthode englobe la présentation d'une grande quantité de données statistiques descriptives. L'analyse quantitative permet d'établir les relations entre les variables sociales et un moyen efficace pour valider certaines hypothèses de recherche en établissant des relations de causalité.

Localisation

La commune rurale d'Itaosy se situe à 8,91 km de la capitale. Elle se trouve au sein de la Circonscription d'Antananarivo Antsimondrano comme étant le 1er arrondissement ; elle appartient à la Région Analamanga. La commune est composée, de six (06) Fokontany dont fait partie le fokontany d'Ambodifasika, lieu où siège l'EPP Ambodifasika

Démographie

Sur le plan démographique, la commune rurale d'Itaosy a connu une hausse du taux d'accroissement de sa population durant ces dernières décennies. Néanmoins, la caractéristique de la population s'est différenciée. Il y a encore des gens qui sont des ruraux proprement dits mais à l'inverse il y a ceux qui adoptent le style de vie urbanisé.

Répartition de la population

La population est bien répartie, dont une forte présence est sentie dans les zones où le secteur primaire domine comme le cas du fokontany Ambodifasika.

Tableau n°1 : ***Répartition de la population***

FOKOTANY	*NOMBRE*
ITAOSY	***4043***
AVARABOHITRA	***2845***
AMBODIFASIKA	***5185***
AMBOHIPARAKY	***2061***
TSARAZAZA	***930***
ANJAKAIVO	***2017***
TOTAL	***17081***

Source : commune rurale d'Itaosy 2016

La population de la commune est visiblement nombreuse par rapport à la surface occupée. La densité de la population qui est de 1177/km² montre l'exiguïté de la surface occupée. Le Fokontany Ambodifasika a la densité la plus élevée avec ses 5185 habitants sur 1,90 km².

Ménages

La taille des ménages pour chaque fokontany de la commune est comme suit**:**

Tableau n°2: ***Taille moyenne des ménages par Fokontany***

FOKONTANY	*NOMBRE TOTAL DE*	*TAILLE MOYENNE*
ITAOSY	*624*	*5*
AVARABOHITRA	*401*	*5*
AMBOHIPARAKY	*1046*	*4*
AMBODIFASIKA	*654*	*3*
AMBOHIPARAKY	*109*	*6*
TSARAZAZA	*349*	*4*
ANJAKAIVO	*624*	*5*
TOTAL	*3807*	*4*

Source : commune rurale d'Itaosy 2016

La taille moyenne de ménage pour chaque fokontany est au nombre de 4. Ce qui signifie une normalité par rapport à la taille moyenne du ménage Malagasy.

Education

L'éducation s'avère être le moteur de développement. Ainsi éduquée, la population peut apporter son savoir-faire par rapport à la promotion du développement tant espéré. La commune rurale d'Itaosy est doté d'infrastructures d'éducation en son sein dont:

- Les établissements préscolaires;
- Les établissements d'enseignement primaire;
- Les établissements d'enseignement secondaire-1er cycle;
- Les établissements d'enseignement secondaire-2ème cycle

Tableau n°3: ***Etablissements d'enseignement primaire au sein de la Commune Itaosy***

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	***STATUT***	***NOMBRE DE CLASSES***	***NOMBRE D'ENSEIGNANTS***	***NOMBRE D'ÉLÈVES***
Ecole Primaire Publique d'Itaosy	Publique	14	16	695
Ecole Primaire publique d'Andohotanjona	Publique	11	11	454
Ecole Primaire publique d'Ambodifasika	Publique	7	12	587
Collège Saint Michel	Confessionnel	5	8	130
Au Bel Air	Privé	3	6	50
Mizarasoa	Libre	3	3	62
Sacré Cœur Anosikely	Confessionnel	3	2	46
TOTAL		***46***	***58***	***2024***

Source: Commune rurale d'Itaosy, 2016

D'après le tableau, il y a plusieurs établissements d'enseignement primaire au sein de la commune ; nous pouvons constater une présence massive des enfants inscrits au sein des Ecoles Primaires Publiques au sein de la commune par rapport à ceux qu'on trouve dans les établissements privés. Par conséquent, les EPP sont confrontés à diverses difficultés notamment sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire.

SECTION 1 : L'ENVIRONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

En 1975, les habitants du quartier d'Ambodifasika ont décidé de construire un « tranompokonolona » mais en 1977, lorsque le bâtiment fut bâti ils se sont mis d'accord que ce bâtiment, en question va être transformé en E.P.P puisque il en manquait au niveau de la commune d'Itaosy. Durant ces temps-là, les enseignants étaient, les villageois qui achevaient leur service national (S.N).

En 2001, avec la collaboration de la commune rurale d'Itaosy et le gouvernement japonais, le batîment a été complètement innové. Actuellement, l'établissement d'Ambodifasika est parmi le plus moderne dans le CISCO d'Antsimondrano.

1.1. LE DOMAINE SCOLAIRE

L'environnement scolaire englobe tous les domaines matériels et équipements de l'école qui garantissent le bon déroulement de l'enseignement. Sans oublier en outre la situation du personnel enseignant, et celle des élèves, etc.

A côté de l'équipement et des matériels didactiques, l'infrastructure qui est l'ensemble des bâtiments, des salles de classe, des tables-bancs ... influence effectivement l'efficacité de l'enseignement.

L'école peut exercer une influence décisive, sur la motivation des enseignants à l'exercice de leurs fonctions. Il est bon de les entretenir en parfait état de propreté le domaine scolaire. Le bon fonctionnement de l'éducation dépend de la situation géographique de l'école.

L'école se trouve dans un endroit calme et bien aéré. Par contre malgré l'étendue de la cour, il n'y a aucun jardin scolaire. En revanche, il y a une pompe d'eau et un puits.

1.2. LES SALLES DE CLASSE

La taille de la salle de classe influence réellement sur la bonne marche de l'apprentissage. Le bâtiment de l'EPP Ambodifasika, comportent sept salles de classe bien aérées, et les rangées sont assez espacées. Les élèves semblent être bien à l'aise.

Les cinq salles de classes sont destinées aux élèves du primaire et deux sont occupées par le préscolaire.

SECTION 2 : LES EQUIPEMENTS ET LES MATERIELS

Indispensables à l'enseignement, les manuels constituent l'outil pédagogique par excellence[53]. Ainsi, l'effectivité du métier dans le domaine de l'enseignement est loin d'être un exercice aisé lorsque les équipements et les matériels sont largement insuffisants. Le matériel et l'équipement éducatifs comprennent tous les éléments physiques qui sont utilisés indirectement ou directement pour faciliter, aider ou encourager la transmission ou l'acquisition des connaissances, de compétences, des qualifications ou du savoir- faire. Les matériels de base sont les manuels, le papier et les fournitures scolaires.

[53] *HALLAK(J), 1990 : Investir dans l'avenir .Définir les priorités de l'éducation dans le pays en voie de développement. Editions le Harmattan .UNESCO, p231.*

Par rapport aux tables-bancs de l'école, elles sont en bon état par contre elles ne correspondent pas à la taille des élèves. Elles sont trop petites. Nous avons constaté que ces tables-bancs ne sont pas suffisant, puisque par exemple dans la classe de 7ème ou CM2 se divise en deux classes : au total, le nombre d'élèves est 94 soit 47 élèves environ par salle alors qu'il n'existe que 14 tables qui sont régulièrement surchargées de 3 voire 4 élèves.

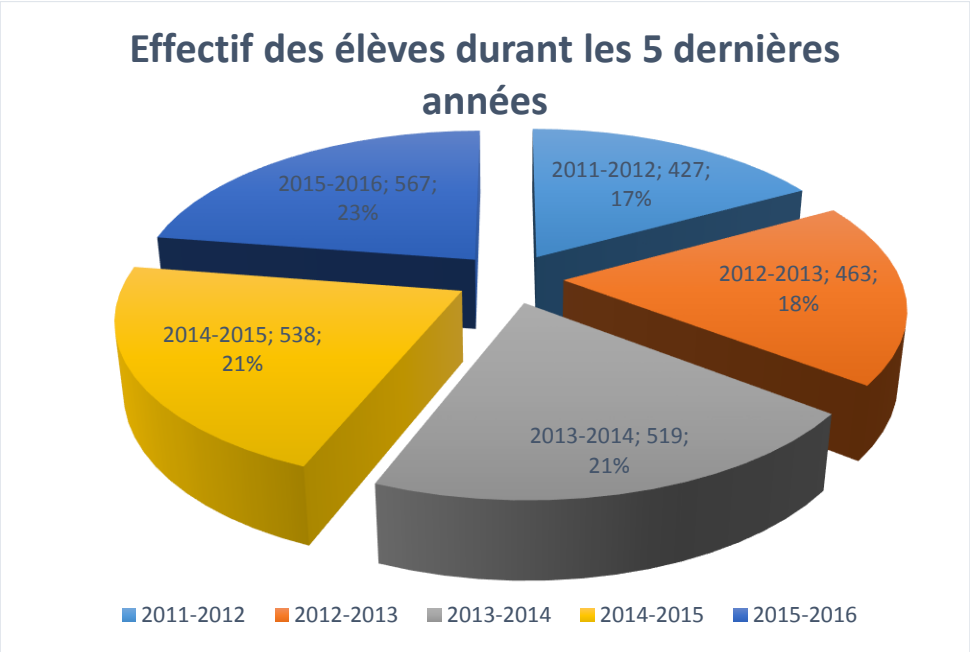
En ce qui concerne les matériels didactiques, nous avons constaté que leurs nombres ne sont pas équitables par rapport à chaque matière puisque par exemple le manuel pour l'apprentissage de la langue Malagasy « LOVAKO » est au nombre de 275 soit 55 livres par classe du CP1 jusqu'en CM2 (Don de l'association « Anjara biriky »). Par contre les manuels pour l'apprentissage de la langue française est au nombre très réduit de 15 à 5 manuels dans un très mauvais état que ce soit par classe ou par niveau soit en moyenne 1 manuel pour 4 élèves.

En général, les enseignants n'utilisent que leurs cahiers de préparation. D'après leur dire, les matériels didactiques qu'ils devront utiliser sont insuffisants et exigent l'organisation de formation sur la mise en pratique de ces manuels car certains d'entre eux ne savent pas utiliser ces supports pédagogiques.

Force est de rappeler que les manuels pédagogiques constituent la forme visible du programme et ils modèlent le processus d'enseignement et d'apprentissage. Evidemment, ils sont fortement utilisés dans le primaire quel que soit leur rareté et les différents problèmes. Dans l'éducation de base, les manuels sont particulièrement importants au milieu et au climat éducatif.

SECTION 3 : Evolutions des effectifs

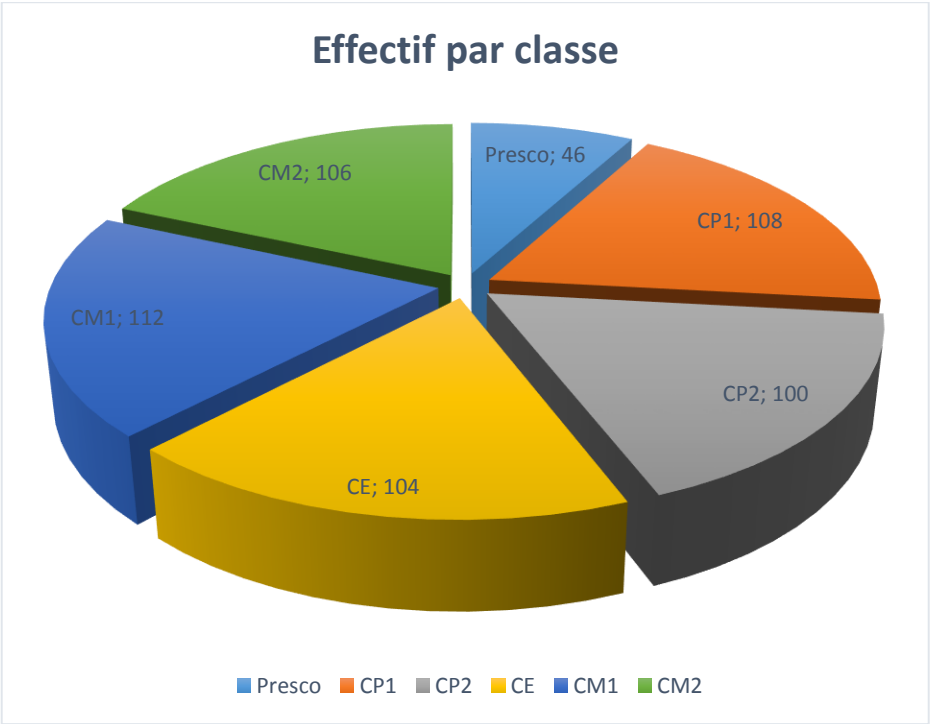
Le graphique suivant montre l'évolution des effectifs durant les 6 années consécutives c'est à dire à partir de l'année scolaire 2011-2012 jusqu'en 2015-2016 :



Graphique 1

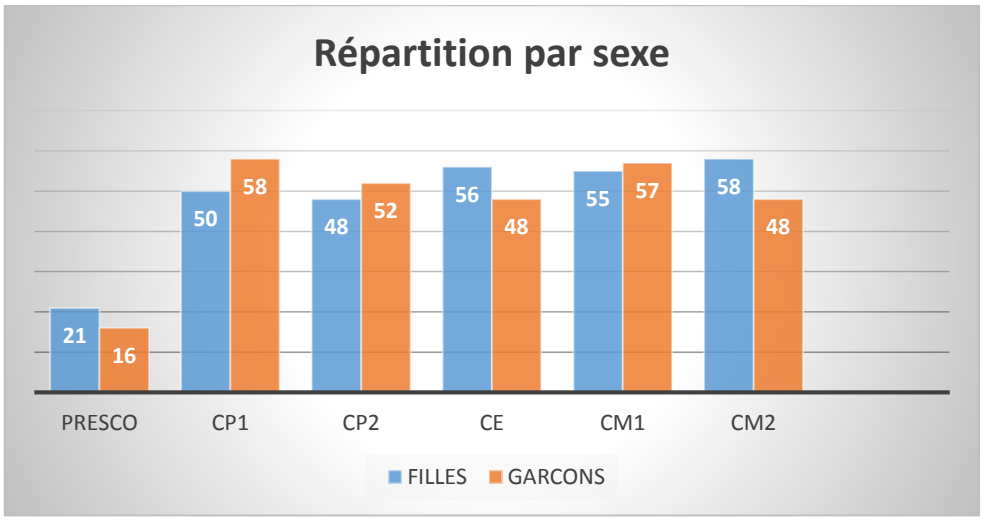
Source : Investigation personnelle 2016

En ce qui concerne l'évolution des effectifs de l'établissement nous remarquons aussi une croissance de l'ordre de 2% à 5%.



Graphique 2

Source : Investigation personnelle 2016



Graphique 3

Source : investigation personnelle 2016

Nous constatons que le nombre d'élèves qui passent en classe supérieure diminue à cause de l'abandon scolaire. C'est le cas des élèves des classes CP1 et CP2. Par contre à partir des classes CE, CM1, CM2 l'effectif des élèves augmente. Cela est causé par le redoublement.

Selon le MEN, le ratio normal élève/maître est de 40 élèves par classe. Pour l'EPP Ambodifasika, dès la classe CP1 au CM2 l'effectif dépasse beaucoup la norme imposée et pour toutes classes, il y a deux classes parallèles.

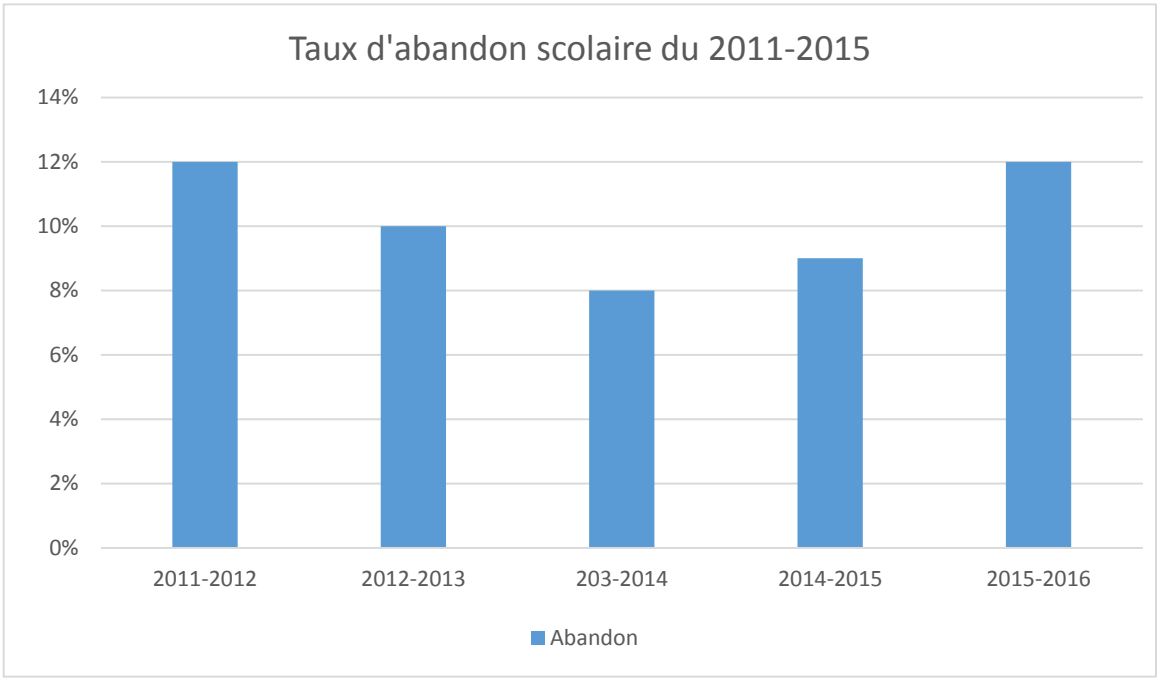
Cette situation est produite par l'insuffisante de salles de classe et de personnels enseignants. Pourtant, la relation maître-élèves dans l'éducation est très essentielle et conditionne l'importance du rôle de l'enseignant. De plus, cette relation est conçue comme la clé du succès pédagogique et basée sur le bon contact entre les élèves et le maître. Autrement dit, l'effectif des élèves joue un rôle majeur dans l'existence de bonne relation entre l'éducateur et les apprenants. Selon le témoignage d'une institutrice de la classe CM1 : « *parfois je n'arrive pas à contrôler et à surveiller un par un les devoirs de mes élèves à cause de l'effectif trop élevé*». Par conséquent, la relation élève-maître se laisse à désirer ainsi que le caractère équitable de la qualité d'éducation pour tous.

Cependant, un sentiment d'inadaptation scolaire qui sera à l'origine de l'absentéisme et de l'abandon scolaire pourrait affecter les élèves. Dans ce contexte une institutrice a avoué que certains élèves ne participent jamais pendant les cours que si on les « force » à parler et ce sont ces catégories d'élèves qui sont souvent absents.

En contrepartie, une bonne relation avec les éduqués se manifeste par une plus grande communication entre eux et une complicité en cas de difficulté. Les élèves, en effet, n'ont pas peur de demander plus d'explication quel que soit leur difficulté. Alors, pour bien accomplir la mission d'éducateur, il faut que chaque école respecte le ratio normal entre élèves et maître.

L'on constate aussi que, l'effectif total des garçons 289 est plus élevé que celui des filles 278. Si on analyse classe par classe, on remarque toujours en général la dominance au niveau du nombre des garçons. Nous sommes loin d'imaginer que la culture traditionnelle de « prioriser l'éducation des garçons » perdure encore jusqu'à maintenant, et même la directrice de l'école a confirmé ce fait.

Le graphique suivant montre le taux d'abandon au cours de l'année scolaire durant ces 5 dernières années :



Graphique 4

Source : Investigation personnelle 2016

Le taux d'abandon a augmenté durant l'année scolaire 2015-2016 par rapport aux deux années qui l'a précédée. On nous a aussi confié la principale cause d'abandon scolaire chez les petites filles : c'est le fardeau des tâches ménagères. Mais face à cela, le corps enseignants ne cesse de sensibiliser les parents des élèves à traiter sur un même pied d'égalité les filles et les garçons puisque l'un des Objectifs du Millénaire pour le Développement vise à la transformation de l'éducation en invoquant la lutte contre l'inégalité sur le plan éducationnel surtout en milieu rural.

SECTION 4 : EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT

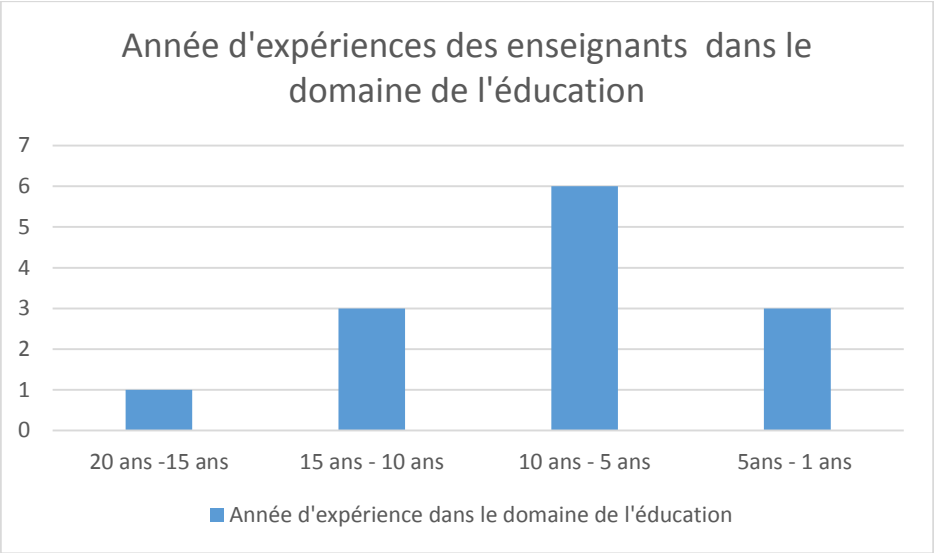
« La noble responsabilité d'éduquer les enfants et d'accomplir cette tâche avec engagement et patience fait un acteur important au sein de la communauté » (Aide et Action, 2006). De cette grande responsabilité, l'étude sur les caractéristiques particulières de ces enseignants s'avère très utile, c'est-à-dire leurs genres, leurs âges, et leurs grades lors de l'enquête. Donc nous allons savoir qui sont les premiers responsables de la réussite ou non des élèves, les futurs citoyens de la nation Malagasy.

L'E.P.P Ambodifasika dispose de douze personnels enseignants y compris la directrice qui se charge des services administratifs et des relations avec les personnels de service de la ZAP et du CISCO. Les enseignants sont considérés comme les premiers responsables de la construction des savoirs des élèves de leurs classes (567 élèves lors de l'année scolaire 2015-2016).

D'après notre enquête, ces enseignants sont toutes des femmes, donc ce sont des institutrices, elles sont âgées de 40 ans en moyenne et majoritairement mariées. Cette étude montre que les femmes sont plus attirées par le métier d'enseignant en milieu primaire que les hommes. Et selon eux, c'est grâce à leur affection maternelle qu'elles ne trouvent aucune difficulté à s'adapter plus facilement aux enfants.

Chaque institutrice enseigne 11 matières par jour, ce qui demande une bonne organisation et expériences pour bien gérer la classe. Donc leur ancienneté a une grande importance dans l'exercice de leur métier. Ce qui nous amène à étudier l'année du commencement de leur travail d'enseignement, et ce, suivant les réponses de chacun.

Le graphique suivant montre l'année d'expérience des institutrices de l'EPP Ambodifasika.



Graphique 5

Source : Investigation personnelle 2016

Le graphique montre que les 2/3 des enseignants ont plus de 5 années d'expérience dans le domaine de l'éducation cela prouve leur motivation et leur patience dans l'exercice de leur fonction.

Les résultats officiels du CEPE aussi prouvent la compétence des enseignants puisque l'école fait toujours partie de celle qui a un bon résultat à l'examen du CEPE et 6ème.

Tableau n°4 : ***Evolution du taux de réussite au CEPE et 6ème***

Année scolaire	*CEPE*	*6ème*
2011-2012	***84%***	***83.25%***
2012-2013	***87.5%***	***80%***
2013-2014	***88.57%***	***86.40%***
2014-2015	***100%***	***100%***
2015-2016	***96.29%***	***95%***

Source : investigation personnelle 2016

Ce tableau confirme l'excellent résultat de cette école puisque le taux de réussite ne cesse pas d'augmenter pendant les cinq dernières années.

L'approche quantitative nous a montré plusieurs données sur le champ d'étude. Nous avons vue l'environnement scolaire où se pratique le métier d'enseignant, l'effectif par classe et l'évolution des effectifs pour les 5 dernières années, les années d'expériences des 12 institutrices de l'EPP AMBODIFASIKA et l'évolution du taux de réussite au CEPE et 6ème des 5 dernières années.

Si ces divers résultats sont relevés dans l'approche quantitative, qu'est-ce qu'on peut analyser dans l'approche qualitative ?

Chapitre II : APPROCHE QUALITATIVE DE L'ETUDE

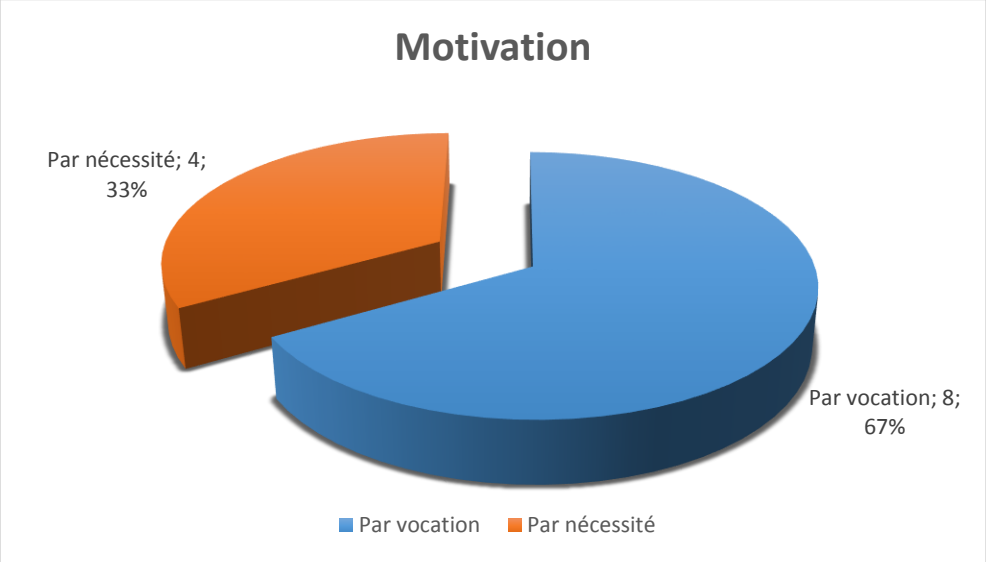
Les méthodes qualitatives laissent de côté l'aspect quantitatif pour gagner en profondeur l'analyse de l'objet d'étude. Elles permettent de connaître la cause d'un phénomène sans l'intervention des données statistiques. Quelques analyses définissent l'approche qualitative de notre recherche.

SECTION 1 : La motivation des enseignants

Les enseignants sont les ressources humaines au niveau de l'éducation ; ainsi, l'étude sur leur situation est importante. Ils sont au cœur de la révolution de l'éducation et c'est d'eux que dépend la qualité de l'éducation. L'insuffisance des enseignants est un problème commun au niveau de l'enseignement et la majorité des établissements, surtout publics rencontrent cet obstacle.

Un bon enseignant est celui qui motive ses élèves. De ce fait, la motivation de ces derniers n'appartient qu'à lui. La motivation de l'enseignant joue un rôle décisif dans l'enseignement plus précisément sur l'investissement des élèves dans l'apprentissage : sur leur maîtrise de connaissances et leur réussite.

Les motivations de choisir l'enseignement sont multiples pour les répondants et font intervenir aussi bien des facteurs matériels que les motifs professionnels.



Graphique 6

Source : Investigation personnelle 2016

Ce graphique explique que la quasi-totalité c'est-à-dire les 67% des enseignantes démontre une motivation active. Elles expriment avoir fait ce métier d'enseignement selon leur propre volonté, c'est-à-dire par vocation. Elles exercent intentionnellement ce métier, car elles aiment les enfants, c'est la raison principale. En revanche, une seule a dit le contraire, car elle fait ce travail par intérêt parce qu'elle n'a pas trouvé d'autres emplois et qu'elle veut travailler.

Les intentions initiales des enseignantes ont des influences sur les résultats de leur travail, plus particulièrement sur les résultats des examens et la qualité de l'éducation qu'elles transmettent.

Durant notre enquête, on nous a confié que ce métier permet à ces femmes d'acquérir une certaine autonomie financière et respect vis-à-vis de leurs époux et de leur famille respective donc cela peut encourager les jeunes filles à fréquenter l'école. Et fort heureusement, que les deux institutrices de la CM2 font partie de ces agents très motivés.

Par contre il ne faut pas négliger les 33% qui ont avoué être des enseignants « par défaut » influencées par la motivation matérielle. Les motivations de ces enseignantes sont en grande partie fondées plus sur les raisons extrinsèques que celles intrinsèques. Toutefois, vue la dureté de la vie, la pauvreté, l'objectif des gens de nos jours est de trouver un emploi rémunéré même si c'est infime. Alors, l'insuffisance des offres d'emploi oblige ces quelques individus à exercer la profession d'éducateur.

Pour eux, être enseignant n'est juste qu'une profession ; elles ont évoqué aussi qu'il leur est arrivé d'avoir une idée de changer de métier et d'arrêter d'enseigner en répétant que ce métier est fatiguant et stressant dans la plupart de temps. Les principales causes de leurs démotivations sont : le fait de ne pas être fonctionnaire, le taux « insignifiant » de leurs indemnités et subventions par rapport à la charge des tâches qu'on leur incombe.

A cet effet, la motivation qui demande beaucoup d'effort et d'énergie est absente ; par la suite, cela conduit à la négligence du travail des instituteurs. Par contre, le travail d'un enseignant nécessite une volonté et un attachement à cette fonction ; sinon, ce sont les élèves qui sont victimes de sa nervosité et de sa mauvaise volonté.

SECTION 2 : L'insatisfaction professionnelle

D'après notre enquête, certaines situations peuvent aussi limiter la motivation et l'engagement dans le domaine professionnel dans lequel ils se sont investis.

II. 2. a. ***Liées à la politique d'enseignement***

Parmi ces facteurs figurent les changements politiques et pédagogiques relatifs à l'enseignement. Ils accompagnent chaque changement de régime et se conforment presque à la personnalité du ou des responsables politiques. C'est ainsi que les différentes approches pédagogiques se sont succédées dans l'histoire de l'éducation nationale malagasy. A quelques détails près, l'on aurait pu affirmer que ces différentes approches correspondent à des régimes et des gouvernements.

Or, il se trouve que ces changements d'approche perturbent la conduite des classes chez les enseignants tant l'instabilité et la non durabilité des approches introduit une certaine instabilité chez les enseignants. Il est rare selon les interviewées de pouvoir maîtriser complètement une approche avant qu'une nouvelle décision viennent à la supplanter par une autre.

Les enseignants rencontrent des problèmes d'ordre pratique afférent à ces différentes approches de par l'insuffisance voire l'inexistence de formation initiale s'y rattachant. Cette situation apporte un impact négatif sur l'enseignement et l'apprentissage des élèves. Les Journées pédagogiques ne durent annuellement que six jours, soit deux jours par trimestre.

II. 2. b. ***Liés aux matériels éducatifs et aux infrastructures***

Parmi ces facteurs liés aux matériels didactiques, les manuels constituent les principaux problèmes. Ils sont indispensables dans l'élaboration de leurs cahiers de préparation tandis que ces livres sont inadéquats à la réalité vécue par les élèves de nos jours (à part leur insuffisance et leur vétusté). Cela est exacerbé par le fait que la mauvaise qualité des infrastructures constitue un obstacle à l'appui d'organismes consultatifs. Non seulement les enseignants reçoivent peu d'appui des services de soutien, mais ils disposent souvent de peu d'ouvrages et d'autres matériels didactiques. Par conséquent, les programmes sont devenus inadaptés aux élèves : la non acquisition des formations initiales au niveau des enseignants, est renforcée par la vétusté des manuels ainsi que l'insuffisance des matériels didactiques (comme la carte, etc.) influencent sur leur pratique pédagogique. Autrement dit, la transmission de cours est devenue difficile

pour les enseignants sans formation initiale et en même temps les apprenants n'ont pas saisi le cours.

A cet effet, les programmes ont peu de rapport avec la vie rurale, et la participation des populations est mitigée par le faible niveau d'alphabétisation des populations. Associés aux comportements et aux pratiques traditionnelles, ils apportent peu de soutien à l'apprentissage des élèves à l'école[54]. Un manque de communication des enseignants avec les responsables des programmes existe aussi. Ces programmes sont imposés aux enseignants sans leur demander leur avis alors que ces derniers sont considérés comme des piliers dans l'élaboration de ces programmes. En plus, ils sont parmi les acteurs des rénovations pédagogiques élaborées par les responsables politiques et ne peuvent pas les appliquer de manière optimale qu'outillés.

II. 2.c. ***Liées à la langue d'enseignement***

Le français est la langue d'enseignement à Madagascar. Toutefois, les contacts avec la réalité dans les établissements primaires de la commune rurale d'Itaosy, ont révélé une compréhension limitée du français par les élèves. Par conséquent, le bilinguisme demeure de rigueur au sein de ces établissements pour la transmission du savoir aux apprenants. Les explications en français sont automatiquement traduites en malagasy aux fins d'une meilleure voire totale compréhension par les apprenants.

Tout au long du cours les élèves restent muets, leur participation pour la pratique de la langue française se limite à la répétition. Les problèmes majeurs de ce blocage linguistique sont les suivants :

- culturellement, les élèves n'ont pas l'habitude de prendre la parole : ils n'ont pas le droit de parler devant les aînés et leur entourage n'a pas l'habitude de demander leur avis ;
- la langue à enseigner n'est pas encore maîtrisée donc les élèves ont peur de commettre des fautes qui vont les ridiculiser devant leurs camarades ; des vocabulaires limités, structuration diamétralement opposée des phrases en malagasy par rapport au français, auxquels il faut ajouter parfois des problèmes de compréhension dus à des niveaux d'intelligence des élèves.

[54] *SEGUN (OA) et OLANIYAN (O), 2011 : L'amélioration des conditions des enseignants et de l'enseignement en milieu rural en Afrique. UNESCO, Addis-Abeba, p21.*

- En dehors de l'école, la langue Malagasy est utilisée dans toutes les situations de communication auxquelles les élèves sont confrontés, si bien qu'ils n'ont pas l'habitude de s'exprimer en français.
- En classe, ils ont du mal à s'exprimer en français et certains élèves répondent souvent en Malagasy quand l'enseignant leur pose une question en français ou hésitent à s'engager dans une discussion
- Des lacunes sont constatées au niveau du savoir-faire participer surtout en ce qui concerne les expressions orales.
- Les enseignants eux-mêmes ne maîtrisent pas la langue d'enseignement

II. 2. d. Les conditions de travail

Concernant l'adéquation entre le volume de travail et le salaire perçu, le rapport est inégal tant les efforts fournis sont mal récompensés. A cette situation s'ajoute celle de l'insuffisance des outils didactiques et pédagogiques ainsi que la vétusté et le mauvais état des infrastructures destinés à l'éducation primaire. C'est pourquoi, les enseignants sont considérés comme des prisonniers du temps : la surcharge de travail est fréquente, sans que l'administration scolaire ne s'en rende compte. L'emploi du temps de ces maîtres est strict : il existe un volume horaire à respecter scrupuleusement, des évaluations périodiques à faire sous forme d'interrogations orales ou écrites, des devoirs à préparer et à corriger.

Le métier d'enseignant engendre ces facteurs liés au stress et à la lassitude compte tenu des conditions de travail. Selon notre enquête, les maîtres FRAM ou les enseignants non fonctionnaires (ENF) en particulier se plaignent de l'abondance et de la lourdeur de leurs tâches ne correspondant pas toujours aux salaires perçus. Cela s'explique par le fait que le paiement irrégulier de leur subvention dit autrement « salaire modique » et l'aide insuffisante donnée par les parents sont parmi les causes qui nuisent à leur motivation.

Ces enseignants subissent par conséquent à la fois la fatigue et les découragements voire la démotivation. Il est cependant à noter que les enseignants interviewés sont tous conscients de l'importance d'une meilleure gestion du temps dans la réussite de la transmission du savoir aux élèves et que la qualité de ces savoirs à transmettre ou transmis dépend de la gestion rationnelle du temps impartis.

II. 2. e. Les parents des élèves

Certains parents négligent toute responsabilité dans l'éducation de leurs enfants. Cette catégorie de parents d'élèves souffrent en fait de lacunes éducatives dans leur jeune âge et les transmettent malgré eux à leurs enfants. C'est ainsi que le niveau de culture intellectuelle des parents, son insuffisance voire même son inexistence crée souvent une mentalité matérialiste ou utilitaire propres à détourner leurs enfants des valeurs scolaires[55]. Cela veut dire que cette mentalité des parents entraîne le désintérêt de leurs enfants vis-à-vis de l'enseignement**.**

II. 2. f. Les conditions économiques

Durant notre enquête, 3 enseignants sur 12 sont obligés de trouver un revenu supplémentaire pour arrondir les fins de mois difficiles dû au caractère illusoire de leurs salaires. Ce fait renforce l'idée de l'insignifiance des salaires octroyés aux enseignants. Il explique par ce fait même l'ouverture à toute tentation commise dans l'espoir de se faire un peu d'argent chez les enseignants. C'est la corruption ou dans le meilleur des cas un abandon momentané de l'enseignant pour d'autre sources supplémentaires de revenus. La démotivation des enseignants est favorisée par l'implication de ces derniers dans des activités supplémentaires[56]. Ce qui a un impact négatif sérieux sur leur performance. Cette situation est renforcée par le retard dans le paiement de subvention en particulier pour les enseignants subventionnés, atteignant plus de trois mois. Cela constitue des raisons qui favorisent le manque d'enthousiasme et la diminution de la motivation ainsi que leur mécontentement, et résultat une qualité médiocre de l'enseignement.

II. 2. g. Les conditions sociales

D'après les enseignants enquêtés, la profession d'enseignant ne donne pas de bonnes conditions de vie parce que les problèmes financiers auxquels ils se confrontent ne leur permettent pas d'être présentables dans la société où ils vivent. En plus, souvent ils ne sont pas valorisés par les parents d'élèves**.**

Le manque de valorisation et de reconnaissance de leur profession de la part des élèves et de leurs parents entraîne aussi leur démotivation. Le problème auquel sont confrontés les enseignants en milieu rural est celui d'une négligence persistante. Les responsables politiques

---

[55] *MATHIEU(Q), 2011 : Stratégie pour l'amélioration des conditions de vie des enseignants. UNESCO. AddisAbeba, p62.*

[56] *UNESCO, 2010 : Guide méthodologique d'analyse de la question enseignante. Initiative pour le développement de l'Afrique subsaharienne p 82*

et les professionnels de l'éducation ont centré leur attention sur l'éducation en milieu urbain, laissant de nombreuses personnes supposer que tout va bien dans les écoles rurales. Compte tenu des situations de la zone rurale, ils ont délaissé l'amélioration nécessaire de ces écoles : leurs responsabilités.

CONCLUSION PARTIELLE

En guise de conclusion, l'approche qualitative fait apparaître plusieurs données sur la qualité de l'enseignement offert dans l'EPP Ambodifasika. Les enseignants sont parmi les facteurs clés qui influent fortement sur la qualité, la pertinence et l'efficacité éducative. Ils jouent alors un rôle crucial dans l'enseignement /apprentissage des élèves. La qualité des enseignants est également importante pour la réussite des élèves et surtout pour la qualité de l'éducation.

Ce qui signifie que l'amélioration de la situation professionnelle des enseignants notamment la bonne rémunération de ces derniers est un facteur majeur pour les motiver dans leur métier. Il faut préciser que les motivations intrinsèques des enseignants jouent un rôle prépondérant dans l'accomplissement de leurs tâches.

3ème PARTIE : BILANS ET RECOMMANDATIONS

L'éducation/enseignement est universellement considérée comme un enjeu essentiel, en tant que véhicule de transmission de connaissance aux générations ultérieures et en tant que moyen de défense et de pouvoir des personnes (accès aux positions socialement favorisées). Elle a permis à une grande partie des classes défavorisées d'accéder à un statut de classe moyenne.

Notons le fait que l'enseignement de base n'est pas encore effectif à tous les enfants de Madagascar. C'est la cause de la pauvreté aboutissant vers différents problèmes. Ces problèmes affectent l'environnement scolaire et donc de la qualité de l'éducation. Le plan actualisé EPT prévoit de poursuivre l'expansion des capacités d'accueil dans l'enseignement fondamental (Primaire et Collège) et d'améliorer la qualité par le recrutement et la formation des enseignants et la révolution pédagogique. Dans ce cas, les enseignants de l'école primaire jouent un rôle prépondérant dans le cadre de la réforme.

Chapitre I: BILAN PAR RAPPORT AUX PERFORMANCES DES ENSEIGNANTS DE L'EPP AMBODIFASIKA

Le pays vient de passer récemment une période d'instabilité politique et de transition essentiellement pacifique qui a abouti à l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement. A court et à moyen terme, il y a un urgent besoin de stabiliser et d'améliorer l'enseignement en général. D'où une nécessité d'étude, orientée vers le diagnostic ainsi que les résultats du travail des enseignants.

L'étude des résultats des examens est l'un des éléments permettant d'évaluer le travail des enseignants. Ce qui permet aussi de connaître les facteurs qui déterminent l'efficacité de l'école et les conditions scolaires qui favorisent l'apprentissage.

Autrement dit, l'évaluation des succès scolaires et ainsi que les facteurs qui y contribuent permettent d'identifier les raisons pour lesquelles les élèves redoublent et abandonnent les études primaires. Notre étude examine les compétences et l'attitude des enseignants en relevant les pourcentages de réussite des élèves enseignés.

Pour le cas de l'EPP Ambodifasika, les taux de réussite des élèves aux classes supérieures pour l'année scolaire 2015-2016 sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau n°5**: *Les taux de réussite en classe supérieures (en %)***

CLASSE	*NOMBRES DE SECTIONS*	*TAUX DE REUSSITE (MOYENNE)*
CP1	2	69,33%
CP2	2	82,67%
CE	2	72,00%
CM1	2	84.67%
CM2	2	96,29%

Source : Enquête personnelle 2016

Nous pouvons souligner que c'est le taux de réussite en classe de CM2 qui est le plus élevé, et le taux de réussite au CEPE est très remarquable en ce qui concerne l'efficacité de l'apprentissage. Ensuite, le passage de CM1 au CM2 montre aussi que la majorité des élèves peuvent avoir des accès au niveau supérieur, leurs connaissances sont enrichies et construites grâce aux stratégies d'enseignement diverses et appropriées au quotidien des élèves.

En réalité, à partir des résultats de notre enquête, plus de la moitié des élèves passent au niveau supérieur pour l'année scolaire suivante, et concerne toutes les niveaux. Cette situation montre que les activités scolaires des enseignantes de cet établissement sont efficientes pour les élèves concernés. Mais pour le cas des autres élèves, qui ont échoué, les enseignantes doivent faire une auto évaluation et identifier les remédiations nécessaires. L'échec scolaire est parfois issu de divers phénomènes à savoir l'impertinence des stratégies d'enseignement utilisées par ces enseignantes, le manque de matériels didactiques (les manuels, les règles,…), les styles d'animation appropriés, etc. Ce qui nous conduit à nous questionner comment se manifestent les relations entre les enseignantes elles mêmes. C'est-à-dire leurs organisations au cours de l'exercice des activités scolaires.

SECTION 1 : Organisations internes du corps enseignant

Actuellement, les enseignantes de l'EPP Ambodifasika participent à la mise en œuvre de la réforme du système éducatif à Madagascar. Leur rôle fondamental est de construire les savoirs des apprenants, futurs acteurs de développement. En exerçant ces lourdes responsabilités, les enseignantes doivent s'organiser, en vue d'atteindre les finalités et objectifs préétablies par l'école et le MEN, sous la surveillance et la direction d'un chef, la directrice de l'école.

Nous avons constaté que les 12 institutrices y compris la directrice entretiennent de bonne relation. Les exemples sont diverses à savoir l'entraide ou le soutien en cas de difficulté en matière didactique, la reprise des cours de celles qui sont absentes pour cause de maladie.

SECTION 2 : Relations entre enseignant et parents d'élèves

La déclaration sur l'éthique professionnelle, ratifiée lors du congrès mondial de l'Internationale de l'éducation (Jomtien, Thailande, 2001), comporte, entre autres, une série d'engagements adressés aux enseignants mais aussi à la communauté (parents, habitants des quartiers, des villages, etc.). L'objectif est de promouvoir une éducation de qualité en aidant les enseignants et les personnels d'éducation à répondre à la fois aux questions liées à la conduite professionnelle et aux problèmes qui se posent dans les relations avec les différents acteurs de l'éducation.

Son article 5 stipule les engagements envers les parents, et signale que les personnels de l'éducation doivent:

- reconnaître le droit des parents à l'information et à la consultation, par le biais de moyens reconnus, sur le bien-être et les progrès de l'enfant ;
- respecter l'autorité légitime parentale et donner des conseils d'un point de vue professionnel dans l'intérêt de l'enfant ;
- s'efforcer d'encourager les parents à s'impliquer activement dans l'éducation de leur enfant et à soutenir activement le processus d'apprentissage, en s'assurant que les enfants évitent tout type de travail qui puisse affecter leur éducation.

Et ensuite l'article 6 stipule les engagements envers les enseignants, autrement dit la communauté doit :

- faire en sorte que les enseignants aient bien le sentiment qu'ils sont eux-mêmes traités équitablement dans l'exercice de leur fonction ;
- reconnaître que les enseignants ont le droit de préserver leur vie privée, de s'occuper d'eux-mêmes et de mener une vie normale au sein de la communauté.

De ces deux articles, l'on peut conclure que les enseignants et la communauté sont étroitement en relation par le biais de l'éducation des enfants d'une part et de l'enseignement des élèves d'autre part.

En prenant en considération le cas des enseignantes de l'EPP Ambofasika, et leurs relations avec la communauté, l'association des parents d'élèves (FEFI : Farimbon'Ezaka Fampandrosoana eny Ifotony) organise des réunions qui ont lieu deux fois par an.

C'est une activité initiée par les membres de cette association ayant pour intention de : faire une évaluation sur le développement de l'école ; identifier les problèmes rencontrés ; apporter les solutions pertinentes ; améliorer les organisations entre les parties prenantes ; participer ainsi à la vie scolaire des enfants.

En d'autres termes, les corps enseignants organisent aussi des réunions tous les fins de mois, appelées « conseils des maîtres », qui ont pour attente de :

- ✓ améliorer les stratégies d'enseignement ;
- ✓ faire un diagnostic sur tout ce qui est fait ;
- ✓ rappeler les disciplines appliquées aux élèves ;
- ✓ sensibiliser la propreté, le comportement, etc.

La réalisation de ces activités permet de développer les organisations professionnelles des enseignantes et est une occasion pour la rencontre entre les parties prenantes de l'éducation des enfants. Elle favorise aussi la participation des parents aux activités socio-culturelles de leurs enfants et de porter un œil critique au fonctionnement de l'école. De plus, les enseignantes peuvent convoquer les parents des élèves en cas de nécessité.

Les relations entre les enseignantes et les parents d'élèves ont des influences plutôt positives. Mais, la place des enseignants au sein de la société est-elle sollicitée ?

SECTION 3 : La place des enseignants au sein de la société

D'une manière générale, les enseignants sont les premiers agents qui assurent l'éducation, car ils sont en contact direct avec les futurs citoyens, acteurs de développement de demain. C'est le principal motif justifiant le jugement porté sur les résultats des actions éducatrices à travers les résultats des examens. L'échec ou la réussite des élèves constitue aux yeux des parents un indicateur infaillible de l'efficacité ou de l'inefficacité des enseignants auxquels ils ont confié leurs progénitures. Les enseignants essaient, dans ce cas, de faire de leur mieux pour que les élèves aient une meilleure éducation et aussi avoir un bon résultat. Il existe une sorte de compétition entre les enseignants qui tiennent les mêmes classes ou la même section.

D'ailleurs, d'après l'interview effectuée auprès des enseignantes, certaines objectent contre ce jugement porté par les parents d'élèves à leur encontre en rapport avec les résultats des élèves. Ainsi, les mauvaises notes sont associées automatiquement à une soi-disant incompétence des enseignants tandis que leur réussite s'explique par l'intelligence de leurs enfants. Une affirmation gratuite qui lèse allègrement l'estime de soi des enseignants les conduisant parfois à la démotivation. Les parents ont facilement tendance à mettre toute forme d'échec à l'actif des enseignants sans se rendre compte de l'importance de la difficulté rencontrée par ces derniers.

CHAPITRE II : SUGGESTIONS

Ces suggestions ont été élaborées dans le seul but d'améliorer la qualité d'enseignement/apprentissage des apprenants Malagasy.

SECTION 1. L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS

La mise en place des mécanismes par les autorités éducatives locales, avec le soutien de l'Etat est indispensable pour améliorer la qualité et les conditions de travail des enseignants en milieu rural. Il ne faut pas uniquement augmenter les salaires des enseignants mais également revoir ou réviser l'organisation de ces salaires.

1.1. L'AMELIORATION DES SALAIRES

Le Gouvernement doit garantir aux enseignants un salaire qui leur permet de faire vivre leur famille. Les échelles de traitements des enseignants devraient être revues périodiquement pour tenir compte de facteurs comme l'augmentation du coût de la vie par exemple.

D'après les réponses des enseignants interrogés, 66% demandent l'augmentation de leurs salaires notamment leur subvention avec un paiement régulier, et l'indemnité de formation. Les salaires qu'ils reçoivent et leurs conditions de travail constituent des facteurs majeurs de leurs absences et le paiement d'indemnités particulières doivent être accordé aux enseignants. Ces indemnités comprennent par exemple l'indemnité de craie, la prime d'éloignement et plus spécialement les indemnités de risques pour les enseignants qui travaillent dans les zones rurales comportant des risques d'insécurité, d'enclavement, etc.

Il doit revoir également la manière dont les salaires sont organisés: comment ils sont payés en révisant le système général des salaires, les modèles de rémunération et appréciation du rôle des enseignants[57].

De ce fait, les principales solutions que ces enseignants proposent résident dans l'amélioration de leurs salaires. Il convient de souligner que la principale source d'amélioration des conditions de travail des enseignants réside alors dans l'augmentation des salaires[58]. Il est bon de rappeler que beaucoup d'entre eux sont « sous - payés » par rapport à d'autres types d'emploi requérant le même diplôme ou la même qualification. A cet effet, de nombreux

[57] *UNESCO, 2010: op.cit.p78.*
[58] UNESCO, 2010: op.cit.p78

enseignants se livrent dans l'exercice des activités supplémentaires ou travail au noir et ceci influe la qualité des résultats scolaires et de l'enseignement. L'absentéisme s'explique en effet par les insatisfactions professionnelles des enseignants dans l'exercice de leur métier. Cela a pour but d'éradiquer la pratique des travaux supplémentaires pour les enseignants et aussi d'améliorer la performance des apprenants.

L'Etat doit prendre en compte ces différentes mesures pour que les enseignants soient mieux rémunérés, avec un statut social amélioré et plus motivés dans la profession enseignante. Ainsi, les enseignants sont en effet plus à l'aise vis -à -vis de leur métier et la perturbation des activités scolaires diminue également: l'absence des grèves et de frustration à titre d'exemple.

En conséquence, il faut que l'Etat fasse des efforts pour augmenter les salaires des enseignants et pour les amener à l'égalité avec les travailleurs des autres professions. Cela améliorerait leurs performances à l'école. Il est important que le Gouvernement donne des mesures d'accompagnements supplémentaires telles que des logements aux enseignants qui travaillent en milieu rural. Pour les enseignants enquêtés, 33% demandent des logements afin de diminuer leur déplacement. Cela encourage ces enseignants dans l'accomplissement de leurs tâches puisque le paiement irrégulier de leurs salaires entraîne la large diminution de leur motivation professionnelle exigée en matière d'éducation, et favorise de plus en plus leurs absences non autorisées.

Il faut que les responsables politiques revalorisent la fonction enseignante, de façon à éviter la démission et l'abandon de maîtres formés surtout dans les zones rurales. Cela en promulguant un règlement prévoyant la promotion des enseignants d'un cadre à l'autre: stagiaire, conditions de titularisation, etc. La prise en charge de cette fonction et l'amélioration de la situation professionnelle ou du statut des enseignants sont donc primordiales afin d'obtenir un bon fonctionnement de l'enseignement.

1.2. L'AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIALES

L'amélioration du cadre de vie des enseignants comme la dotation en logement et la sécurisation des zones à hauts risques contribueraient beaucoup à la diminution des stress. Lorsque les enseignants n'habitent pas près des écoles, ils consacrent beaucoup de temps au déplacement, et plus spécialement au cours de la saison de pluies car la route est impraticable (aux véhicules motorisés par exemple).

Tout cela est dans le but de maintenir la qualité de l'enseignement/apprentissage des élèves. Puis, afin que les enseignants soient plus présents à leur travail, il faut que les établissements et les classes soient mieux dotés en enseignants.

Il faut qu'il y ait des points d'eau au niveau des établissements primaires pour assurer la propreté et surtout la santé des élèves.

SECTION 2 : PROMOUVOIR LE PROFESSIONNALISME DU METIER D'ENSEIGNANTS

La promotion du professionnalisme demande de la volonté ou un esprit initiative de la part de toutes les parties prenantes à l'éducation, car l'avenir scolaire de l'élève dépend en grande partie des connaissances acquises de l'enseignement de base[59]. Nous tenons à rappeler que l'efficacité de l'éducation dépend en grande partie de celle de l'enseignant.

Notons que les enseignants efficaces sont ceux qui atteignent les objectifs qu'ils se sont fixés ou qui leur ont été assignés par d'autres comme les administrateurs scolaires ou le ministère de l'éducation[60]. Ainsi, au niveau de l'enseignement primaire, l'amélioration de formations des enseignants constitue un facteur majeur dans la mise en œuvre d'un enseignement de qualité.

2.1. AMELIORER LA QUALITE DE FORMATION BENEFICIEE PAR ENSEIGNANTS

L'enseignant doit avoir terminé l'école secondaire, qu'il ait reçu une longue formation dans un centre pédagogique ou encore à l'école normale avant de se considérer comme tel. L'acquisition de formation initiale est indispensable dans l'exercice du métier d'enseignant. Cette formation est un des facteurs non négligeables qui détermine en bonne partie la qualité de l'éducation. Pour exercer ce métier et être instituteur, les enseignants doivent recevoir cette formation exigée.

a- Entretenir une formation périodique

La formation des enseignants est une préoccupation importante, elle demande une préparation initiale appropriée, confiée à des professionnels d'éducation: des gens qui ont une expérience pratique récente de l'enseignement intégrée à des programmes permanents

[59] ORPWOOD (J), 1981 : La formation du personnel enseignant du premier et second degré UNESCO les presses de .Paris, p163.
[60] ANDERSON(L), 1992 : Accroitre l'efficacité des enseignants.UNESCO, Paris, p17

de formation. Cette formation est essentielle surtout dans l'amélioration de la formation des enseignants FRAM: en tant que formation pédagogique, elle constitue un entrainement pratique et réfléchi à la conduite de classe[61].

L'Etat doit organiser en effet dans la mesure du possible une formation nécessaire aux enseignants sans formation initiale. Il doit réduire autant que possible le recrutement ou la prise en charge de ces enseignants pour assurer un enseignement de qualité.

Mais concernant les enseignants enquêtés, 94% des enseignants n'ont pas reçu une formation initiale, ils ne possèdent que leurs diplômes académiques (le BEPC et le BACC). Par contre 33% d'entre eux seulement demandent que le gouvernement leur organise des formations car la formation en cours de service qu'ils reçoivent est largement insuffisante selon leurs réponses.

La formation permanente des enseignants doit être assurée par l'Etat tout au long de leur carrière. Les enseignants ont besoin d'une formation permanente pour la mise à jour de leurs connaissances afin de faciliter l'exercice de leur métier[62]. C'est la raison pour laquelle les enseignants doivent connaître la psychologie de l'enfant et des processus d'apprentissage ainsi que la pédagogie. Cette connaissance leur permettait de révolutionner les méthodes pédagogiques pour avoir un enseignement de qualité. Il faut en effet aider les enseignants à s'adapter à cette évolution.

Par contre, il est à exiger de chaque enseignant la soif perpétuelle d'apprendre et de s'informer puisque que la culture générale est nécessaire à toute action éducative efficace, surtout pour l'exercice du travail des enseignants du primaire.

b- Recrutement et sélection des enseignants

L'Etat doit recruter des enseignants ayant déjà une formation initiale, plus précisément des enseignants bien formés et en nombre suffisant. Et ils doivent maîtriser les matières fondamentales qu'ils enseignent à titre de précision.

A cet égard, le recrutement massif des enseignants FRAM qui sont peu formés ou sans formation initiale permet davantage de pallier la pénurie (le manque physique) des enseignants dans les salles de classes. Pourtant, il ne résout pas les problèmes auxquels l'enseignement sont confrontés. Puis, en particulier la question complexe de la qualité de l'éducation, ces

[61] *UNESCO, 1980:op.cit.p 97*
[62] *HALLAK (J), 1990: op.cit.p 189.*

enseignants sans formation initiale ou moins formés connaissent des lacunes non négligeables dans l'amélioration de la qualité de l'éducation. Actuellement, les conditions de travail des enseignants défavorisent en bonne partie leurs activités pédagogiques adéquates.

Il convient de préciser que la qualité des enseignants est un facteur très important et lié à l'école pour améliorer la performance des apprenants. A cet égard, l'Etat doit mettre l'accent sur la qualité des enseignants notamment dans l'enseignement primaire en ce qui concerne à titre d'exemple les questions de recrutement. Le recrutement et sélection des enseignants sont des mécanismes importants pour assortir des incitations à la qualité du corps enseignant[63].

L'Etat doit sélectionner avant tout la qualité des enseignants qui souhaitent investir ou veulent se livrer dans la profession enseignante. Ainsi, étant donné que les enseignants non fonctionnaires font d'autres travaux pour compenser leur faible revenu, le recrutement de ces enseignants FRAM est inéluctable.

Il semble que l'efficacité du processus éducatif soit fortement conditionnant par la latitude dont disposent également les enseignants dans l'interprétation des instructions, le dosage et l'adaptation des contenus, le choix des méthodes et des solutions adéquates[64].

c- Perfectionnement linguistiques des enseignants

Le choix du français comme langue d'enseignement à Madagascar est sans conteste une ouverture à la communication avec l'extérieur et au développement du pays. L'enseigner aux élèves du primaire et de l'éducation fondamentale passe par :

- l'institutionnalisation des formations continues à dispenser aux directeurs d'école qui seront, en cascade et à leur niveau, des formateurs continus au niveau des établissements scolaires de base. Cette proposition est la mise en pratique du Projet MAPEF, dans son troisième volet.
- la limitation autant que de besoin de l'enrôlement des « Ramose Daba[65] » (enseignants FRAM) du niveau de baccalauréat dans un dynamique de recherche de l'amélioration de la qualité des enseignements de la langue française aux élèves du primaire. Le niveau BEPC atteint par la grande majorité des enseignants non fonctionnaires dans les écoles primaires n'est pas en effet un garanti de leur efficacité en cours d'exercice de leur

[63] *POLITIQUES D'EDUCATION ET DE FORMATION, 2005 : op.cit.p 168.*
[64] *RASSEKH(S) et VAIDEANU(G), 1987 : Les contenus de l'éducation. UNESCO, p264.*
[65] *En référence au bidon de riz contre les prestations d'enseignant consentis par les parents d'élève*

fonction. En outre, relever le niveau atteint à ce niveau du baccalauréat de l'enseignement secondaire incite mieux les futurs candidats au poste d'enseignant FRAM à de nouveau challenge intellectuel dont les bénéfices reviennent à l'amélioration de la qualité de l'enseignement de la langue française au niveau primaire.

- Redynamiser l'émission « Radio scolaire » avec comme corollaire la signature de protocole d'accord avec les radios de proximité à titre de palliatif aux défaillances de la RNM ;
- Pour les Districts et, par conséquent, les circonscriptions scolaires pourvues d'une antenne de l'Alliance Française, promouvoir la vulgarisation du manuel d'enseignement du français « Alter Ego » tout en privilégiant les directeurs des établissements publics qui auront la charge de fournir en continu la formation des enseignants du primaire.

SECTION 3 : SUGGESTIONS POUR AMELIORER LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT POUR UN MEILLEUR DEVENIR DES APPRENANTS

3.1 Améliorer les conditions de travail

La qualité de l'enseignement /apprentissage des élèves n'est pas déterminée uniquement par la qualité des enseignants, mais aussi par celle de l'environnement dans lequel ils travaillent. Jusqu'à nos jours, la qualité des conditions de travail des enseignants laisse encore à désirer. C'est la raison pour laquelle donc les conditions de travail des enseignants conditionnent en premier lieu leurs performances dans leur métier. En effet, la qualité des résultats scolaires est liée en bonne partie à leurs conditions d'emploi.

La qualité de l'éducation et la faculté d'apprentissage des élèves dépendent largement de la compétence et de la personnalité des enseignants, et du dévouement avec lequel ils exercent leur métier. Mais elles sont aussi liées à leurs conditions de travail, à titre de précision, aux dimensions des salles de cours, aux manuels scolaires, autres matériels didactiques disponibles ou non, à l'état des infrastructures[66].

3.2 Confection des matériels didactiques et réhabilitation des infrastructures

Une disponibilité des matériels didactiques et des infrastructures scolaires ainsi que des équipements en matière d'éducation est également parmi les gages importants pour le bon fonctionnement de l'enseignement. Ce qui signifie que la qualité des enseignants ne sont pas uniquement les seules conditions d'amélioration de la qualité de l'enseignement, mais la dotation en matériels didactiques et la bonne réparation de ces infrastructures sont aussi indispensables.

Concernant les réponses des enseignantes enquêtées, 33% des enseignants demandent la création des nouveaux bâtiments scolaires, la réparation des mauvais et vieux bâtiments, la mise en œuvre de cantine scolaire, et la dotation en matériels didactiques et en équipements.

Le sort ou le développement de l'éducation dépend en partie des enseignants. Puis, la qualité de l'enseignement/apprentissage des élèves est liée en bonne partie non seulement aux conditions de vie des enseignants, mais aussi à leurs conditions de travail. En d'autres termes, pour améliorer la qualité de l'éducation, il faut améliorer en premier lieu la formation, le recrutement, le statut social et plus spécialement les conditions de travail des enseignants.

[66] *COOMBS (P), 1989: La crise mondiale de l'éducation. Editions Universitaires, p126.*

Cela peut s'expliquer parce que ceux - ci ne pourront répondre à ce que l'on attend d'eux que s'ils ont par suite les connaissances, les compétences, les qualités professionnelles et *les possibilités professionnelles*[67].

L'Etat doit apporter un grand soutien à l'éducation en milieu rural en fournissant des matériels, en octroyant des finances, et des ressources suffisantes au profit du développement et de l'amélioration des écoles rurales

Il convient de signaler que le manque d'entretien et d'infrastructures ainsi que le manque des matériels didactiques tels que les manuels entrainent le désintérêt des enseignants dans leur profession.

Il est à signaler que 33% des enquêtés demandent la dotation en matériels didactiques et des Kits scolaires venant de l'Etat pour assurer *la bonne marche de l'enseignement/apprentissage des élèves*[68].

Cette situation est renforcée par le retard du paiement de leurs salaires qui augmente leur démotivation. Tous ces problèmes constituent des questions complexes que le gouvernement doit traiter et résoudre pour mettre en œuvre un enseignement de qualité et adéquat en particulier dans les écoles en milieu rural.

L'Etat doit mettre en place un groupe de travail pour initier l'entretien et surtout la réhabilitation des infrastructures scolaires existantes tout en concevant d'autres *infrastructures adéquates pour l'avenir*[69]. Ainsi, il doit faire des efforts en construisant un environnement propice à l'enseignement /apprentissage des élèves. L'environnement de l'école plus précisément de l'enseignement est un facteur majeur qui détermine le processus d'apprentissage et la performance des apprenants. En conséquence, des enseignants qualifiés ou non, sont obligés de travailler sans moyens ou matériels pédagogiques adéquats, comme un laboureur qui n'aurait pas de charrue[70]. Autrement dit, les élèves sont souvent scolarisés mais apprennent bien peu de chose ou des connaissances peu étendues, voire insuffisantes.

Les bâtiments scolaires devraient donner des garanties de sécurité, être agréables et aménagés de manière fonctionnelle; ils devraient en particulier dans les régions rurales; être construits en matériaux durables et selon les normes de l'hygiène. Les autorités devraient veiller au bon entretien des locaux scolaires de manière à ne faire courir aucun risque à la santé ni à la sécurité des élèves et du personnel enseignant.

---

[67] *MATHIEU(Q), 2011 : op.cit.p125.*
[68] *KPONOU (k) ,2014 : Satisfaction des enseignants et performances scolaires. UCAD. Sénégal p6.pdf.*
[69] *SEGUN (OA) et OLANIYAN (O), 2011: op.cit.p 83.*
[70] *COOMBS (P), 1989:op.cit.p 134.*

Cela exige un investissement des personnes de la communauté dans divers conseils d'administration d'écoles afin qu'elles puissent participer effectivement dans ces activités scolaires.

3.3 Réduire les effectifs chargés des classes

Les effectifs des classes sont un autre sujet de préoccupation générale pour *les organisations d'enseignants*[71].

L'Etat doit s'efforcer dans une large mesure d'entretenir des classes à des effectifs réduits, pour renforcer et améliorer la performance et l'efficacité du travail des enseignants. Le recrutement des enseignants dans les zones rurales est un des facteurs majeurs de l'amélioration des conditions de l'enseignement. Les conditions de travail dépendent de la disponibilité des enseignants dans les écoles. Par conséquent, la construction des équipements pédagogiques tels que les tables-bancs et la création des bâtiments scolaires nouveaux sont importantes pour réduire les classes surchargées.

Comme dans les écoles privées, il serait mieux que l'effectif des élèves par classe de l'enseignement primaire soit de trente au maximum pour faciliter la transmission des savoirs plus précisément pour mieux contrôler le processus d'enseignement/apprentissage des élèves[72].

La pénurie de salle de classes constitue un obstacle à l'élargissement de l'accès et à l'amélioration de la qualité de l'école. Il s'agit d'un obstacle à l'amélioration de la qualité car même s'il y a des enseignants et des livres, l'apprentissage ne peut pas se produire sans des locaux équipés de mobiliers spécialement conçus pour l'enseignement. Les enseignants, les livres les salles de classes sont des composantes cruciales pour mettre en place des programmes d'éducation de qualité[73]. Il importe de savoir qu'il faut assouplir les conditions de travail des enseignants pour leur encourager.

3.4 Renforcer le suivi périodique des enseignants

Les écoles doivent être solidement encadrées pour responsabiliser les enseignants : qu'ils soient ponctuels et assurent la totalité de leur semaine de travail. Il faut qu'il y ait des

[71] *UNESCO, 1980 : Les réformes de l'éducation: expériences et perspectives. Paris, p99.*
[72] *Mathieu (Q), 2011, op.cit. p.60*
[73] *JEANNE (M), 2003 : Amélioration de la qualité de l'enseignement primaire en Afrique. ADEA, paris, p 27.*

carnets ou des cahiers de présence des enseignants qui doivent être signés par jour au bureau de chef d'établissement et des rapports hebdomadaires envoyés aux administrateurs de district.

Il convient de souligner que l'inspecteur de l'enseignement primaire et les chefs ZAP doivent collaborer entre eux afin que l'école primaire soit mieux gérée et développée. L'inspecteur est le principal agent d'inspection sur le terrain. Il ou elle a pour mission d'inspecter périodiquement les écoles avec ses collègues. Il a aussi une mission double : informer les écoles des décisions prises au niveau du CISCO et informer l'administration des réalités quotidiennes dans les écoles. Autrement dit, il doit effectuer la liaison entre les écoles et l'administration[74].

Les enseignants et les organisations d'enseignants devraient chercher à coopérer pleinement avec les autorités, dans l'intérêt des élèves, de l'enseignement et de la collectivité ;

Tout système d'inspection ou de contrôle devrait être conçu de manière à encourager et à aider les enseignants dans l'accomplissement de leurs tâches professionnelles et à éviter de restreindre la liberté, l'initiative et la responsabilité des enseignants.

3.5 Promouvoir le bain linguistique des apprenants

Le bain de langue est l'une des pratiques pédagogiques la plus efficace. Nous suggérons de toujours encourager les élèves à parler. Puisqu' enseigner une langue, ce n'est pas seulement faire apprendre les morpho-syntaxiques ou des listes de mots. Enseigner une langue vise à savoir l'utiliser. Comme activité nous proposons :

- Le renforcement de la lecture**,** environ 30mn par jour.
- Inscrire et réaliser dans les émissions radio scolaire, des dictées à l'intention des établissements primaires. Si possible, les inscrire parmi les programmes d'enseignement de base.
- Promouvoir le théâtre, jeu de rôle (pallier à l'insuffisance des activités para scolaire au niveau des EPP)
- Organiser des sorties pédagogiques orientées vers les bains de langues ;
- Promouvoir des échanges inter établissements dans le but de mettre les élèves et les enseignants dans des situations réelles d'utilisation et de pratique de la langue française.
- Renforcer les activités ludiques : comme les chants et les récitations

[74] *PERRENOUD (P), 1995 : La fabrication de l'excellence scolaire: du curriculum aux pratiques d'évaluation. Editions Droz .GENEVE, p192.*

CONCLUSION

Pour terminer, l'amélioration de la qualité de l'enseignement, la considération et l'amélioration des salaires puis des conditions de travail des enseignants sont des critères à ne pas négliger si l'on veut assurer un meilleur devenir pour les apprenants puisque l'amélioration de la situation professionnelle des enseignants notamment la bonne rémunération de ces derniers est un facteur majeur pour les motiver dans leur métier. Il faut préciser que les motivations des enseignants jouent un rôle prépondérant dans l'accomplissement de leurs tâches.

Ainsi, l'adoption des techniques de mise en œuvre pour avoir des formations pédagogiques efficaces, pour le perfectionnement linguistique des enseignants et des apprenants est indispensable pour assurer l'effectivité de la qualité de l'enseignement/apprentissage des élèves.

Bref, la qualité de l'enseignement dépend réellement de leur volonté de toutes les parties prenantes à l'éducation.

CONCLUSION GENERALE

« *Transmettre est, de toute évidence, le plus vieux métier du monde. Le plus important pour l'avenir aussi. Il n'est pas un seul exemple d'être humain qui ait atteint le statut d'adulte sans l'aide d'autres hommes, déjà adultes ceux-là. Des hommes qui lui ont transmis les moyens de survivre et de se développer, les moyens de penser et de créer aussi, les moyens de faire une société enfin* »[75].

Pour cela, notre étude sur les situations des enseignants de l'école primaire a utilisé plusieurs démarches, en consultant d'abord des documents nécessaires, ensuite en faisant des enquêtes sur terrain et en analysant les données et informations recueillies. D'une manière générale, l'école est un élément indispensable pour l'éducation des enfants d'un pays, en particulier de la Grande île de l'océan indien. L'école assure dans ce cas le développement physique, mental et intellectuel des futures générations, les acteurs du développement de demain. Elle a donc un rôle d'intégration au sein d'un groupe, d'une communauté, c'est-à-dire elle permet à chacun de s'adapter à la réalité sociale et culturelle.

De ce fait, le premier responsable qui se charge de cette mission au sein de l'école, est l'enseignant. Il joue alors un rôle très important pour la réalisation de certaines activités effectuées au sein de cette communauté spécifique. L'interrogation portant sur leur situation socio-économique permet donc d'identifier les conditions qui contraignent parfois leur travail et aussi leur mode de vie. Pourtant, ces conditions et l'exercice de cette fonction ont parfaitement un lien et mérite d'être traitées et analysées.

A cet effet, nous avons choisi l'E.P.P d'Ambodifasika, située dans la commune rurale d'Itaosy. Cet établissement a existé depuis plusieurs années, plus précisément pendant la 2ème République. Actuellement, l'EPP Ambodifasika enregistre des centaines d'élèves et emploie une dizaine d'enseignants, qui sont tous de sexe féminin, ce qui montre la domination des femmes dans le secteur de l'enseignement. Ce cas touche aussi la plupart des écoles primaires publiques du CISCO d'Atsimondrano.

A partir de notre enquête, la déduction générale est que les conditions de travail des enseignants de cette école influencent sur leur condition de vie, surtout sur le plan économique. Le déséquilibre entre les revenus reçus et les sommes dépensées marque l'existence de problème financier au niveau des ménages de ces enseignants. Et ceci entraîne des conséquences néfastes pour la réalisation des diverses activités à l'école.

[75] *Philippe MEIRIEU, Aide et Action, 2004*

Nous avons constaté aussi que le système éducatif à Madagascar ne cesse de changer suivant la politique adoptée par les régimes successifs. Mais ces initiatives perturbent en quelque sorte le déroulement de l'enseignement, en particulier l'exercice de la mission de ces enseignants. En d'autres termes, les enseignants doivent suivre des nouvelles consignes en ce qui concerne la pédagogie et l'approche adoptée, et ce en suivant des formations initiales et/ou continues. Pour avoir accès à cette fonction, les enseignants doivent remplir les critères posés par les responsables, à savoir le recrutement, la formation et l'évaluation.

Au cours de l'analyse qualitative sur les résultats des examens ou le passage des élèves à la classe supérieure, nous pouvons conclure que les enseignants procurent aux enfants les atouts sur la base de l'éducation. Ensuite en déterminant les différents problèmes rencontrés par ces enseignants au sein de leur travail et au sein de leurs familles, nous constatons que les conditions de travail, comme la rémunération mensuelle, l'infrastructure, l'équipement utilisé, la relation avec les autres, ont des conséquences négatives sur la qualité de l'enseignement primaire.

L'éducation primaire occupe une place prépondérante dans le développement d'un pays en particulier les pays en développement. Le système primaire constitue la majeure partie du système éducatif d'un pays. Pourtant sur le plan financier, les enseignants du primaire sont considérés comme les plus pauvres. Pour y faire face, les enseignants sont contraints de trouver d'autre travail pour compenser à « leurs salaires modiques ». Pour développer l'enseignement et plus précisément améliorer la qualité de l'éducation dans les zones rurales, ce problème mérite d'être résolu.

Il convient de préciser que vue la qualité de formation pédagogique qu'ils acquièrent, le non acquisition de la formation initiale exigée pour être instituteur ou institutrice au niveau des enseignants présente aussi des impacts négatifs non seulement sur leurs comportements dans l'exercice quotidien de leur métier, mais également sur la qualité de l'enseignement qu'ils dispensent aux apprenants.

La formation des enseignants doit leur permettre d'être plus aptes à comprendre les élèves, de les éduquer plutôt que de les lancer dans une vaine course aux diplômes.[76] Elle doit permettre également aux enseignants non seulement de maîtriser les disciplines qu'ils enseigneront et d'acquérir des connaissances, mais elle doit permettre aussi de développer les compétences nécessaires pour réfléchir sur leur pratique et s'investir dans des recherches en améliorant leur profession d'enseignant.

[76] *GUIDE PRATIQUE POUR LA FORMATION DES MAITRES EN COURS D'EMPLOI EN AFRIQUE, 1970 : op.cit.p2*

En outre, nous souhaitons également que le MEN prévoit une inspection systématique et d'évaluation pédagogique des enseignants. Cette politique pourrait être améliorée la pratique pédagogique des enseignants, la performance scolaire, voire de rénover le système éducatif Malagasy.

Pour terminer, le présent travail de recherche ne prétend pas être complet ni exhaustif. Il veut tout simplement éveiller l'esprit pour l'amélioration des pratiques pédagogiques des enseignants ainsi que rehausser la performance scolaire des élèves dans les écoles fondamentaux de Madagascar.

De plus, force est de dire que les enseignants dans les établissements publics se trouvent dans le tourbillon de la politique de développement sur l'échelle mondiale, parce que c'est toujours à eux que reviennent les résultats et les jugements des autres si la reforme réussit ou non dans ce domaine.

Enfin, nous nous rendons compte que des zones d'ombres planent encore sur certains domaines, mais nous espérons qu'elles feront, plus tard, l'objet d'une recherche plus approfondie.

BIBLIOGRAPHIES

• OUVRAGES GENERAUX

-BOUTRANT (M), 1968 : *Guide pédagogique de l'instituteur malgache*. Fernand Nathan. Paris.

-CAPELLE (J), 1966 : L'*école de demain reste à faire*. PUF. Paris.

-GRIEGER (P), 1964 : *Traité de pédagogie*. Tome I: Pédagogie générale. Collection Orientations Pédagogiques. LIGEL. Paris.

-GRIFFITHS (V L), 1969 : *Les problèmes de l'enseignement en milieu rural.* UNESCO. Paris.

-GUILHEM (M), 1967 : *Eduquer-Enseigner*. Psychologie et éducation. Manuel de l'instituteur. LIGEL. Paris.

-GUILLEMOTEAU (R) et MAYEUR (P), 1970 : *Le personnel de l'éducation nationale*. Armand Colin. Paris.

-JOTTERAND (R) et al, 1952 : *Problèmes scolaires*. DELACHAUX ET NIESTLE.

-KATORAZ (S), 1984 : *Les règles d'or de l'instituteur.*

-***LE LIVRE DES INSTITUTEURS***, 1974 : Editions SUDEL.

-MINISTERE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, 1993 : *Enseignement-instruction: école primaire publique.*

-MIALARET (G), 1964 : *Introduction à la pédagogie*. PUF.Paris.

-MACAIRE (F) et RAYMOND (P), 1973. : *Notre beau métier*. Manuel de pédagogie. Editions LES CLASSIQUES AFRICAINS. Paris.

-PIERON (H), 1955. : *La formation éducative*. PUF. Paris.

- **OUVRAGES SPECIFIQUES**

ANDERSON (L), 1992 *: Accroitre l'efficacité des enseignants*. Unesco, paris.

-BLAT (J), 1981 **:** *La formation du personnel enseignant du premier et second degré***.** Les

presses de l'UNESCO. Paris.

-COOMBS (P), 1989 : *La crise mondiale de l'éducation*. Editions Universitaires.

-DELAIRE (G), 1989 : *Enseigner en équipe*. Les éditions d'Organisations.

-DEMEUSE (M), 2005 : *Vers une école juste et efficace*. Éditions de Boeck Université. Bruxelles.

-FERRY (L), 2003 : *Lettre à tous ceux qui aiment l'école.* Collection: ODILE JACOB.CNDP. Paris.

-GILBERT (R), 1980 : *Bon pour enseigner*. Collection, psychologie et sciences humaines. Edition P. Mardaga 2. Bruxelles.

-GUIDE PRATIQUE POUR LA FORMATION DES MAITRES EN COURS D'EMPLOI

EN AFRIQUE, 1970. Paris.

-HAWES (H), 1972 : *La planification des programmes d'enseignement primaire dans le*

pays en voie de développement. UNESCO. Paris.

-HALLAK (J), 1990 *: Investir dans l'avenir. Définir les priorités de l'éducation dans le pays*

en voie de développement. Editions l'Harmattan .UNESCO.

-**HUBERMAN (M)**, 1989 : *La vie des enseignants*. DELACHAUX ET NIESTLE. Paris.

-**JACQUES (A)**, 1997 : *Education et pédagogie*. Les éditions françaises. Paris.

-**JEANNE (M),** 2003. : *Amélioration de la qualité de l'enseignement primaire en Afrique*. ADEA, Paris.

-**KELCHTERMANS (G)**, 2001 : *Formation des enseignants*. RECHERCHE ET FORMATION. Belgique.

-**MATHIEU (Q)**, 2011 : *Stratégie pour l'amélioration des conditions de vie des enseignants*. UNESCO. Addis-Abeba.

-**ORPWOOD (J)**, 1981 : *La formation du personnel enseignant du premier et second degré.*

Les presses de l'UNESCO. Paris.

-**PERRENOUD (P)**, 1995 : *La fabrication de l'excellence scolaire: du curriculum aux pratiques d'évaluation*. Editions Droz .GENEVE.

-**POINTUD (J)**, 1969 : *Précis de pédagogie*. Ecoles Primaires. Collection BOURRELIER. Paris.

.-POLITIQUES D'EDUCATION ET DE FORMATION, 2005 : *Le rôle crucial des enseignants*. EDITIONS OCDE. Paris.

-**RASSEKH(S) et VAIDEANU (G),** 1987 : *Les contenus de l'éducation*. UNESCO,

-**RAYMOND (L)**, 1995 : *Etude sur la motivation des enseignants, UNESCO*.

-**ROLLAND (V),** 2004 *: La motivation, condition au plaisir d'apprendre et d'enseigner en*

contexte scolaire. Bruxelles.

-**SEGUN (OA) et OLANIYAN (O),** 2011 : *L'amélioration des conditions des enseignants et de l'enseignement en milieu rural en Afrique.* UNESCO, Addis-Abeba.

-**VAN VELZEN (M B)**, 1988 : *Parvenir à une amélioration effective du fonctionnement de*

l'école. Edition ECONOMICA.

-UNESCO, 2010 : *Guide méthodologique d'analyse de la question enseignante.* Initiatives pour le développement de l'Afrique subsaharienne.

-UNESCO, 1980 : *Les réformes de l'éducation: expériences et perspectives*. Paris.

- **REVUES ET ARTICLES**

-GOTELMANN-DURET (G), 2007 : « Le recrutement des enseignants sans formation initiale », in *Séminaire international*. Paris

-NOLIVEN (H), 2003. : « Quel financement pour l'école en Afrique », in *Cahiers d'études africaines* n°169-170.

-UNESCO : « enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous », in *rapport mondial de suivi sur l'EPT* 2013 -2014. Paris, p14

WEBOGRAPHIE

-Pédagogie, 1977 : *Dictionnaire des concepts clés*. p 239. pdf, consulté le 3 août 2016.

-https:// tel.archives-ouvertes.fr. Consulté le 10 août 2016

-https:// WWW service- public, absentéisme des enseignants.fr. Consulté le 17 août 2016.

-https://www.adeanet.org/portalv2/fr/system/fils/ressources/frenchpolicy-brief absenteisme.pdf.Consulté le 07 septembre 2015.

-OBIN (JP), 2002 : « Enseigner, un métier pour demain », in *Rapport au ministère de l'éducation nationale*.pdf. Consulté le 08 septembre 2015.

-KPONOU (K), 2014 : *Satisfaction des enseignants et performances scolaires*. UCAD. Sénégal p6.pdf. Consulté le 14 septembre 2015

-KELCHTERMANS (G), 2001 : *Formation des enseignants*. RECHERCHE ET FORMATION. Belgique.pdf. Consulté le 28 septembre 2015.

LISTE DES ABREVIATIONS

AGEPA SGIPA.	:	Association Genevoise de Parents et Amis des Bénéficiaires de la
APC	:	Approche par les Compétences
APO	:	Approche Pédagogique par Objectif
APS	:	Approche par situation.
BACC	:	Baccalauréat
BEPC	:	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
CAE	:	CAE ou Certificat d'aptitude à enseigner
CAP	:	Certificat d'Aptitude Pédagogique
CAP/EP	:	Certificat d'aptitude professionnelle / Ecole Primaire
CEPE	:	Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires
CESD	:	Certificat d'Etudes du Second Degré
CINU	:	Centre d'Information des Nations Unies
CIRD	:	Centre d'Information et de Recherche en Didactique
CISCO	:	Circonscription Scolaire
CPIE	:	Conseil Pédagogique Inter-Etablissement
CR/INFP	:	Centre Régional / Institut National de Formation Pédagogique
CRINFP Pédagogique	:	Centres Régionaux de l'Institut National de Formation
ENS	:	École Normale Supérieure
EPP	:	Ecole Primaire Publique
EPT	:	Education pour Tous
FRAM	:	association des parents ENF (Enseignant non fonctionnaire)

INSTAT : Institut National de la STATistique

IRD : Institut de Recherche pour le Développement

LMS : London Missionnary Society

MAP : Madagascar Action Plan

MAPEF : Madagascar Appui à l'Enseignement du et en Français

MEN : Ministère de l'Education Nationale

MENRS : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

MINESEB : Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base

OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

PNAE : Programme National pour l'amélioration de l'enseignement

RNM : Radio Nationale Malagasy

SGIPA : Société Genevoise pour l'Intégration Professionnelle d'Adolescents et d'Adultes.

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

ZAP : Zone administrative pédagogique

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°1: Répartition de la population de la Commune Rurale d'Itaosy
Tableau N°2: Taille moyenne des ménages par Fokontany
Tableau N°3: Etablissement d'enseignement primaire au sein de la Commune Rurale d'Itaosy
Tableau N°4: Evolution du taux de réussite au CEPE et 6ème
Tableau N°5: Les taux de réussite de passage en classes supérieures (en %)

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique N°1 : Effectif des élèves durant les 5 dernières années
Graphique N°2 : Effectif par classe
Graphique N°3 : Répartition par sexe
Graphique N°4 : Taux d'abandon scolaire du 2011 - 2015
Graphique N°5 : Année d'expérience des enseignants dans le domaine de l'éducation

LISTE DES ANNEXES

1- Effectif des élèves par établissement et par niveau ZAP Itaosy
2- Effectif des enseignants ZAP Itaosy et effectif des élèves
3- Fiche d'enquête rapide niveau I public
4- Fiche d'enquête rapide préscolaire public
5- Questionnaire pour l'école
6- Questionnaire pour les enseignants

Année Scolaire : 2016-2017

CISCO : ANTANANARIVO-ATSIMONDRANO

ZAP : ITAOSY

A- ENSEIGNANTS PUBLICS	PRESCO	07
	PRIMAIRE	34
	TOTAL	41

B- EFFECTIFS DES ELEVES : PUBLIC

ETABLISSEMENT	PRESCO			N I			TOTAL
	G	F	T	G	F	T	
EPP ITAOSY	27	27	54	381	351	732	786
EPP AMBODIFASIKA	30	24	54	307	287	594	648
EPP ANDOHATANJONA	25	28	53	239	205	444	497
TOTAL	82	79	161	927	843	1770	1931

11 DEC 2016

Le chef ZAP

RAVELONARIVO Joseph

chef ZAP : 0330834930

Tale EPP Itaosy : 0331431684

Tale EPP Ambodifasika : 0334041375

Tale EPP Andohatanjona : 0331530565

ZAP : ITAOSY

2015-2016

EFFECTIFS DES ELEVES / ETAB / NIVEAU : V

N°	ETAB \ NIVEAU	0			I			II			III			T	
		G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T		
01	EPP ANDOKARATANTOLA	12	24	36	228	197	425	/	/	/	/	/	/	461	PUBLIC
02	EPP AMBOHIBIFAHIKA	26	14	40	278	268	546	/	/	/	/	/	/	586	
03	EPP ITAOSY	24	19	43	360	309	669	/	/	/	/	/	/	712	
04	CEG ITAOSY	/	/	/	/	/	/	240	362	602	/	/	/	602	
05	EP AMITIE	21	5	26	26	45	71	/	/	/	/	/	/	97	
06	CP MIZARASOA	14	20	34	33	42	75	34	36	70	/	/	/	179	PRIVÉ
07	NOTRE DAME	29	33	62	87	85	172	/	/	/	/	/	/	234	
08	EP PETIT GENIE	02	03	05	08	09	17	04	03	07	/	/	/	29	
09	LPC St MICHEL	90	82	172	257	216	473	586	611	1197	620	722	1342	3184	
10	EP ANANA	/	/	/	44	26	70	/	/	/	/	/	/	70	
11	AU BEL AVENIR	22	15	37	57	78	135	58	52	110	/	/	/	282	
12	CP ALPHA SCHOOL	/	/	/	27	29	56	03	07	10	/	/	/	66	
13	EP DE LA VICTOIRE	09	06	15	30	38	68	41	43	84	05	16	21	188	
14	The FUTURS GARDENS	06	05	11	14	20	34	—	—	—	—	—	—	45	
15	EPC Bis F. PALAU	28	39	67	74	59	133	—	—	—	—	—	—	200	
16	EP FLEUROSE	15	12	27	18	13	31	/	/	/	/	/	/	58	
17	PETIT AGNEAU	/	/	/	26	31	57	11	06	17	/	/	/	74	
	T	298	277	575	1567	1465	3032	977	1120	2097	625	738	1363	7067	

PRESCO : 8,14% NI : 43,90% NII : 29,67% NIII : 19,28 %

TOTAL :	G	F	T
	3467	3600	7067

11 DEC 2016

Le chef ZAP

RAVELONARIVO Joseph

FICHE D'ENQUETE RAPIDE
NIVEAU I PUBLIC ET COMMUNAUTAIRE

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017
DREN ANALAMANGA
CISCO ANTANANARIVO ATSIMONDRANO
ZAP: ITASY
NOM DE L'ETABLISSEMENT: E.P.P Ambatifanoka
CODE ETABLISSEMENT: 102.140.001

EFFECTIF										REDOUBLANT										Personnels en classe									
CP1		CP2		CE		CM1		CM2		CP1		CP2		CE		CM1		CM2		Fonctionnaire de l'Etat		Contractuel de l'Etat		ENF subv		ENF non subv		Autres	
G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme
73	56	64	54	66	62	55	54	49	64	9	8	19	5	18	24	12	8	20	20					9	9			1	1

Personnels non en classe										Totaux personnels		Classe normale et section									
Fonctionnaire		Contractuel de		ENF subv		ENF non subv		Autres		Nb tot non				CP1		CP2		CE		CM1		CM2	
Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Nbre	Eff	Nbre	Eff	Nbre	Eff	Nbre	Eff	Nbre	Eff
1	1							1				2	1	02	129	02	118	02	128	02	109	02	110

gardien

Classe multigrade										RESULTATS AUX CEPE						Salles de classes utilisées		Tables bancs				EFFECTIF AYANT ABANDONNE									
CP1		CP2		CE		CM1		CM2		INSCRITS		PRESENTS		ADMIS		Définitive	Provisoire	2 places	3 places	4 places	5 et +	CP1		CP2		CE		CM1		CM2	
Nbre	Eff	Nbre	Eff	Nbre	Eff	Nbre	Eff	Nbre	Eff	G	F	G	F	G	F							G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
										43	48	43	48	15	28	5		150													

11 DEC 2016

LE CHEF D'ETABLISSEMENT

RAMBELOSON Marcell

LE CHEF ZAP

RAVELONARIVO Joseph

FICHE D'ENQUETE RAPIDE
PRESCOLAIRE PUBLIC ET COMMUNAUTAIRE

...E SCOLAIRE 2016-2017
... AMANGA
... ANTANANARIVO ATSIMONDRANO
AP: ITAOSY
OM DE L'ETABLISSEMENT: E.P.P Ambodifarika
ODE ETABLISSEMENT: 102.140.001

EFFECTIF										REDOUBLANT									
Crèche		Préscolaire / Espace Jardin d'enfant		Petite section		Moyenne section		Grande section ou 12ème		Crèche		Préscolaire / Espace Jardin		Petite section		Moyenne section		Grande section ou 12ème	
G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
		30	24			20	12	10	12										

PERSONNEL

Personnels en classe												Personnels non en classe												Totaux
...tionnaire de l'Etat		Contractuel de l'Etat		ENF subv		ENF non subv		Autres		Tot enseignant		Fonctionnaire		Contractuel de		ENF subv		ENF non subv		Autres		Tot non		
Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	
		1	1	1	1					2	2													

SECTION					Salles de classe			Mobiliers scolaires			
					Nombre de salles de						
Crèche	Prescolaire / Espace Jardin d'enfant	Petite section	Moyenne section	Grande section ou 12 ème	Total	Utilisées par CAP	Autres salles	Petites chaises	Petites tables	Petits Tables-Bancs à 2	Grandes Tables
			1	1	2			52	16		

11 DEC 2016

LE CHEF D'ETABLISSEMENT

...AMBELOSON Marcelk

LE CHEF ZAP

RAVELONARIVO Joseph

Tables des matières

INTRODUCTION GENERALE **1**

1ERE PARTIE : CONSIDERATION GENERALE **6**

CHAPITRE I : GENERALITES SUR L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR 7
SECTION 1 : Approche conceptuelle sur l'éducation et enseignement *7*
SECTION 2 : Historique de l'éducation à Madagascar *9*
2. 1- Avant la colonisation 9
2. 2- Pendant la période coloniale 12
2. 3- Au lendemain de l'indépendance 14
2. 4- Depuis 1992 16
SECTION 3 : Les enjeux de l'éducation formelle *18*
3. 1- Essai de définition 19
3. 2- Evolution du système éducatif 19
3. 3- Mise en place des reformes 21
3. 4- Le Plan « Education pour tous » (EPT) 22
CHAPITRE II : STRUCTURE DES PERSONNELS ENSEIGNANTS 24
SECTION 1. Recrutement des enseignants de l'école primaire *24*
SECTION 2. Formation des enseignants de l'école primaire dans le secteur public *26*
SECTION 3. Nouvelles méthodes et pédagogies adaptées *28*
CONCLUSION PARTIELLE *30*

2EME PARTIE: LA SITUATION DES ENSEIGNANTS A L'EPP AMBODIFASIKA **31**

CHAPITRE I : APPROCHE QUANTITATIVE DE L'ETUDE 32
SECTION 1 : L'ENVIRONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT *34*
1.1. LE DOMAINE SCOLAIRE 35
1.2. LES SALLES DE CLASSE 35
SECTION 2 : LES EQUIPEMENTS ET LES MATERIELS *35*
SECTION 3 : Evolutions des effectifs *36*
SECTION 4 : EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT *40*
CHAPITRE II : APPROCHE QUALITATIVE DE L'ETUDE 43
SECTION 1 : La motivation des enseignants *43*
SECTION 2 : L'insatisfaction professionnelle *45*
II. 2. d. Les conditions de travail 47
II. 2. e. Les parents des élèves 48
II. 2. f. Les conditions économiques 48
II. 2. g. Les conditions sociales 48

3EME PARTIE : BILANS ET RECOMMANDATIONS **50**

CHAPITRE I: BILAN PAR RAPPORT AUX PERFORMANCES DES ENSEIGNANTS DE L'EPP AMBODIFASIKA 51
SECTION 1 : Organisations internes du corps enseignant 52
SECTION 2 : Relations entre enseignant et parents d'élèves 53
SECTION 3 : La place des enseignants au sein de la société 54
CHAPITRE II : SUGGESTIONS 56
SECTION 1. L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS *56*
1.1. L'AMELIORATION DES SALAIRES 56
1.2. L'AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIALES 57
SECTION 2 : PROMOUVOIR LE PROFESSIONNALISME DU METIER D'ENSEIGNANTS *58*
2.1. AMELIORER LA QUALITE DE FORMATION BENEFICIEE PAR ENSEIGNANTS 58
SECTION 3 : SUGGESTIONS POUR AMELIORER LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT POUR UN MEILLEUR DEVENIR DES APPRENANTS *62*
3.1 Améliorer les conditions de travail 62
3.2 Confection des matériels didactiques et réhabilitation des infrastructures 62
3.3 Réduire les effectifs chargés des classes 64
3.4 Renforcer le suivi périodique des enseignants 64
3.5 Promouvoir le bain linguistique des apprenants 65

CONCLUSION GENERALE **67**

BIBLIOGRAPHIES **70**

WEBOGRAPHIE **74**

LISTE DES ABREVIATIONS **75**

LISTE DES TABLEAUX **77**

LISTE DES GRAPHIQUES **77**

LISTE DES ANNEXES **78**

TABLES DES MATIERES **79**

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

ECOLE NORMALE SUPERIEURE

DEPARTEMENT DE FORMATION

INITIALE LITTERAIRE

LANGUE ET LETTRES FRANCAISES

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du

Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale

(CAPEN)

ETAT DES LIEUX SUR LA SITUATION DU CORPS ENSEIGNANT DE L'EDUCATION DE BASE : CAS DE L'EPP AMBODIFASIKA

ETUDE REALISEE DANS LA ZONE
D'ADMINISTRATION PEDAGOGIQUE
D'ITAOSY
CIRCONSCRIPTION SCOLAIRE
ANTANANARIVO ATSIMONDRANO

Présenté par : Sariaka Lanjaniony **ANDRIATSIMIALA**

Date de soutenance : 21 Décembre 2016

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

ECOLE NORMALE SUPERIEURE

DEPARTEMENT DE FORMATION

INITIALE LITTERAIRE

LANGUE ET LETTRES FRANCAISES

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du

Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale

(CAPEN)

ETAT DES LIEUX SUR LA SITUATION DU CORPS ENSEIGNANT DE L'EDUCATION DE BASE : CAS DE L'EPP AMBODIFASIKA

ETUDE REALISEE DANS LA ZONE
D'ADMINISTRATION PEDAGOGIQUE D'ITAOSY
CIRCONSCRIPTION SCOLAIRE
ANTANANARIVO ATSIMONDRANO

Présenté par : Sariaka Lanjaniony **ANDRIATSIMIALA**

Membres du jury :

Président : Monsieur **ANDRIAR** Samuel,
Docteur en Sciences de l'Education
Enseignant - Chercheur à l'Université d'ANTANANARIVO

Juge : Madame Mirindra **RAMANAMPIARIVOLA**
Responsable du parcours Formation d' Enseignants de Français
Ecole Normale supérieure - ANTANANARIVO

Rapporteur : Madame Velomihanta **RANAIVO**
Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure - ANTANANARIVO

Date de soutenance : 21 Décembre 2016

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

ECOLE NORMALE SUPERIEURE

DEPARTEMENT DE FORMATION

INITIALE LITTERAIRE

LANGUE ET LETTRES FRANCAISES

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du

Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale

(CAPEN)

ETAT DES LIEUX SUR LA SITUATION DU CORPS ENSEIGNANT DE L'EDUCATION DE BASE : CAS DE L'EPP AMBODIFASIKA

ETUDE REALISEE DANS LA ZONE
D'ADMINISTRATION PEDAGOGIQUE D'ITAOSY
CIRCONSCRIPTION SCOLAIRE
ANTANANARIVO ATSIMONDRANO

Présenté par : Sariaka Lanjaniony **ANDRIATSIMIALA**

Membres du jury :

Président : Monsieur **ANDRIAR** Samuel,
Docteur en Sciences de l'Education
Enseignant - Chercheur à l'Université d'ANTANANARIVO

Juge : Madame Mirindra **RAMANAMPIARIVOLA**
Responsable du parcours Formation d' Enseignants de Français
Ecole Normale supérieure - ANTANANARIVO

Rapporteur : Madame Velomihanta **RANAIVO**
Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure - ANTANANARIVO

Date de soutenance : 21 Décembre 2016

REMERCIEMENTS

Nous rendons Grâce à notre Dieu tout puissant, Le Seigneur JESUS CHRIST, qui par Sa Bienveillance, et Sa Bénédiction nous a permis de mener ce travail à terme.

Néanmoins, nous tenons particulièrement à exprimer notre profonde reconnaissance et nos vifs remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

- Nos plus profondes gratitudes s'adressent à Monsieur ANDRIAR SAMUEL, Maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure Université d'Antananarivo, Docteur en Sciences de l'Education et qui a bien voulu accepter de présider cette présentation et qui a consacré ses temps précieux à la lecture de ce mémoire, malgré ses lourdes responsabilités
- Madame RAMANAMPIARIVOLA Mirindra, Responsable du parcours Formation d'Enseignants de Français, notre examinateur, qui a accepté d'examiner notre mémoire. Nous vous remercions de vos contributions indispensables à la réalisation de ce mémoire.
- Nous tenons à remercier spécialement Madame RANAIVO Velomihanta, Maître de Conférences à l'Ecole Normale Supérieure Université d'Antananarivo notre encadreur, qui malgré ses multiples et Lourdes responsabilités a bien voulu nous encadrer et nous prodiguer ses précieuses aides et ses conseils judicieux pour la réalisation de ce travail. Nous vous remercions de votre compréhension, de votre patience.
- A tous les Enseignants du CER Langue et Lettres Françaises de l'Ecole Normale Supérieure l'Université d'Antananarivo.
- Nous adressons aussi nos plus sincères remerciements aux Directeurs et aux Enseignants des Ecoles enquêtés.

- « Je dédie ce modeste travail à mon époux ANDRY RANDRIAMAMONJIARISON et à mes quatre filles pour leur bienveillant et compréhensif amour ainsi que leur soutient morale et financier tout au long de sa réalisation.
- A nos parents, à nos sœurs et à nos amis, pour leur conseil et engagement familial et affectif. »

-

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

1ERE PARTIE : CONSIDERATION GENERALE..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

CHAPITRE I : GENERALITES SUR L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
CHAPITRE II : STRUCTURE DES PERSONNELS ENSEIGNANTS..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

2EME PARTIE: LA SITUATION DES ENSEIGNANTS A L'EPP AMBODIFASIKA ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

CHAPITRE I : APPROCHE QUANTITATIVE DE L'ETUDE ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
CHAPITRE II : APPROCHE QUALITATIVE DE L'ETUDE ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

3EME PARTIE : BILANS ET RECOMMANDATIONS ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

CHAPITRE I: BILAN PAR RAPPORT AUX PERFORMANCES DES ENSEIGNANTS DE L'EPP AMBODIFASIKA..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
CHAPITRE II : SUGGESTIONS ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

CONCLUSION GENERALE..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

BIBLIOGRAPHIES..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

WEBOGRAPHIE..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

LISTE DES ABREVIATIONS ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

LISTE DES TABLEAUX ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

LISTE DES GRAPHIQUES ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

LISTE DES ANNEXES ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

TABLES DES MATIERES..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

INTRODUCTION GENERALE

9. GÉNÉRALITÉ

Si aujourd'hui tout le monde est convaincu que le métier d'enseignant est un métier difficile, il n'est cependant pas reconnu à sa juste valeur par une large partie de la société.

En 1948, la déclaration universelle des droits de l'homme a garanti l'éducation comme un droit humain fondamental pour chaque individu, hommes et femmes et à tout âge afin d'acquérir les compétences de base de la vie courante et de l'alphabétisation. L'éducation est importante pour tout pays, et est un des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui prône un enseignement primaire universel pour tous. «*L'éducation de base reste le seul espoir pour permettre à l'ensemble des nations d'accéder à une culture démocratique et, partant, à une certaine stabilité politique, condition essentielle sinon indispensable à tout développement humain* » (M. Koichiro Matsura. Directeur Général de l'UNESCO, 2000).

L'école est le lieu de socialisation primaire privilégié et les enseignants, dans ce cas, sont parmi les premiers responsables appelés- désignés- assignés à fournir aux élèves une éducation de qualité. Autrement dit, l'école est le principal instrument de socialisation des jeunes, et participe au développement social de l'homme. Mais le métier d'enseignant a subi beaucoup de mutations résultant de divers facteurs : contexte socio-politique, système éducatif formel, etc., d'où le présent thème : **« Etat des lieux sur la situation du corps enseignant de l'éducation de base ».** Ce thème est par ailleurs l'objet de notre étude, qui montre un état de lieux sur les conditions de vie et surtout de travail du corps enseignant de l'Ecole primaire publique du Fokontany d'Ambodifasika dans la Commune rurale d'Itaosy.

Le système éducatif adopté régit en évidence les conditions de travail des personnels enseignants. Il influe d'une manière ou d'une autre sur le résultat du métier de l'enseignant, notamment sur la qualité de l'apprentissage, le comportement des élèves et, enfin l'image que renvoi les enseignants au sein de la société.

10. CHOIX DU THEME

L'éducation des citoyens, par le biais de l'école, est l'un des leviers du développement de la grande île. C'est pourquoi, le rôle de l'Etat, et surtout celui des enseignants qui sont en contact direct avec les enfants, occupe une place importante dans ce domaine.

Les enseignants sont conscients de leur rôle dans la transmission du savoir et de la connaissance à l'endroit des futurs acteurs du développement du pays. Aussi participent-ils à l'édification par le savoir des citoyens d'aujourd'hui et de demain.

Finalement, le choix porté sur l'étude des conditions de travail des enseignants primaire s'inscrit dans cette considération de l'importance du rôle édificateur au premier plan de l'enseignement primaire. C'est en effet le stade d'éducation accessible à la grande majorité des citoyens Malagasy dans le sens de l'acquisition des connaissances basiques. Rares sont en effet ceux qui atteignent le niveau supérieur à cause des différents facteurs socio-économiques.

11. PROBLEMATIQUE

C'est la question principale à laquelle il convient de répondre tout au long de cette étude sur la situation des corps enseignants de l'Ecole fondamentale de niveau 1. Elle se formule comme suit : **Dans quelle mesure la situation d'un enseignant pourrait- elle garantir un meilleur devenir pour les apprenants ?**

Ainsi, des questions spécifiques se posent :

- Possèdent-ils de niveau pédagogique nécessaire pour assumer le rôle de façonneur de la génération future ?
- En quoi les conditions de travail des enseignants influencent-elles sur la qualité de l'enseignement ?
- Quelle est la place du corps enseignant pour la société malagasy ?

12. OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

De ce qui précède, l'objectif principal de la présente recherche est de trouver les axes stratégiques pour l'amélioration de la qualité de l'éducation à Madagascar pour l'effectivité du développement continu et durable.

Les objectifs spécifiques qui en découlent consistent par conséquent premièrement à connaître la situation générale des enseignants de base. Deuxièmement, à présenter l'état des lieux sur la réalité dans laquelle vivent ces enseignants. Troisièmement, à identifier les

principaux paramètres qui forgent les enseignants en un garant de développement afin d'identifier des stratégies à adopter pour donner vie à la valeur noble de l'éducation.

13. HYPOTHESES

De ce fait, force est de proposer des réponses préalables à ces questions posées. Elles peuvent se formuler comme suit, supposons que :

- La politique de recrutement des enseignants dégrade la qualité de l'éducation de base.
- Certaines conditions de travail des enseignants ont des conséquences néfastes sur le devenir des apprenants ;
- La dévalorisation du métier d'enseignant est constatée au sein de la société Malagasy

14. INTERET DU SUJET

D'abord, cette recherche a pour objet d'évaluer les conditions de travail et de vie des enseignants concernés, sachant l'interdépendance constatée surtout dans le métier d'enseignant.

Ensuite, il paraît opportun de découvrir les apports de ces enseignants de l'école primaire aux changements sociaux et culturels des élèves respectifs, de connaitre ainsi leur évolution ou non au sein de la société, et d' identifier les problèmes rencontrés.

Enfin, ces travaux vont être réalisés afin de chercher et de proposer des suggestions et des solutions pertinentes, qui peuvent être utiles au bon fonctionnement du système d'enseignement Malagasy dans l'objectif de réduction de la pauvreté.

15. LA TECHNIQUE D'APPROCHE

A travers ces différentes questions, des techniques diverses vont être adoptées en vue de recueillir des informations brutes sur les sujets d'étude, à savoir les enseignants et les personnels d'administration de l'école, les élèves et leurs parents ainsi que des tierces personnes impliquées. Cette multiple adoption vise la vérification des hypothèses proposées ci-dessous :

d) *Technique documentaire :*

L'exploitation de ce sujet exige l'adoption des méthodes usuelles des sciences de l'éducation, à savoir la consultation des documents dans les bibliothèques aux fins de collecte des données écrites et statistiques sur le thème de l'éducation

C'est ainsi que des consultations ont été effectuées dans les bibliothèques de l'École Normale Supérieure (ENS) d'Ampefiloha, du Centre d'Information et de Recherche en Didactique (CIRD) à Ampefiloha, de Grandidier à Tsimbazaza, de l'Institut National de la STATistique (INSTAT) à Anosy, de l'Archive National à Tsaralalàna, de la Banque Mondiale à Anosy, de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à Tsiadana, du CINU (Centre d'Information des Nations Unies) à Ankorahotra. La rédaction de ce présent travail est le fruit d'une réflexion personnelle, des idées et des indications de recherche recueillies lors de ces consultations bibliographiques que la constatation des faits sur terrain a enrichi.

e) *La descente sur terrain :*

Différents types de techniques vont être utilisés pour la collecte des données. D'abord, la technique d'entretien permet d'avoir des informations relatives à la situation particulière de l'école et des enseignants qui y travaillent. Ces entretiens peuvent être semi-directifs ou directifs en employant des questionnaires pré- établis. Des entretiens au niveau du groupe sont aussi incontournables afin d'avoir des opinions collectives qui peuvent combler les informations manquantes.

Des questionnaires aux fins d'entretiens et d'interviews des enseignants de l'Ecole étudiée sont établis. Ces questionnaires ont permis un représentation type sur des personnes à interviewer notamment concernant leur sexe, âge, niveau d'études atteint, classes enseignées… Hormis cette description type, une enquête a pu être menée auprès de sept enseignants et la directrice de l'école.

Enfin, l'emploi de la technique d'observation est incontournable. L'avantage est de bien observer ce qui se passe sur terrain afin de relever les points négatifs et positifs et d'y apporter des suggestions.

Mais, ces techniques peuvent être insuffisantes pour la collecte des informations nécessaires et brutes, obligeant au recours aux autres procédures de recueil des données.

f) *Analyse des données :*

Cette troisième phase de la recherche consiste à interpréter les données obtenues au moyen des méthodes et techniques de recueils d'information. L'analyse qualitative des données est primordiale. Cette méthode qualitative consiste à chercher la cause d'un phénomène ou d'une réalité sans faire intervenir les données statistiques, et ainsi c'est une analyse qui montre les rôles de chaque variable étudié. L'analyse quantitative est aussi indispensable afin de mieux traiter ces données et vérifier les interprétations prises. Il convient de signaler que ces techniques d'investigation sont effectuées afin de vérifier les hypothèses et ainsi de les opérationnaliser, c'est-à-dire de les familiariser avec le contexte étudié : la situation des enseignants.

16. PLAN

Afin de mieux développer et présenter cette présente recherche, nous avons adopté les plans suivants : la partie préliminaire sera basée sur la considération générale regroupant les regroupant les des généralités sur l'enseignement, les statuts des enseignants à Madagascar, en essayant d'élucider les fondements de l'enseignement et sa différenciation avec la notion d'éducation, de comparer les différents systèmes éducatifs successifs adaptés par les dirigeants respectifs. La seconde partie sera consacrée à l'analyse de la situation des enseignants à l'E.P.P Ambodifasika. Et la dernière partie concernera les bilans et les recommandations. Une conclusion générale terminera notre recherche.

1ERE PARTIE : CONSIDERATION GENERALE

L'enseignement à l'école primaire constitue l'étape la plus importante du système éducatif malagasy sur le plan quantitatif, puisque qu'il constitue le premier niveau d'acquisition du savoir accessible au plus grand nombre d'élèves malgré le taux d'abandon scolaire jusqu'à la fin du premier cycle de l'enseignement.

De ce fait, « La maîtrise du langage et de l'écrit est une condition incontournable pour participer aux activités sociales et économiques et pour jouer pleinement le rôle de citoyen. L'accès à l'éducation est en ce sens un indicateur primordial du bien-être et du développement durable. »[77] (A. M. SACQUET, 2002, p20).

A cet effet, l'enseignant apporte une importante contribution selon les objectifs du système éducatif respectif. Pour le cas de Madagascar, le métier du personnel enseignant de l'école primaire dans le secteur public évolue suivant la politique du régime en place. Ce qui nous amène à nous intéresser aux différentes théories concernant le thème de l'étude en passant par un bref historique de l'implantation de l'éducation et de l'enseignement.

Chapitre I : GENERALITES SUR L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR

Il s'agit pour nous de voir dans ce premier chapitre les différentes théories sur l'éducation et l'enseignement, l'historique de l'éducation à Madagascar et l'enjeu de l'éducation formelle.

SECTION 1 : Approche conceptuelle sur l'éducation et enseignement

La clarification de ce thème passe nécessairement par la définition et l'explication des mots connexes à l'éducation et l'enseignement.

Généralité

Etymologiquement, le mot éducation vient du verbe éduquer et issu du mot latin ***educare***[78] qui signifie conduire, former et action de faire accroître ou élever ; il désigne aussi acquérir des pratiques, des habitudes et former l'esprit d'un individu. D'une manière générale,

[77] *Atlas mondial du développement durable,,A. M. SACQUET, 2002, p20*
[78] *https://fr.wiktionary.org/wiki/educare*

éduquer signifie valoriser l'identité de soi en développant l'intelligence et la société dans laquelle l'individu vit, c'est-à-dire le développement intellectuel et social. Alors, il s'agit de l'intégration de l'homme dans un milieu d'interdépendance, à savoir l'interaction avec plusieurs individus, d'où la socialisation ; ainsi, la socialisation s'appuie sur l'éducation.

Quelques définitions de ce concept aident à clarifier le champ d'étude en partant de la consultation des encyclopédies et d'autres sources.

D'après le dictionnaire « ***Larousse*** », l'éducation se définit comme une action ou une manière d'éduquer et une formation aux usages et aux bonnes manières. Dans ce cas, un être bien formé est sa finalité à travers la formation qu'elle a offerte pour qu'un individu puisse vivre en communauté et ait une bonne conduite envers les autres. Ainsi, elle est l'activité de transmission des connaissances structurées et constitue la composante fondamentale du développement humain. Il existe en fait une interaction entre l'apprenti et l'instructeur pour cette transmission.

A l'heure actuelle, l'éducation exprimée d'une manière plus large, c'est l'ensemble de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être nécessaires à l'intégration d'un individu au sein d'une société.

Cette définition montre que l'intégration dans le milieu social exige de bonnes manières.

Il convient d'aborder les significations de chaque concept concernant ces savoirs.

Le savoir correspond aux connaissances intellectuelles acquises grâce à l'étude.

L'ensemble des compétences pratiques basées sur l'expérience donne le ***savoir-faire***.

L'***être*** est un état physique et psychique d'un individu ; par exemple l'état de santé, de bien-être, de motivation, de confiance, de satisfaction des besoins. Quant au ***savoir-être***, c'est la capacité de produire des actions et des réactions adaptées à l'environnement humain.

Alors, l'éducation indique les moyens mis en place pour permettre les apprentissages ; elle offre à un être humain la connaissance, la compétence et la capacité dans le but d'une évolution intellectuelle et une croissance physique.

L'éducation consiste aussi à développer les capacités d'un enfant sur le moral, l'intelligence et le physique pour qu'il s'épanouisse et ait sa propre personnalité inébranlable qui lui conduit à son développement.

Bref, force est d'admettre que l'éducation est un droit pour chaque individu afin de former un citoyen responsable du fait que l'enfant est le futur acteur de la vie d'un pays.

Puisqu'un être éduqué est un être capable de s'intégrer dans une communauté, la finalité de l'éducation est de former l'enfant au sein de la famille d'abord, puis par l'école à travers l'instruction dans le but de se socialiser dans le milieu.

En résumé, il faut signaler que les définitions sur l'éducation visent au développement humain qui contribue par la suite au développement social ; c'est pourquoi elle est un droit garanti par l'Etat et prend un caractère obligatoire pour chaque enfant en âge d'entrer à l'école.

D'un autre côté, le mot **ENSEIGNEMENT** se réfère à un mode d'éducation. Il vient du verbe enseigner qui veut dire transmission à la future génération des connaissances (savoir et savoir-faire) et de valeurs.

Enseigner signifie aussi éduquer mais éduquer n'est pas forcément enseigner car l'éducation est plus générale et correspond à la formation globale d'un individu alors que l'enseignement se rapporte aux connaissances et valeurs qui font partie d'une culture commune.

Donc, l'enseignement est une partie de l'instruction afin de cultiver l'enfant. C'est la transmission des connaissances, des aptitudes et des attitudes à l'égard de quelqu'un. Le contrôle de ces connaissances s'exprime à travers un examen ou un test. Notre réflexion s'appuie surtout sur l'enseignement ou plus exactement sur l'éducation dans le cadre scolaire.

Le présent champ d'étude introduit l'intérêt particulier au transmetteur de l'éducation, de savoir et des compétences qu'est l'enseignant.

SECTION 2 : Historique de l'éducation à Madagascar

Cette section va être subdivisée en trois parties à savoir la situation des enseignants avant la colonisation, ensuite les enseignants pendant l'ère coloniale, et enfin au lendemain de l'indépendance.

2. 1- Avant la colonisation

L'éducation à Madagascar a une histoire relativement ancienne, comparée aux autres

pays du sud du Sahara. Elle commence avec la pénétration du christianisme, car considérée par les missionnaires de la LMS[79] comme une condition nécessaire pour une conversion réelle et durable. Ce fait a facilité le travail de l'administration coloniale qui n'aura qu'à reformer et à améliorer le système, suivant les objectifs de la colonisation.

Force est de dire que l'éducation est bien enracinée dans ce pays. «*La première école fut ouverte il y a 180 ans et les Malagasys sont convaincus qu'elle a été et doit rester un facteur de promotion*[80] ». En effet, les deux premières écoles ouvertes à Madagascar furent l'œuvre du missionnaire protestant britannique en 1818, David Jones, dans la région de Toamasina. La première avait démarré avec six élèves, pourtant, les fonctionnements de ces écoles ont été de courte durée, soit environ un an, car le personnel enseignant ne supportait pas le climat. En 1820, David Jones, installé à Antananarivo sous le règne de Radama Ier (1810-1828), ouvrit des écoles pour les gens et les enfants de la noblesse et de la haute bourgeoisie par le Révérend Griffiths. Le nombre[81] d'élèves n'a cessé d'augmenter.

Outre, la « *London Missionnary Society* » (LMS), les missions catholique françaises sont arrivées en 1861, la mission anglicane installée en 1864, et celle des luthériens en 1867, ont joué un rôle important dans l'implantation des premières écoles[82] et le développement de l'éducation lors de cette période.

Le code des 305 articles de1881 a été édité, diffusé et conservé jusqu'à ce jour, grâce à l'installation d'une imprimerie officielle. L'article 273 de ce code relève que « l'instruction est obligatoire pour les enfants de 7 à 16 ans ». Cela signifie que les enfants Malagasys de cette classe d'âge devraient aller à l'école et bénéficier des instructions sans discrimination. Et suite à la promulgation de ce code, les régions des Hauts Plateaux (Imerina, Betsileo, Sihanaka) étaient le théâtre d'un essor remarquable de l'activité scolaire des missions protestantes.

Pendant cette période, il est à remarquer que les maîtres britanniques, pour ce qui concerne le corps enseignant, occupaient une grande place dans le système éducatif Malagasy

[79] *LMS London Misionary Society*
[80] *Rapport UNESCO, 1999*
[81] Soit environ 4000 en 1827, mais le règne de la reine Ranavalona première, était marqué par des difficultés dans ses relations avec l'extérieur, des étrangers ont été chassés du royaume. Le développement de l'enseignement a subi un véritable coût d'arrêt car celui-ci était considéré comme un vecteur de propagation de la région des étrangers, c'est-à-dire de leur hégémonie et constituant un danger pour la royauté

[82] Le nombre d'école protestante a été multiplié par 12.4 en espace de trois ans. De 1868 à 1869, il a augmenté de 407% et de 1869 à 1870, il y a eu augmentation de 153%. Durant cette même période de trois ans, le nombre d'élèves inscrits a été multiplié par 9,4 et de 1868 à 1869, il a connu une hausse de 210%, tandis que de 1869 à 1870, il a crue de 204%. Source : deuxième rapport sur le développement humain. Madagascar ; UNICEF, Edition 1999.

dominé par la LMS. «*En 1882, l'effectif total des enseignants des écoles protestantes avaient atteint 2893 y compris les autochtones Malagasys formés à l'époque*[83] ».

Cependant, il est intéressant de mentionner que malgré l'importance numérique des enseignants étrangers, la langue d'enseignement était la dialecte Malagasy des hauts plateaux, et les missionnaires enseignaient la langue anglaise à titre de langue étrangère, essentiellement à l'École Normale.

En outre, l'implantation de l'instruction à Madagascar était intimement liée aux activités d'évangélisation menées par les missionnaires protestantes britanniques. Leurs devoirs étaient d'aider la population à améliorer ses conditions de vie conformément aux enseignements des écritures saintes. Ainsi la première Ecole Normale a été ouverte en 1872 par les missionnaires anglais afin de promouvoir l'enseignement élémentaire.

«*La formation des futurs instituteurs faisait l'objet d'un suivi rapproché. Les candidats devraient être âgés de quinze ans au moins et subir un examen d'entrée. Ils n'entraient à l'école qu'à titre d'essai et pour une durée de six mois. Après cette période ils commençaient le cycle régulier des études pour une durée de trois ans. Une école élémentaire était annexée à l'Ecole Normale et chaque futur maître devait y faire un stage d'un mois, l'examen de sortie se faisait en deux temps* »[84]

En bref, c'est à partir du règne de Radama Ier que la Grande île commença à s'ouvrir hors de la civilisation de l'oraliture[85] pour entrer dans celle de l'écriture car jusque là, le « Sorabe » écriture dérivée de l'arabe n'était connue que par quelques rares initiés. Cette révolution allait contribuer à faire de Madagascar un Etat moderne et à favoriser son rayonnement à l'étranger. La promulgation du code des 305 articles constitue un pas très important pour la réglementation de la vie de la société au plan politique, économique et social. Les constructions des écoles, de centres sanitaires, d'atelier avec la création d'emplois ont favorisé le développement social et économique. Ce système d'instruction avait l'avantage d'utiliser la langue maternelle comme langue d'enseignement, de plus, il répondait aux préoccupations de la vie pratique de la population et il contribuait à préserver, épanouir et perpétuer les valeurs culturelles.

---

[83] *Rapport, UNESCO, 1999*
[84] *Idem,*
[85] *Qui se transmet verbalement et non par des textes écrits* http://www.larousse.fr/encyclopedie/rechercher?q=oraliture#YCRXT5PGyEaiPXvb.99

2. 2- Pendant la période coloniale

En 1896, Madagascar était devenu une colonie française. La France a fait de l'enseignement l'instrument privilégié d'annihilation culturelle de manière à enraciner dans la conscience collective sa suprématie et sa domination sur la population Malagasy. Elle entreprit alors la création d'un « *Enseignement Officiel*[86] » assuré par des instituteurs laïques. De ce fait, les missionnaires étrangers, anglais ou autres, ont dû franciser leur enseignement et prendre des maîtres français. En conséquence, la LMS céda à la société des Missions Evangélique de Paris la direction de ses écoles, et finalement toutes les écoles furent soumises à l'inspection des autorités françaises.

D'un autre côté, l'Ecole Professionnelle publique d'Antananarivo, lors de son ouverture en 1896, était dirigée par des instituteurs venus de la métropole. Cette école assura la formation et le recrutement d'instituteurs, d'institutrices et des fonctionnaires Malagasys connaissant la langue française. «*La laïcisation de l'enseignement était alors effective, dans la mesure où le corps enseignant des écoles officielles ne relevait plus des missions confessionnelles* »[87].De plus, au cours de cette période, le gouverneur disait : «*Nous avons à exercer notre action sur les maîtres qui dirigent les diverses écoles et qui, en majeure partie, sont des indigènes. Il faut que les maîtres des écoles de tous degrés se conforment à un programme émanant de nous et qui soit compris de manière à développer dans l'esprit des professeurs, et par suite des élèves, le culte de la France*[88]*.* »

Certes, les écoles officielles sont implantées dans toutes les provinces de la Grande île en 1911, ce qui est à mettre à l'actif de la puissance coloniale et les écoles confessionnelles ont continué à fonctionner sous la supervision de l'administration coloniale. L'instruction prodiguée aux indigènes devait contribuer à concrétiser les intérêts de la France aux triples plans : politique, économique et social.

En fait, ce circulaire donne l'orientation générale des systèmes d'enseignement à instaurer à Madagascar, c'est l'acculturation de la population Malagasy, c'est-à-dire de développer dans l'esprit des professeurs indigènes et des élèves « *Le culte de la France* »[89],

---

[86] *GAUTIER, 1897 - Étude sur l'enseignement à Madagascar » in Notes, reconnaissances et explorations, 2è Année, 3è volume, 17è livraison, p. 521*
[87] *UNESCO, 1999.*
[88] *Extrait du circulaire du gouverneur général Gallieni en date du 05 Octobre 1896, in rapport, 1999, p. 26*
[89] *Extrait du circulaire du gouverneur général en date du 05 Octobre 1896, in rapport, 1999, p. 26*

l'instrument puissant était alors d'utiliser la langue française comme langue d'enseignement.

En 1897, à Fianarantsoa, le général Gallieni déclara devant 20 000 Betsileo: *« Je n'ai pas à savoir quelle est votre religion. Catholiques, musulmans, protestants ou adeptes seulement du culte des ancêtres, vous pouvez tous vous asseoir sur les bancs de nos écoles, apprendre notre langue, vous habiller des étoffes françaises renommées dans le monde entier. Vous apprendrez de nous à vous aimer, à aimer surtout la France, votre nouvelle patrie, et à devenir d'habiles ouvriers et de bons cultivateurs.*[90]*»*

- Les instituteurs de la période coloniale et leur formation (1896-1960)[91]

L'enseignement indigène connaît un premier grand bouleversement à l'avènement de la colonisation. L'école change de statut, elle devient officielle et laïque ; sa finalité est de servir la colonisation ; elle change de langue le français s'impose de droit et de maîtres, les anciens instituteurs n'ayant pas été formés pour tout cela. La colonie veut former elle-même « son élite ». Les expériences seront partagées : le ministère des colonies est là pour cela.

Ainsi, dès les premiers mois de colonisation, fut créée l'école *Le Myre de Vilers,* l'équivalent de *William Ponty* à Dakar. L'histoire et la trajectoire des anciens élèves seront des preuves évidentes de leur efficacité, compte tenu des missions qui leur ont été assignées.

Les premières mesures prises par le général Gallieni, Gouverneur général de la colonie, furent de prescrire un enseignement français basé sur l'apprentissage de la langue: ouverture d'écoles publiques qui, à défaut de maîtres, auront des militaires comme instituteurs. Création de trois niveaux d'enseignement: premier degré pour les écoles rurales, deuxième degré pour les écoles régionales d'apprentissage industriel et agricole, troisième degré pour les écoles supérieures. Le choix des « *matières* » n'est guère innocent : à sa sortie de l'école, l'élève doit posséder un rudiment de français pour pouvoir communiquer avec le nouveau *fanjakana*, quelques compétences utiles à des receveurs d'ordres, et surtout pas, des connaissances générales « *qui aboutissent vers des réflexions qui n'amèneront que frustrations et révolte à l'indigène*.»[92]

Une des premières préoccupations de l'administration coloniale fut de trouver des maîtres, afin de neutraliser l'influence trop importante des missions. Galliéni, au fur et à mesure

[90] *http://www.tlfq.ulaval.ca/AXL/afrique/madagas.htm consulté le 27 juillet 2016*
[91] *RAZAFIMBELO, « Perspectives de développement professionnel pour les enseignants des écoles primaires à Madagascar » in Communication ZEF, ENS Antananarivo, pp.2-3*
[92] *Rapport UNESCO,1999, p28*

de l'avancée de la pacification, « *décentralise* » par la création des écoles normales régionales montées avec beaucoup de difficultés dans chaque circonscription : Analalava, Fianarantsoa, Mahanoro et Tananarive. Le maître mot était « *politique des races* » qui signifiait former des fonctionnaires des régions côtières pour contrebalancer la présence massive des anciens maîtres du pays, les Merina dans le corps.

Le successeur de Galliéni, le Gouverneur général Victor Augagneur supprime les écoles normales régionales et centralise la formation des instituteurs pour une seule institution, l'école *Le Myre de Vilers* à Tananarive. Cette décision est expliquée par le désir de « *stimuler l'émulation de race à race* »[93] ; ce regroupement de la formation facilitait beaucoup de choses : coût de formation réduit, contrôle facile, documentation et stimulation des formés, etc. Dans cette volonté de réduire les coûts, on formait presque tous les fonctionnaires à l'école *Le Myre de Vilers* : outre la section normale, il y a une section administrative et du chemin de fer, une section de postes et télécommunication, une section topographique, une section des travaux publics et une section médicale. La durée des études a plusieurs fois variée pour se stabiliser à deux ans, en 1930 pour toutes les sections (sauf médecine 3 ans).

Le recrutement des élèves maîtres se fait parmi les candidats titulaires d'un *certificat d'études du second degré* (CESD). Dans un premier temps, le concours fut réservé aux élèves des écoles régionales suivant un système de quota régional, assimilé faussement à une politique des races ; actuellement on utiliserait plutôt l'expression « *discrimination positive* »[94]. Ce principe sera maintenu jusqu'à la Première République.

En bref, la scolarisation au niveau du primaire s'est beaucoup développée et a touché de plus en plus les diverses couches de la population, le nombre d'enfants scolarisés passa de 236000 au 1er janvier 1950 à 458000 au 1er janvier 1960 et le nombre d'enseignants évolue suivant l'effectif des élèves[95].

2. 3- Au lendemain de l'indépendance

Durant les deux premières Républiques, les dirigeants reconnaissaient la nécessité de revoir le système éducatif. Au sujet de la couverture sociale, des efforts ont été faits pour rapprocher l'école de la population durant la première période, mais l'explosion de la scolarisation s'est faite lors de la deuxième période. L'objectif était de doter chacun des

[93] *Idem,*
[94] *Idem*,
[95] *Rapport UNESCO,1999, p28*

quelques fokontany (soit 11000 à cette époque) d'au moins d'une école d'éducation primaire de base.

D'un autre côté, force est de remarquer l'insuffisance de cadres et de techniciens. La relève des expatriés était flagrante à la première année de l'indépendance. C'est ainsi que dans l'enseignement, la malgachisation des enseignants et du contenu des programmes scolaires et la prépondérance accordée aux français figuraient parmi les priorités.

A partir de 1975, «*la politique générale visait à optimaliser les ressources dans l'éducation , il s'agissait de faire tendre les écoles publiques à leur autofinancement, de faire participer concrètement les jeunes à la production à tous les niveaux, et de favoriser l'épanouissement de l'esprit d'entreprise dès le jeune âge* »[96].L'Etat a, en fait, dû subvenir au fonctionnement du système à tel point que les charges salariales et les bourses engloutissaient les maigres ressources disponibles au détriment des autres postes nécessaires à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

En effet, la politique de l'enseignement est, désormais, de « *promouvoir l'édification d'un Etat socialiste où seront abolies les inégalités et les oppressions de toutes les sortes…* [97]» Dans ce cas, le rôle des enseignants dans le cadre de la pratique de l'éducation, sur le plan social, est d'habituer les élèves à travailler en commun non pas l'un à côté de l'autre, mais en collaboration, l'enseignant doit stimuler la coopération et préparer les élèves à jouer un rôle dynamique de développement d'une société dans laquelle tous les membres du groupe partagent la bonne ou la mauvaise fortune du groupe. Cette éducation inculque à chacun le sens de l'engagement à la communauté toute entière, la solidarité sociale, la discipline et la responsabilité.

Cet aperçu historique a montré l'évolution des objectifs de l'enseignement depuis 1818, l'essentiel est que toutes les régions aient contribué à la couverture sociale du pays. Sous la royauté, l'instruction avait pour but de tirer profit des progrès de l'occident, sous la colonisation la finalité était de disposer d'auxiliaires lettrés pour l'administration et de main d'œuvre qualifiée pour les colons. Lors de l'indépendance, les nouveaux tenants du pouvoir néocolonial voulaient mettre l'accent sur les cultures et valeurs traditionnelles, mais l'enseignement restait inadapté, sélectif et élitiste. En 1975, sous le régime socialiste, les enfants des couches défavorisées avaient de plus en plus accès à l'éducation, mais la qualité de l'enseignement en

[96] op.cit., p.32
[97] *Rapport UNESCO,1999, p28*

pâtit notamment celui du secteur public.

2. 4- Depuis 1992

De la période post indépendance, l'IIIème République verra autant de bouleversements de la politique de l'éducation que les deux précédentes. De par ses engagements au niveau international sans doute, les gouvernements successifs voulaient donner l'image de l'*Etat-éducateur*[98].

2. 4- 1. De 1992 à 2002

Dès son avènement, le gouvernement de la IIIème république doit faire face à un problème majeur dans le domaine de l'éducation : « le taux de scolarisation est entré dans une phase de décroissance depuis le début des années 80, et la situation n'a fait que se détériorer depuis lors Madagascar appartient au groupe des 6 pays sur les 44 que compte l'Afrique sub-saharienne à enregistrer un déclin des inscriptions en primaire »[99].

Ainsi, pour trouver des financements afin de réhabiliter le système éducatif, le gouvernement a adopté « un Programme National pour l'amélioration de l'enseignement (PNAE), programme qui s'était déroulé en deux étapes : le PNAE 1 et le PNAE 2 et dont le but principal est de redynamiser le système d'éducation en déterminant les moyens d'atteindre les finalités et objectifs stipulés dans la loi d'orientation générale du système d'éducation et de formation »[100].

Dès 1990, le MINESEB[101] commence la mise en œuvre du Programme National pour l'amélioration de l'éducation phase 1 ou PNAE 1 dont les objectifs sont les suivants :

- renforcer les aptitudes en matière d'administration, de planification et de suivi ;
- améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux tout en favorisant l'éducation de base sur le plan quantitatif ;
- améliorer et développer l'accès scolaire [102]

---

[98] *RAKOTOARIMANANA, A.M et AL. (2012). L'éducation à Madagascar : Repenser le système éducatif pour un meilleur devenir, Friedrich-Ebert-Stiftung, p.2*

[99] ROUBAUD, F. (1996).« la politique d"éducation au cœur de l"ajustement a Madagascar : que veulent les tananariviens? », in Projet madio n°9634/E, p.3

[100] *RAKOTOARIMANANA, A.M et AL. (2012). L'éducation à Madagascar : Repenser le système éducatif pour un meilleur devenir, Friedrich-Ebert-Stiftung, p.2*

[101] *MINESEB : Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base*

[102] MINESEB.(2001). Rapport national sur le développement de l'éducation à Madagascar, p.9

En 1997, le PNAE 2 est élaboré, il vise à :

- atteindre l'universalisation de l'enseignement primaire
- améliorer les résultats de l'apprentissage et la qualité de l'enseignement pour réaliser les profils de sortie définis pour le primaire et le secondaire.

Ce PNAE 2 a mis l'accent sur le développement du partenariat aussi bien national qu'international et la sollicitation de la participation communautaire dans le développement et la gestion de l'école, surtout dans le primaire.

Les résultats des deux Programmes se sont présentés comme suit :

- Une première étape (1990-1997) marquée essentiellement par une évolution en dents de scie des effectifs scolaires. Pour l'enseignement primaire, l'effectif est passé de 1.570.721 en 1990 à 1.731.813 en 1996-1997 avec un minimum observé de 1.490.317 en 1992-1993.

- La deuxième étape (à partir de 1998) a été marquée par des changements significatifs et continus en matière d'accroissement primaire, l'effectif s'est accru de 1.892.943 en 1997-1998 à 2.208.321[103] en 1999-2000.

Malgré les efforts effectués dans la réalisation des objectifs fixés par les deux PNAE pour améliorer l'accès scolaire dans l'ensemble du pays, le pourcentage d'enfants non scolarisés reste encore important notamment chez les couches les plus défavorisées et dans les zones enclavées. Cette situation est essentiellement liée à la pauvreté, aux problèmes organisationnels, et à l'importance de la croissance de la démographie du pays. Ainsi, « la scolarisation universelle demeure un objectif à atteindre au début des années 2000 »[104].

2. 4- 2. <u>A partir de 2002</u>

Le nouveau gouvernement dirigé par le président Ravalomanana Marc en 2002 a apporté des changements dans le système éducatif Malagasy. Avec le Plan Education Pour Tous, le

[103] INSTAT, 2015
[104] *DELEIGNE, MC $. (2009). « Vers l''institutionnalisation de l''école dans l''Androy (Madagascar) », in Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs.*

gouvernement s'est fixé comme objectif l'universalisation de l'enseignement primaire.

La loi de 1995 est abrogée par la loi n° 2004-004 du 26 juillet 2004 modifiée par la loi n°2008-011 du 17 juillet 2008 dont « l'article envisageait une nouvelle structure du système éducatif (7+3+2) qui devait se substituer progressivement à l'ancienne (5+4+3) »[105] mais ce système a été suspendu par le gouvernement de transition en 2009.

De 2002 à 2008, grâce à la gratuité de l'école et aux dons de kits scolaires, Madagascar a connu un « boom » scolaire à partir de l'année scolaire 2003-2004 puisque le nombre d'enfants inscrits, surtout dans le cycle primaire, a fortement augmenté. De nombreuses familles dont les enfants étaient exclus du système scolaire en raison de l'insuffisance de moyens financiers ont pu accéder à l'école.

Madagascar était sur la bonne voie vers l'universalisation de l'enseignement primaire mais la crise politique de 2009 vient tout basculer.

A partir de 2009, en raison du problème de légitimité du gouvernement Malagasy, les bailleurs de fonds se sont retirés entraînant la réduction du budget du ministère de l'éducation et des moyens alloués à l'école.

Ceci a pour conséquence la chute du nombre d'enfants scolarisés. En effet le taux net de scolarisation en 2012 n'était plus que de 73,4% contre 83,3% en 2005[106].

Pour cette période de l'histoire de Madagascar, on peut donc dire que les crises successives ont causé la suspension des aides à l'éducation et entraîné la désorganisation des institutions scolaires du primaire.

Après tout cela, il s'avère nécessaire de voir de plus près les enjeux de l'éducation formelle de la grande île.

SECTION 3 : Les enjeux de l'éducation formelle

L'étude des enjeux de l'éducation formelle à Madagascar s'avère intéressante vue les différentes évolutions des objectifs du système éducatif Malagasy.

[105] *UNESCO : Données mondiales de l'éducation, 7èmeédition, p.2*
[106] Instat 2015

3. 1- Essai de définition

On appelle éducation formelle, " *le système éducatif avec ses structures hiérarchiques et une succession chronologique d'étapes allant de l'école primaire à l'université et qui englobe toutes les études théoriques de caractère général, divers programmes spécialisés ainsi que des établissements dispensant une formation professionnelle et technique à temps complet.*"[107]

L'Education formelle, selon l'art 38 de la loi N° 2004-004 du 26/07/2004 portant Orientation générale du Système d'Education, d'Enseignement et de Formation à Madagascar, comprend :

- l'éducation fondamentale,
- l'enseignement secondaire,
- la formation technique et professionnelle,
- l'enseignement supérieur et la formation universitaire.

Toutefois, ce qui intéresse notre étude c'est la première catégorie, donc nous allons essayer de relever les aspects divers du système éducatif dans ce niveau :« *l'éducation fondamentale* ».

3. 2- Evolution du système éducatif

Selon Emile DURKHEIM, un sociologue qui enseignât la pédagogie *« l'institution scolaire est une des institutions sociales déterminantes pour la bonne marche de la société. Elle différencie et hiérarchise les individus tout en leur inculquant les valeurs fondamentales et un savoir minimum »*[108].

A cet effet, il est essentiel d'analyser les caractéristiques de l'institution scolaire, qui occupe une place importante pour la transmission des connaissances. D'ailleurs, il est nécessaire de montrer quelques points saillants sur l'évolution du système éducatif de la grande île depuis son indépendance.

D'abord, dès 1960, le pouvoir politique développe une école publique sur l'ensemble du territoire, ce qui fait un enseignement à double vitesse : d'une part, l'enseignement est assuré à 90% en Malagasy dans le monde rural (et vise à maintenir la jeunesse dans les campagnes pour assurer la culture et l'élevage) ; d'autre part, les écoles des villes qui, elles, dispensent les

[107] *Unesco 1964,p.26*
[108] *Introduction à la sociologie, G. Ferréol, J.L NOEK, Edition Armand Colin, 2003, p.133*

cours en grande partie en français et leur accès est réservé aux élèves aisés.

Ensuite, en 1972, selon la politique socialiste révolutionnaire qui a prôné la malgachisation du système éducatif, suite à la crise politique, une tournure sur l'histoire de l'enseignement à Madagascar a été remarquée. Ce choix avait pour but de faciliter l'accès aux savoirs à l'ensemble de la population, et, par la suite, conduit à un fatal de la culture française. Cette mesure a pour effet le renvoi des enseignants français et leur remplacement par des enseignants Malagasys, peu ou pas formés.

Et puis en 1975, sous l'impulsion de Ratsiraka, un plan d'étude de base pour l'enseignement primaire a été défini, en s'appuyant à la formation des enseignants Malagasys en Malagasy et à la mise en place du service national hors force armée pour le recrutement des enseignants. Ce sont les deux plus grands points d'orientation de l'éducation. « *Le déficit latent des enseignants pour occuper les postes nouvellement créés ou libérés par les enseignants français est particulièrement important, et amène à la mise en place d'une politique anarchique de formation et de reconnaissance des enseignants »*[109].

Durant cette période, *« la mission de l'école doit viser à former des citoyens révolutionnaires aptes à combattre l'impérialisme français, à défendre la révolution Malagasy et à s'intégrer dans le système des productions collectivistes gérées par des comités de travailleurs »*[110].

A partir de 1985, c'était la réorientation du système scolaire, dans le cadre de la remise en cause des visées marxistes et le rapprochement du gouvernement avec la France. En conséquence, le français est à nouveau la langue d'enseignement à partir de la quatrième année. Par ailleurs, ceci a généré un enseignement à mi-temps ou un enseignement à doubles flux, le nombre d'élève par classe est fixé à 50, pour les enfants de la zone rurale et aussi urbaine.

Actuellement, le gouvernement a mis en place une réforme de l'éducation notamment la suppression des droits d'inscription pour les élèves du primaire, la subvention des ouvrages scolaires pour chaque établissement, l'octroi d'une subvention de 110 000Ar/mois pour les maîtres FRAM, et le recrutement de 30 000 ENF (Enseignant non fonctionnaire) au sein du Ministère de l'Education Nationale.

---

[109] *GURTNER J.L Travaille sur le Système éducatif de Madagascar Cours d'Education comparé département de Pédagogie de l'Université de Fribourgue A.U 2003/2004*

[110] *Définit par le « Petit Livre Rouge » largement inspiré par les régimes chinois, nord coréen, et soviétique écrit par RATSIRAKA Didier*

3. 3- Mise en place des reformes

Au milieu des années 80, le Gouvernement a élaboré le PNAE (Programme National pour l'Amélioration de l'Education) suite à l'évaluation du système éducatif Malagasy, programme qui a été mis en œuvre à partir de 1989. Les grands axes de ce programme étaient :

- l'amélioration de la qualité de l'enseignement ;
- la maîtrise de la gestion des flux ;
- le contrôle des coûts et financements ;
- l'amélioration de la gestion du système d'éducation et de la formation professionnelle ;
- la réorganisation de la formation professionnelle ;
- la mise en place d'une information post secondaire efficace.

Mais à partir de 1991, le changement politique du pays a réorienté la politique éducative à travers une nouvelle loi sur l'éducation et la formation, la réforme de l'enseignement primaire par le biais de la « *Nouvelle école de base »*[111] et la redynamisation de tout le système éducatif dans le cadre d'un programme.

Citons en particulier, la réforme de l'enseignement primaire qui sera principalement axé vers un double objectif, dans le programme de redynamisation :

- Une insertion dans la vie active,
- Une poursuite des études secondaires.

Ce programme qui sera centré sur l'élève et basé sur l'école, touchera :

- *Les élèves* : le recrutement, l'amélioration des moyens et du condition d'apprentissage, la santé, la nutrition, les programmes, la pédagogie.
- Les enseignants : la carrière, les conditions de travail, la formation initiale et en cours d'emploi, la motivation, le recrutement et l'affectation.
- Les structures du système éducatif dans son ensemble : rôle et attribution des divers échelons, gestion, recherche et évaluation, etc.
- Et les partenaires de l'Etat : écoles privées, communautés, associations, collectivités locales, etc.

[111] Loi N° *1994*- 033 portant orientations générales du système éducatif et de formation à Madagascar

Dans ce cas, il est essentiel de signaler que les efforts du Ministère sont concentrés sur :

- la lutte contre la déscolarisation,
- le renforcement de la formation initiale et continue des enseignants ;
- la formation initiale des corps d'encadrement pédagogique (conseillers pédagogiques et inspecteurs) ;
- la formation du personnel administratif des directions principales et des circonscriptions scolaires ;
- la création des écoles ;
- la dotation en équipements et en matériels pédagogiques et didactiques des écoles ;
- l'amélioration des systèmes d'information et de communication ;
- la rénovation des programmes.

Enfin, le gouvernement Malagasy a adopté le plan Education pour Tous (EPT) afin de renforcer la mise en œuvre de ces programmes et pour qu'il y ait des résultats tangibles au niveau des enfants et des améliorations sur la qualité de l'enseignement du pays.

3. 4- Le Plan « Education pour tous » (EPT)

« Au début des années 2000, Madagascar a décidé une phase nouvelle de son développement éducatif avec son plan Education Pour Tous »[112]. Les objectifs de l'EPT contribuent aussi à la réalisation mondiale des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), adoptés par 189 pays et les plus grandes institutions mondiales œuvrant pour le développement en 2000.

Pour le cas de Madagascar, l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement se traduit dans le Madagascar Action Plan (MAP) par huit grands axes :

- la réduction de la pauvreté de moitié et l'amélioration de la sécurité alimentaire durable des populations défavorisées,
- la scolarisation de tous les enfants, la promotion de l'égalité du droit de l'homme et de femme,
- la réduction du taux de mortalité infantile,

[112] *D''AIGLEPIERRE, R. (2012). L'exclusion scolaire et moyens d'inclusion au cycle primaire à Madagascar, p.26*

- l'amélioration de la santé maternelle,
- la lutte contre le VIH/SIDA, et le paludisme,
- la protection de l'environnement,
- le développement d'un partenariat global pour le développement.

Nous pouvons conclure que les rôles des personnels administratifs et enseignants ont une grande importance pour la bonne mise en œuvre de ces priorités. Par conséquent, le chapitre suivant développera les conditions de recrutement de ces enseignants et les formations qu'ils ont suivies et les approches pédagogiques appliquées.

Chapitre II : STRUCTURE DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

Le corps enseignant, maîtres ou instituteurs/ institutrices sont les premiers acteurs concernés dans la cadre de la réforme de l'éducation. « *L'enseignant est la source essentielle dans le processus de l'enseignement apprentissage et constitue le facteur clef pour l'accès à une éducation de qualité (...) A vrai dire, la transmission de l'information ne pourrait assurer l'avènement d'une société du savoir sans la contribution d'enseignants dévoués, plus que jamais soucieux de renouveler leur mathématique afin que l'apprentissage ne se borne pas à la seule mémorisation*»[113] .

De ce fait, pour avoir une bonne qualité de l'enseignement, les personnels administratifs de l'éducation nationale ont recruté des personnels enseignants qui ont des capacités à enseigner et à éduquer les enfants Malagasy.

SECTION 1. Recrutement des enseignants de l'école primaire

Dans la situation actuelle de Madagascar, l'enseignement reste la priorité parce que la performance du système éducatif est particulièrement faible. Les taux de survie sont peu élevés, les redoublements sont biens fréquents et le niveau d'apprentissage reste encore faible, ces situations touchent généralement l'école publique. D'un autre coté les enseignants constituent l'essentiel des ressources dont disposent les écoles pour organiser la production des services éducatifs. La répartition des enseignants entre les différents établissements primaires et publics mérite donc une attention particulière, car elle constitue un élément clé dans la gestion du système.

A Madagascar, l'allocation des enseignants aux écoles primaires publiques est loin de respecter les standards, même si en moyenne il existe bien une relation positive entre le nombre d'élèves et le nombre d'enseignants. En général, le recrutement des enseignants évolue suivant le contexte du pays et surtout suivant le financement assigné dans ce secteur.

La dégradation de l'enseignement de l'école primaire de la grande île a commencé vers la fin des années 80 entrainant dans son sillage le gel brut de recrutement de fonctionnaires et

[113] *Claire CALOSCI, Aide et action internationale, in rapport, 1999, p. 26*

donc des enseignants. Parfois, ce sont les parents des élèves qui ont recruté et payé de manière informelle un membre de leur communauté pour tenir une classe. Il s'agit des « Suppléants FRAM ». Ils représentent actuellement la plupart des effectifs des enseignants de l'EPP de Madagascar. En effet, un appel à concours a donc été lancé sur le plan national en fin 2003 et environ 32000 candidats ont répondu mais seuls 1340 ont obtenu la moyenne requise. Un autre appel à concours à un deuxième examen s'est déroulé fin avril 2004 qui a permis de recruter 660 autres candidats.

Cette promotion est destinée uniquement à la zone rurale et comprend deux niveaux :

- un premier niveau, appelé option A, les candidats doivent avoir obligatoirement le BEPC pour enseigner aux deux premières classes de l'école primaire, soit le CP1[114] et le CP2[115]
- un deuxième niveau, appelé option B pour les candidats bacheliers aptes à enseigner aux CE[116], CM1[117] et CM2[118].

Certes, des différences apparaissent au niveau de l'accès et des difficultés internes du système éducatif, selon l'origine socio-économique des élèves et entre zones rurales et urbaines. Le gouvernement se propose encore de reformer le système éducatif, c'est à dire allonger le cycle primaire à sept années, et réorganiser le collège et le lycée en conformité avec cette réforme.

Cette réforme permettra d'augmenter le nombre moyen de scolarisés et d'améliorer le niveau éducatif de la population. Ainsi, l'un des projets et activités prioritaires est de former et de recruter 7000 nouveaux enseignants par an. Pour ce, les enseignants recrutés et destinés à la 6ème année et 7ème année s'appelleront « Enseignants Semi-Spécialisés » (ESS), ce qui signifie qu'ils sont soit littéraire soit scientifique. Le recrutement de ces enseignants s'est fait en 2007, suite à un appel à concours sur le plan national.

A partir de l'année 2007, pour suivre le rythme d'accroissement du nombre d'enfants scolarisés grâce à l'effectivité de l'EPT, le MENRS a adopté une stratégie d'extension rapide du corps enseignant basé sur les enseignants FRAM. Pour que la réforme soit soutenable, et que les compétences des enseignants puissent être renforcées rapidement, les enseignants de la

[114] Cours préparatoire de première année, équivalent à la classe de 11ème.
[115] Cours préparatoire de deuxième année, équivalent à la classe de 10ème.
[116]Cours élémentaire, équivalent à la classe de 9ème.
[117] Cours moyen de première année, équivalent à la classe de 8ème.
[118] Cours moyen de deuxième année, équivalent à la classe de 7ème.

1ère à la 5ème année du cycle primaire, appelés enseignants généralistes, doivent au moins avoir un BEPC, c'est-à-dire avoir terminé les 9 années du cycle primaire et du collège alors que les enseignants des 6ème et 7ème années, appelés Enseignants Semi-Spécialisés ou ESS, doivent quant à eux avoir un niveau au moins égal au baccalauréat. Ces derniers doivent également suivre une formation au sein du CRINFP ou Centres Régionaux de l'Institut National de Formation Pédagogique et ils enseignent soit le groupe de matières littéraires, soit le groupe de matières scientifiques.

Actuellement à partir de l'année 2015, l'objectif du gouvernement est de recruter plus de 30 000 ENF (enseignement non fonctionnaire) jusqu'en 2017 au sein du Ministère de l'Education Nationale.

SECTION 2. Formation des enseignants de l'école primaire dans le secteur public

La formation du personnel enseignant obéit à des principes fondamentaux découlant des objectifs assignés aux systèmes d'éducation et de formation. Cette formation doit lui permettre d'être capable de théoriser les expériences vécues, d'analyser les phénomènes sociaux et culturels observés dans les régions où il enseigne, et prépare à la transmission des connaissances à partir d'exemples concrets.

Il y a longtemps, sous le protectorat français, l'enseignement dans les quelques écoles officielles était assuré par les anciens élèves issus des écoles confessionnelles, le premier établissement de formation à l'enseignement a été créé en 1897 à Antananarivo. Les professeurs étaient des enseignants français et les étudiants étaient formés pour l'enseignement primaire.

Dès la moitié du 20ème siècle jusqu'en 1972, cette formation a été décentralisée pour former les enseignants primaires dans l'ensemble du pays. Des Ecoles Normales d'Instituteurs/Institutrices recrutent leurs étudiants au niveau du Brevet élémentaire, les cours dispensés amènent les futurs enseignants à un baccalauréat pédagogique complété par une année de stage et une inspection qui constitue les épreuves pratiques en vue de l'obtention du Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP).

Dès 1975, le niveau de formation est de plus divers, tantôt bac +2, tantôt bac +1, parfois même le bac en enseignement et quelque mois de stage avant la titularisation à la tête d'une classe primaire. Ce cas s'est manifesté suite à l'introduction généralisée du Malagasy pour la

scolarité obligatoire, et à la décentralisation de l'enseignement (par exemple une école primaire par commune). Le manque d'enseignants est tel que le recrutement et la formation s'adoptent aux lois du marché.

En 1992, beaucoup d'enseignants avaient commencé à réclamer des formations lors de l'introduction du processus de *l'approche curriculaire*[119]. Malgré les nombreuses expériences professionnelles que les enseignants ont acquises sur le terrain, l'insuffisance de leurs bagages théoriques en pédagogie et en didactique était un handicap pour la bonne mise en œuvre de cette approche.

La structure du Conseil Pédagogique Inter-Etablissement (CPIE) de 1992 à 1996, a été le cadre de toutes les activités[120] de formation continue. Une partie des enseignants finissait par la suite à intégrer cette structure qui était même devenue pour eux un cadre de référence et de recours. Le besoin de véritables professionnels de la formation s'est fait sentir au cours de la mise en œuvre de ces activités de formation. «*Des encadreurs compétents sont dotés de connaissances solides en matière didactique, de pédagogie, de management de formation, capables* :

- *d'assurer l'encadrement pédagogique du personnel enseignant et jouer un rôle de catalyseur dans la diffusion d'innovations pédagogiques ;*
- *de participer activement à des recherches en vue de concevoir et d'expérimenter des matériels didactiques et de nouvelles méthodes et se préparer à être des consommateurs avisés de recherche. »*[121]

Entre 2004-2008, pour être opérationnelle dans le nouveau système de la réforme de l'éducation, la formation initiale des futurs instituteurs devait durer 15 mois, soit 6 mois en intramuros dans les Centres de formations, ex école Normale, les CR/INFP[122], et 9 mois en qualité d'élèves maîtres stagiaires en charge d'une classe pour la rentrée scolaire ultérieure. Au terme de trois évaluations[123] et après avoir passé un examen final, soit le CAE ou le CAP/EP à la fin de la formation, l'élève maître est intégré ou non dans le système formel de l'éducation.

[119] L'approche curriculaire préconise la centration de l'enseignement sur l'élève et le respect de la triple cohérence « objectif – contenu – évaluation » dans tout acte d'enseignement.
[120] Ces activités de formation ont été encadrées par des coordinateurs (enseignants chevronnés ayant reçu des formations de formateurs de courte durée) ; les animateurs et des professeurs relais ont été également formés par ces coordinateurs pour jouer le rôle de personnes ressources de proximité.
[121] *J. GURTNER, Cours d'Education Comparée, AU : 2003-2004.*
[122] Centre Régionale de l'Institut National de Formation Pédagogique.
[123] Durant le stage, trois évaluations sont prévues : la première par un membre du CRINFP, et les deux autres par un inspecteur ou conseillé pédagogique rattaché à une CISCO (Circonscription Scolaire)

Enfin, la réussite d'une reforme repose essentiellement sur :

- La formation des formateurs ;
- La formation initiale et continue des enseignants ;
- Les inspections sur le terrain pour le suivi de la reforme ;
- La gestion d'une base des données ciblant les élèves des écoles expérimentales.
- Le système d'évaluation.
- La réforme des curriculums existants par des concepteurs techniques.
- L'impression des cahiers d'activités, guides d'intégration, curricula

En bref, la formation des enseignants à Madagascar revêt deux aspects différents : la formation initiale et la formation continue[124]. La formation continue est surtout réservée aux enseignants en service dans les établissements scolaires et est de courte durée.

Le recrutement massif des enseignants et leur formation initiale et/ou continue ne suffit pas pour améliorer la qualité d'enseignement à Madagascar, mais l'application de nouvelles méthodes et innovations pédagogiques joue un rôle prépondérant dans le cadre de la réforme de l'Education sur le plan nationale

SECTION 3. Nouvelles méthodes et pédagogies adaptées

« Avant la réforme, la question ministérielle s'est posée en matière d'auxiliaires didactiques et d'approches pédagogiques afin d'améliorer les pratiques d'enseignement ainsi que les résultats scolaires de l'E.P.P mais la richesse d'un manuel et le choix d'une pédagogie moderne visant chacun à optimiser les processus cognitifs des élèves ne peuvent pas à eux seuls résoudre le malaise permanant du système éducatif »[125] En effet, la langue d'enseignement prend une grande place dans le cadre d'une éducation efficace, c'est la langue de communication que les enseignants utilisent pour exercer leur métier d'enseigner.

En 2005, le Ministre de l'Education explique qu' « *on ne peut pas espérer une éducation efficiente et développée sans considérer la langue nationale. C'est un outil très efficace pour transmettre le savoir, le savoir-faire, le savoir-vivre, à tous ceux qui veulent apprendre toujours*

[124] Selon le volume de l'importance des thèmes traités on parle de la formation à la carte, de formation modulaire ou de formation lourde, la durée de chacune variant de trois à quinze jours. De par l'existence des concours directs, l'on peut dire que la formation continuée y existe aussi. A titre d'exemples, quelques thèmes traités : l'approche curricula ire des programmes scolaires, la méthode participative, les techniques d'évaluation et de remédiable, la gestion de communauté apprenante, la conception constructiviste de l'apprentissage, la démarche expérimentale, ect.

[125] *S. LE ROCHELLEC, Doctorante Université Montpellier III Colloque Scénarios- IUFM de l'académie de Versailles. mars 2006.*

dans la vie. L'accélération du développement économique et social n'est possible que si les langues nationales sont effectivement utilisées tout s'ouvrant aux autres langues et cultures.»[126]

D'une manière générale, des innovations pédagogiques parmi d'autres sont adaptées, à savoir l'APC (Approche par les Compétences) ; la pédagogie des classes multigrades et des grands groupes, des centres de ressources et des supports de formation par radio et l'AGEPA.

Depuis l'année scolaire 2003-2004, le MENRS a développé avec l'appui de l'UNICEF une nouvelle approche de l'enseignement : l'approche par les compétences[127] (APC). Elle est progressivement introduite dans le système éducatif. Elle devrait permettre de se rapprocher des 100% du taux d'achèvement dans l'enseignement fondamental du 1er cycle et garantir la qualité des compétences des élèves, des écoles, des collèges. Le concept clé est d'identifier les faiblesses et les remédier, et d'assurer un apprentissage pertinent au développement du pays, pour chaque élève Malagasy.

Ensuite, à propos des classes multigrades, les enseignants doivent faire face à des effectifs nombreux. Il existe des méthodes pédagogiques pour gérer ces classes de façon efficace. Le MENRS a développé des outils de travail et formé les enseignants à les utiliser, avec l'appui du projet MODERE.

La troisième innovation prévoit des centres de ressources utilisés comme lieu de formation de proximité et d'échanges entre enseignants, ils sont équipés en matériel de réception radio, de visionnement en matériel didactique et expérimentés en 2005, ceci concerne 10% des ZAP, puis progressivement seront étendus dans tout le territoire national.

Enfin, l'AGEPA est un programme de travaux et de réflexion pour améliorer la gestion du système éducatif, initié par la Banque Mondiale et lancé en décembre 2003.

Le changement du système sur la durée de l'enseignement fondamentale du 1er cycle en 7 ans nécessite une nouvelle approche, d'où l'Approche par la situation (APS) ou l'approche par les compétences situées, développées par des concepteurs canadiens et lancée pour cette année scolaire 2008-2009 pour la 1ère année et 6ème année.

Pour terminer cette section, à partir le d'année scolaire 2015-2016, toujours dans le dessein d'améliorer la qualité de l'éducation primaire publique à Madagascar, le Ministère de

[126] http://www.madagascartribune.com/spip.php?page=resultats_recherche&q=%C3%A9ducation%20madagascar *consulté le 29 juillet 2015*

[127] Une approche pédagogique axée sur le développement des compétences, avec la notion d'objectif terminal d'intégration (OTI) développée par une équipe belge mais le pilotage et la coordination des actions à amener relèvent du MENRS. Elle concerne uniquement l'éducation fondamentale de base de Madagascar

l'Education Nationale (MEN) a décidé d'abandonner l'Approche par Compétence (APC) et l'Approche par Situation (APS). Les EPP reviendront à l'Approche Pédagogique par Objectif (APO), une approche qualifiée de "*plus uniformisée*"[128]. Encourager les participations des élèves pendant les cours, telle est la spécificité de la nouvelle méthode.

Afin d'y parvenir, la formation des directeurs d'écoles et des 42 000 enseignants FRAM nouvellement recrutés est privilégiée. Ces séries de formation ont débuté au mois d'Août 2015, dont 5 semaines pour les chefs d'établissements, et 6 semaines pour les maîtres FRAM.

Concernant les outils pédagogiques, une nouvelle version de l'ouvrage «Garabola» de la classe de 11e a été dispatchée dans toutes les EPP, pour que les élèves soient dotés d'une bonne base.

CONCLUSION PARTIELLE

Cette première partie a permis de comprendre l'évolution de la situation éducative Malagasy depuis la création des premières écoles jusqu'à ce jour. Force est de constater que le système éducatif Malagasy a connu maints changements et des réformes initiées dans le cadre d'un courant idéologique véhiculé par un régime, de l'ambition nationaliste d'une génération ou de l'engagement international d'un gouvernement.

Dans l'objectif d'atteindre l'universalisation de l'enseignement primaire à Madagascar, les études nous montrent que l'effectif des élèves du cycle primaire a augmenté considérablement, les enseignants fonctionnaires ayant une formation bien remplie pour le métier d'enseignants deviennent rares et les infrastructures scolaires ne sont pas suffisantes pour accueillir les nouveaux inscrits.

[128] *Selon l'avis du Directeur Général de l'Education Fondamentale et de l'Alphabétisation (DGEFA) Todisoa Andriamampandry, http://www.tresorpublic.mg/?p=17277*

2ème PARTIE: LA SITUATION DES ENSEIGNANTS A L'EPP AMBODIFASIKA

L'école est un lieu de socialisation primaire privilégié. Il est donc nécessaire d'étudier le milieu où les enseignants exercent leurs fonctions.

Chapitre I : Approche quantitative de l'étude

Cette méthode englobe la présentation d'une grande quantité de données statistiques descriptives. L'analyse quantitative permet d'établir les relations entre les variables sociales et un moyen efficace pour valider certaines hypothèses de recherche en établissant des relations de causalité.

Localisation

La commune rurale d'Itaosy se situe à 8,91 km de la capitale. Elle se trouve au sein de la Circonscription d'Antananarivo Antsimondrano comme étant le 1er arrondissement ; elle appartient à la Région Analamanga. La commune est composée, de six (06) Fokontany dont fait partie le fokontany d'Ambodifasika, lieu où siège l'EPP Ambodifasika

Démographie

Sur le plan démographique, la commune rurale d'Itaosy a connu une hausse du taux d'accroissement de sa population durant ces dernières décennies. Néanmoins, la caractéristique de la population s'est différenciée. Il y a encore des gens qui sont des ruraux proprement dits mais à l'inverse il y a ceux qui adoptent le style de vie urbanisé.

Répartition de la population

La population est bien répartie, dont une forte présence est sentie dans les zones où le secteur primaire domine comme le cas du fokontany Ambodifasika.

Tableau n°1 : ***Répartition de la population***

FOKOTANY	*NOMBRE*
ITAOSY	***4043***
AVARABOHITRA	***2845***
AMBODIFASIKA	***5185***
AMBOHIPARAKY	***2061***
TSARAZAZA	***930***
ANJAKAIVO	***2017***
TOTAL	***17081***

Source : commune rurale d'Itaosy 2016

La population de la commune est visiblement nombreuse par rapport à la surface occupée. La densité de la population qui est de 1177/km² montre l'exiguïté de la surface occupée. Le Fokontany Ambodifasika a la densité la plus élevée avec ses 5185 habitants sur 1,90 km².

Ménages

La taille des ménages pour chaque fokontany de la commune est comme suit**:**

Tableau n°2: ***Taille moyenne des ménages par Fokontany***

FOKONTANY	*NOMBRE TOTAL DE*	*TAILLE MOYENNE*
ITAOSY	*624*	*5*
AVARABOHITRA	*401*	*5*
AMBOHIPARAKY	*1046*	*4*
AMBODIFASIKA	*654*	*3*
AMBOHIPARAKY	*109*	*6*
TSARAZAZA	*349*	*4*
ANJAKAIVO	*624*	*5*
TOTAL	*3807*	*4*

Source : commune rurale d'Itaosy 2016

La taille moyenne de ménage pour chaque fokontany est au nombre de 4. Ce qui signifie une normalité par rapport à la taille moyenne du ménage Malagasy.

Education

L'éducation s'avère être le moteur de développement. Ainsi éduquée, la population peut apporter son savoir-faire par rapport à la promotion du développement tant espéré. La commune rurale d'Itaosy est doté d'infrastructures d'éducation en son sein dont:

- Les établissements préscolaires;
- Les établissements d'enseignement primaire;
- Les établissements d'enseignement secondaire-1er cycle;
- Les établissements d'enseignement secondaire-2ème cycle

Tableau n°3: ***Etablissements d'enseignement primaire au sein de la Commune Itaosy***

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	***STATUT***	***NOMBRE DE CLASSES***	***NOMBRE D'ENSEIGNANTS***	***NOMBRE D'ÉLÈVES***
Ecole Primaire Publique d'Itaosy	Publique	14	16	695
Ecole Primaire publique d'Andohotanjona	Publique	11	11	454
Ecole Primaire publique d'Ambodifasika	Publique	7	12	587
Collège Saint Michel	Confessionnel	5	8	130
Au Bel Air	Privé	3	6	50
Mizarasoa	Libre	3	3	62
Sacré Cœur Anosikely	Confessionnel	3	2	46
TOTAL		***46***	***58***	***2024***

Source: Commune rurale d'Itaosy, 2016

D'après le tableau, il y a plusieurs établissements d'enseignement primaire au sein de la commune ; nous pouvons constater une présence massive des enfants inscrits au sein des Ecoles Primaires Publiques au sein de la commune par rapport à ceux qu'on trouve dans les établissements privés. Par conséquent, les EPP sont confrontés à diverses difficultés notamment sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire.

SECTION 1 : L'ENVIRONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

En 1975, les habitants du quartier d'Ambodifasika ont décidé de construire un « tranompokonolona » mais en 1977, lorsque le bâtiment fut bâti ils se sont mis d'accord que ce bâtiment, en question va être transformé en E.P.P puisque il en manquait au niveau de la commune d'Itaosy. Durant ces temps-là, les enseignants étaient, les villageois qui achevaient leur service national (S.N).

En 2001, avec la collaboration de la commune rurale d'Itaosy et le gouvernement japonais, le batîment a été complètement innové. Actuellement, l'établissement d'Ambodifasika est parmi le plus moderne dans le CISCO d'Antsimondrano.

1.1. LE DOMAINE SCOLAIRE

L'environnement scolaire englobe tous les domaines matériels et équipements de l'école qui garantissent le bon déroulement de l'enseignement. Sans oublier en outre la situation du personnel enseignant, et celle des élèves, etc.

A côté de l'équipement et des matériels didactiques, l'infrastructure qui est l'ensemble des bâtiments, des salles de classe, des tables-bancs ... influence effectivement l'efficacité de l'enseignement.

L'école peut exercer une influence décisive, sur la motivation des enseignants à l'exercice de leurs fonctions. Il est bon de les entretenir en parfait état de propreté le domaine scolaire. Le bon fonctionnement de l'éducation dépend de la situation géographique de l'école.

L'école se trouve dans un endroit calme et bien aéré. Par contre malgré l'étendue de la cour, il n'y a aucun jardin scolaire. En revanche, il y a une pompe d'eau et un puits.

1.2. LES SALLES DE CLASSE

La taille de la salle de classe influence réellement sur la bonne marche de l'apprentissage. Le bâtiment de l'EPP Ambodifasika, comportent sept salles de classe bien aérées, et les rangées sont assez espacées. Les élèves semblent être bien à l'aise.

Les cinq salles de classes sont destinées aux élèves du primaire et deux sont occupées par le préscolaire.

SECTION 2 : LES EQUIPEMENTS ET LES MATERIELS

Indispensables à l'enseignement, les manuels constituent l'outil pédagogique par excellence[129]. Ainsi, l'effectivité du métier dans le domaine de l'enseignement est loin d'être un exercice aisé lorsque les équipements et les matériels sont largement insuffisants. Le matériel et l'équipement éducatifs comprennent tous les éléments physiques qui sont utilisés indirectement ou directement pour faciliter, aider ou encourager la transmission ou l'acquisition des connaissances, de compétences, des qualifications ou du savoir- faire. Les matériels de base sont les manuels, le papier et les fournitures scolaires.

[129] *HALLAK(J), 1990 : Investir dans l'avenir .Définir les priorités de l'éducation dans le pays en voie de développement. Editions le Harmattan .UNESCO, p231.*

Par rapport aux tables-bancs de l'école, elles sont en bon état par contre elles ne correspondent pas à la taille des élèves. Elles sont trop petites. Nous avons constaté que ces tables-bancs ne sont pas suffisant, puisque par exemple dans la classe de 7ème ou CM2 se divise en deux classes : au total, le nombre d'élèves est 94 soit 47 élèves environ par salle alors qu'il n'existe que 14 tables qui sont régulièrement surchargées de 3 voire 4 élèves.

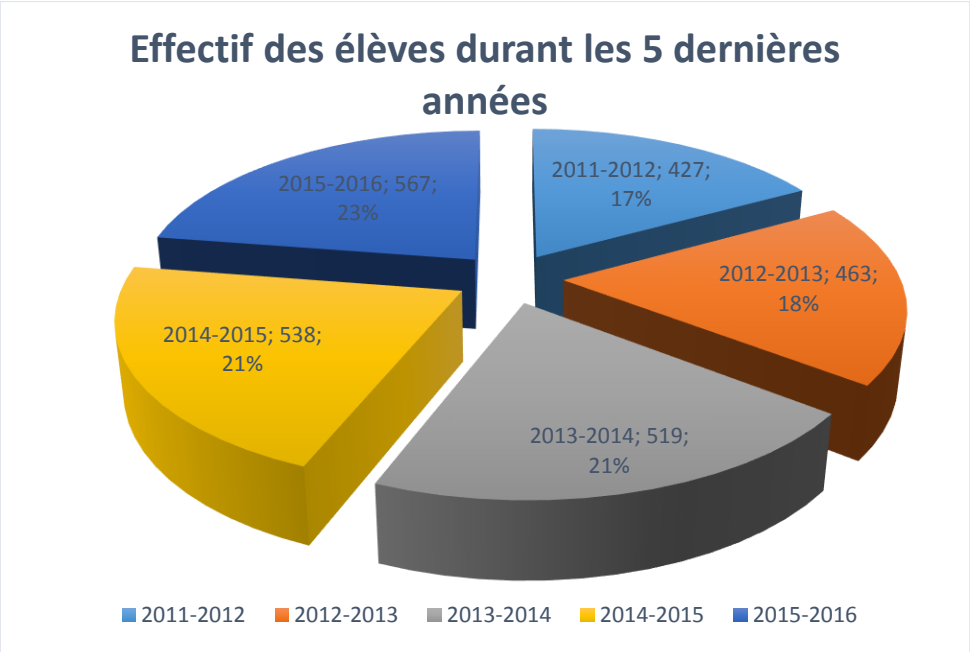
En ce qui concerne les matériels didactiques, nous avons constaté que leurs nombres ne sont pas équitables par rapport à chaque matière puisque par exemple le manuel pour l'apprentissage de la langue Malagasy « LOVAKO » est au nombre de 275 soit 55 livres par classe du CP1 jusqu'en CM2 (Don de l'association « Anjara biriky »). Par contre les manuels pour l'apprentissage de la langue française est au nombre très réduit de 15 à 5 manuels dans un très mauvais état que ce soit par classe ou par niveau soit en moyenne 1 manuel pour 4 élèves.

En général, les enseignants n'utilisent que leurs cahiers de préparation. D'après leur dire, les matériels didactiques qu'ils devront utiliser sont insuffisants et exigent l'organisation de formation sur la mise en pratique de ces manuels car certains d'entre eux ne savent pas utiliser ces supports pédagogiques.

Force est de rappeler que les manuels pédagogiques constituent la forme visible du programme et ils modèlent le processus d'enseignement et d'apprentissage. Evidemment, ils sont fortement utilisés dans le primaire quel que soit leur rareté et les différents problèmes. Dans l'éducation de base, les manuels sont particulièrement importants au milieu et au climat éducatif.

SECTION 3 : Evolutions des effectifs

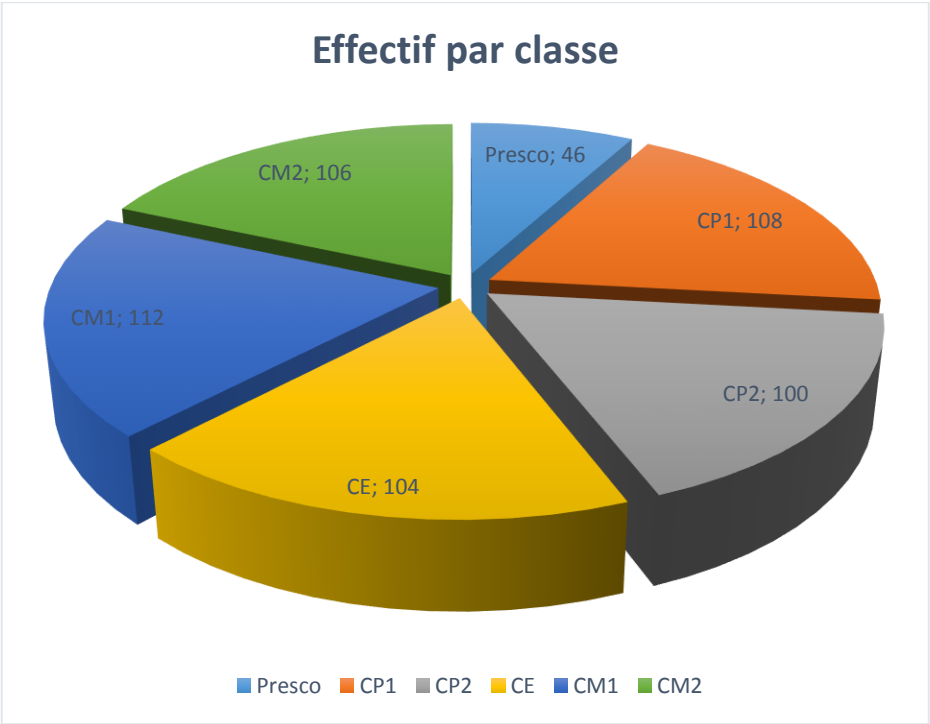
Le graphique suivant montre l'évolution des effectifs durant les 6 années consécutives c'est à dire à partir de l'année scolaire 2011-2012 jusqu'en 2015-2016 :



Graphique 1

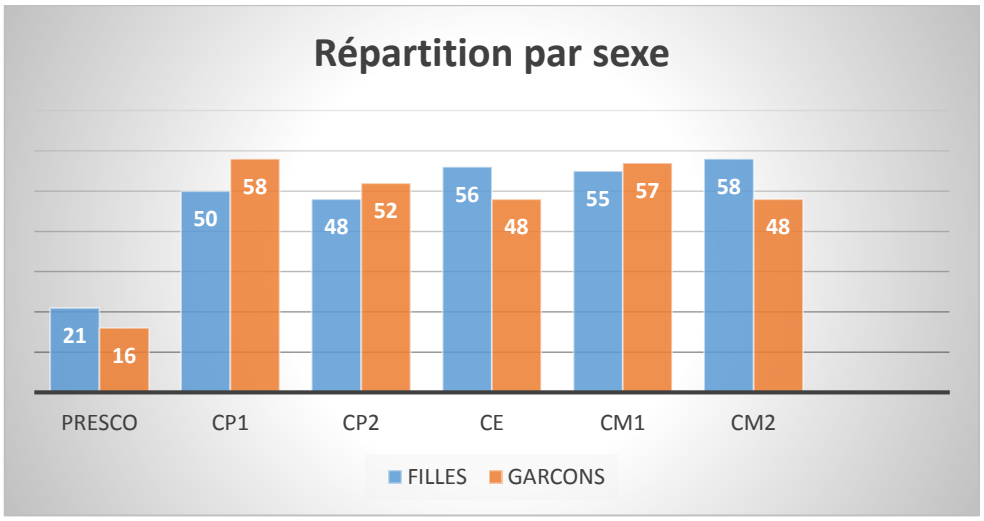
Source : Investigation personnelle 2016

En ce qui concerne l'évolution des effectifs de l'établissement nous remarquons aussi une croissance de l'ordre de 2% à 5%.



Graphique 2

Source : Investigation personnelle 2016



Graphique 3

Source : investigation personnelle 2016

Nous constatons que le nombre d'élèves qui passent en classe supérieure diminue à cause de l'abandon scolaire. C'est le cas des élèves des classes CP1 et CP2. Par contre à partir des classes CE, CM1, CM2 l'effectif des élèves augmente. Cela est causé par le redoublement.

Selon le MEN, le ratio normal élève/maître est de 40 élèves par classe. Pour l'EPP Ambodifasika, dès la classe CP1 au CM2 l'effectif dépasse beaucoup la norme imposée et pour toutes classes, il y a deux classes parallèles.

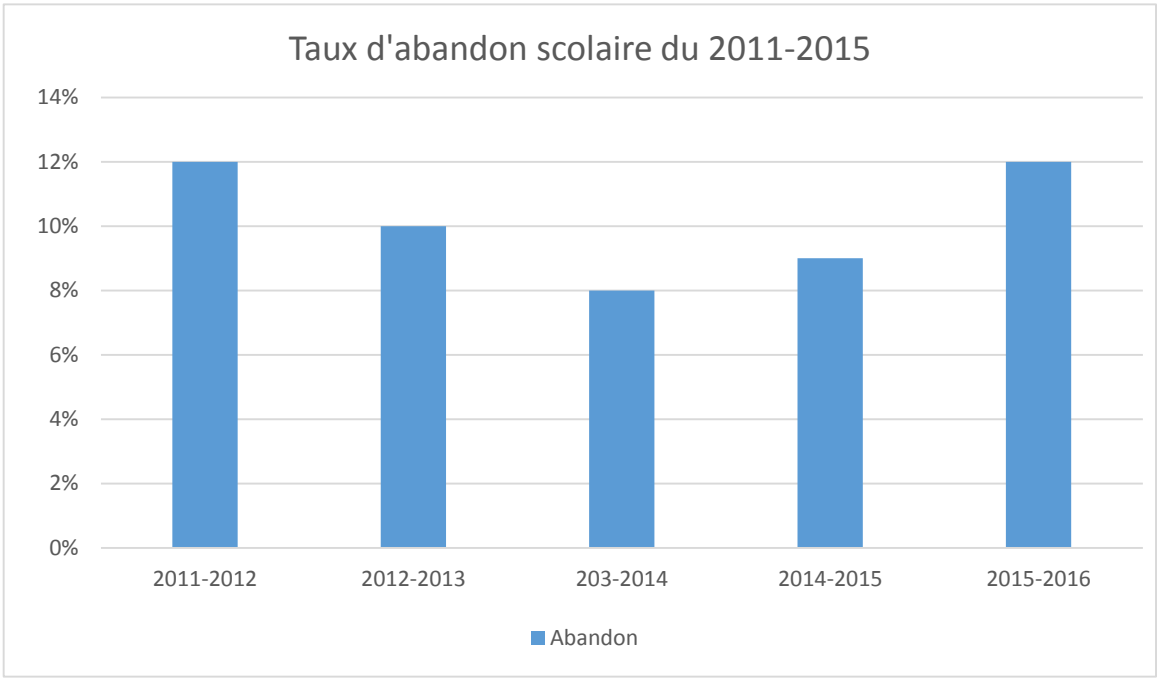
Cette situation est produite par l'insuffisante de salles de classe et de personnels enseignants. Pourtant, la relation maître-élèves dans l'éducation est très essentielle et conditionne l'importance du rôle de l'enseignant. De plus, cette relation est conçue comme la clé du succès pédagogique et basée sur le bon contact entre les élèves et le maître. Autrement dit, l'effectif des élèves joue un rôle majeur dans l'existence de bonne relation entre l'éducateur et les apprenants. Selon le témoignage d'une institutrice de la classe CM1 : « *parfois je n'arrive pas à contrôler et à surveiller un par un les devoirs de mes élèves à cause de l'effectif trop élevé*». Par conséquent, la relation élève-maître se laisse à désirer ainsi que le caractère équitable de la qualité d'éducation pour tous.

Cependant, un sentiment d'inadaptation scolaire qui sera à l'origine de l'absentéisme et de l'abandon scolaire pourrait affecter les élèves. Dans ce contexte une institutrice a avoué que certains élèves ne participent jamais pendant les cours que si on les « force » à parler et ce sont ces catégories d'élèves qui sont souvent absents.

En contrepartie, une bonne relation avec les éduqués se manifeste par une plus grande communication entre eux et une complicité en cas de difficulté. Les élèves, en effet, n'ont pas peur de demander plus d'explication quel que soit leur difficulté. Alors, pour bien accomplir la mission d'éducateur, il faut que chaque école respecte le ratio normal entre élèves et maître.

L'on constate aussi que, l'effectif total des garçons 289 est plus élevé que celui des filles 278. Si on analyse classe par classe, on remarque toujours en général la dominance au niveau du nombre des garçons. Nous sommes loin d'imaginer que la culture traditionnelle de « prioriser l'éducation des garçons » perdure encore jusqu'à maintenant, et même la directrice de l'école a confirmé ce fait.

Le graphique suivant montre le taux d'abandon au cours de l'année scolaire durant ces 5 dernières années :



Graphique 4

Source : Investigation personnelle 2016

Le taux d'abandon a augmenté durant l'année scolaire 2015-2016 par rapport aux deux années qui l'a précédée. On nous a aussi confié la principale cause d'abandon scolaire chez les petites filles : c'est le fardeau des tâches ménagères. Mais face à cela, le corps enseignants ne cesse de sensibiliser les parents des élèves à traiter sur un même pied d'égalité les filles et les garçons puisque l'un des Objectifs du Millénaire pour le Développement vise à la transformation de l'éducation en invoquant la lutte contre l'inégalité sur le plan éducationnel surtout en milieu rural.

SECTION 4 : EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT

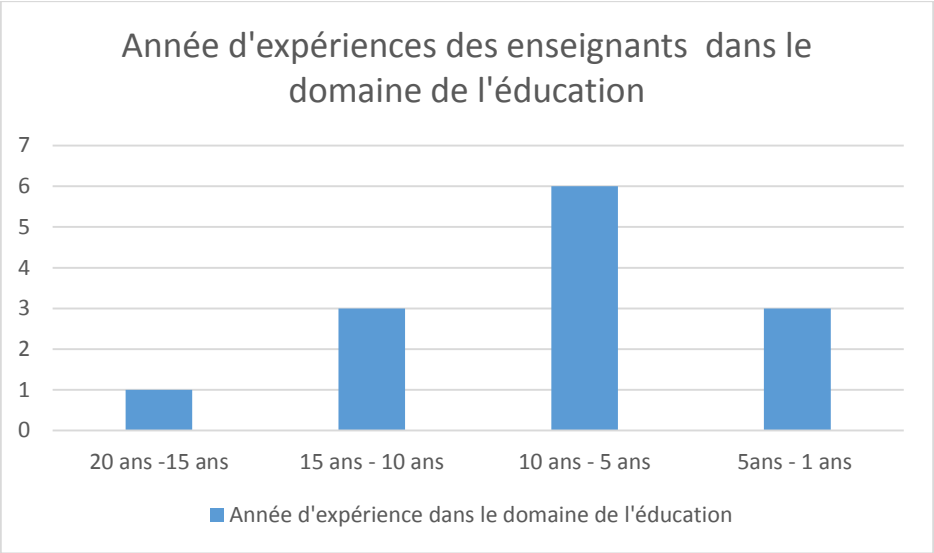
« La noble responsabilité d'éduquer les enfants et d'accomplir cette tâche avec engagement et patience fait un acteur important au sein de la communauté » (Aide et Action, 2006). De cette grande responsabilité, l'étude sur les caractéristiques particulières de ces enseignants s'avère très utile, c'est-à-dire leurs genres, leurs âges, et leurs grades lors de l'enquête. Donc nous allons savoir qui sont les premiers responsables de la réussite ou non des élèves, les futurs citoyens de la nation Malagasy.

L'E.P.P Ambodifasika dispose de douze personnels enseignants y compris la directrice qui se charge des services administratifs et des relations avec les personnels de service de la ZAP et du CISCO. Les enseignants sont considérés comme les premiers responsables de la construction des savoirs des élèves de leurs classes (567 élèves lors de l'année scolaire 2015-2016).

D'après notre enquête, ces enseignants sont toutes des femmes, donc ce sont des institutrices, elles sont âgées de 40 ans en moyenne et majoritairement mariées. Cette étude montre que les femmes sont plus attirées par le métier d'enseignant en milieu primaire que les hommes. Et selon eux, c'est grâce à leur affection maternelle qu'elles ne trouvent aucune difficulté à s'adapter plus facilement aux enfants.

Chaque institutrice enseigne 11 matières par jour, ce qui demande une bonne organisation et expériences pour bien gérer la classe. Donc leur ancienneté a une grande importance dans l'exercice de leur métier. Ce qui nous amène à étudier l'année du commencement de leur travail d'enseignement, et ce, suivant les réponses de chacun.

Le graphique suivant montre l'année d'expérience des institutrices de l'EPP Ambodifasika.



Graphique 5

Source : Investigation personnelle 2016

Le graphique montre que les 2/3 des enseignants ont plus de 5 années d'expérience dans le domaine de l'éducation cela prouve leur motivation et leur patience dans l'exercice de leur fonction.

Les résultats officiels du CEPE aussi prouvent la compétence des enseignants puisque l'école fait toujours partie de celle qui a un bon résultat à l'examen du CEPE et 6ème.

Tableau n°4 : ***Evolution du taux de réussite au CEPE et 6ème***

Année scolaire	*CEPE*	*6ème*
2011-2012	***84%***	***83.25%***
2012-2013	***87.5%***	***80%***
2013-2014	***88.57%***	***86.40%***
2014-2015	***100%***	***100%***
2015-2016	***96.29%***	***95%***

Source : investigation personnelle 2016

Ce tableau confirme l'excellent résultat de cette école puisque le taux de réussite ne cesse pas d'augmenter pendant les cinq dernières années.

L'approche quantitative nous a montré plusieurs données sur le champ d'étude. Nous avons vue l'environnement scolaire où se pratique le métier d'enseignant, l'effectif par classe et l'évolution des effectifs pour les 5 dernières années, les années d'expériences des 12 institutrices de l'EPP AMBODIFASIKA et l'évolution du taux de réussite au CEPE et 6ème des 5 dernières années.

Si ces divers résultats sont relevés dans l'approche quantitative, qu'est-ce qu'on peut analyser dans l'approche qualitative ?

Chapitre II : APPROCHE QUALITATIVE DE L'ETUDE

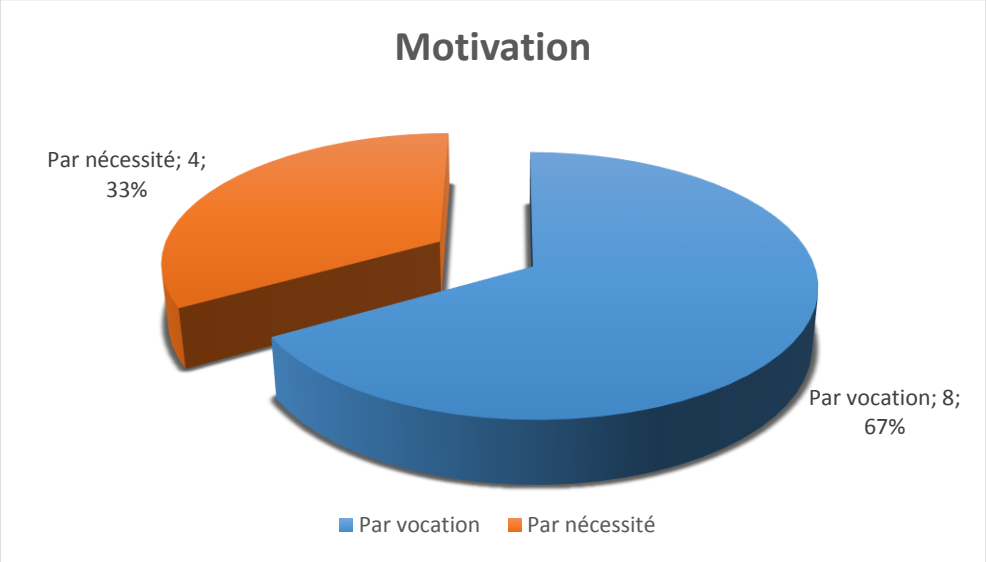
Les méthodes qualitatives laissent de côté l'aspect quantitatif pour gagner en profondeur l'analyse de l'objet d'étude. Elles permettent de connaître la cause d'un phénomène sans l'intervention des données statistiques. Quelques analyses définissent l'approche qualitative de notre recherche.

SECTION 1 : La motivation des enseignants

Les enseignants sont les ressources humaines au niveau de l'éducation ; ainsi, l'étude sur leur situation est importante. Ils sont au cœur de la révolution de l'éducation et c'est d'eux que dépend la qualité de l'éducation. L'insuffisance des enseignants est un problème commun au niveau de l'enseignement et la majorité des établissements, surtout publics rencontrent cet obstacle.

Un bon enseignant est celui qui motive ses élèves. De ce fait, la motivation de ces derniers n'appartient qu'à lui. La motivation de l'enseignant joue un rôle décisif dans l'enseignement plus précisément sur l'investissement des élèves dans l'apprentissage : sur leur maîtrise de connaissances et leur réussite.

Les motivations de choisir l'enseignement sont multiples pour les répondants et font intervenir aussi bien des facteurs matériels que les motifs professionnels.



Graphique 6

Source : Investigation personnelle 2016

Ce graphique explique que la quasi-totalité c'est-à-dire les 67% des enseignantes démontre une motivation active. Elles expriment avoir fait ce métier d'enseignement selon leur propre volonté, c'est-à-dire par vocation. Elles exercent intentionnellement ce métier, car elles aiment les enfants, c'est la raison principale. En revanche, une seule a dit le contraire, car elle fait ce travail par intérêt parce qu'elle n'a pas trouvé d'autres emplois et qu'elle veut travailler.

Les intentions initiales des enseignantes ont des influences sur les résultats de leur travail, plus particulièrement sur les résultats des examens et la qualité de l'éducation qu'elles transmettent.

Durant notre enquête, on nous a confié que ce métier permet à ces femmes d'acquérir une certaine autonomie financière et respect vis-à-vis de leurs époux et de leur famille respective donc cela peut encourager les jeunes filles à fréquenter l'école. Et fort heureusement, que les deux institutrices de la CM2 font partie de ces agents très motivés.

Par contre il ne faut pas négliger les 33% qui ont avoué être des enseignants « par défaut » influencées par la motivation matérielle. Les motivations de ces enseignantes sont en grande partie fondées plus sur les raisons extrinsèques que celles intrinsèques. Toutefois, vue la dureté de la vie, la pauvreté, l'objectif des gens de nos jours est de trouver un emploi rémunéré même si c'est infime. Alors, l'insuffisance des offres d'emploi oblige ces quelques individus à exercer la profession d'éducateur.

Pour eux, être enseignant n'est juste qu'une profession ; elles ont évoqué aussi qu'il leur est arrivé d'avoir une idée de changer de métier et d'arrêter d'enseigner en répétant que ce métier est fatiguant et stressant dans la plupart de temps. Les principales causes de leurs démotivations sont : le fait de ne pas être fonctionnaire, le taux « insignifiant » de leurs indemnités et subventions par rapport à la charge des tâches qu'on leur incombe.

A cet effet, la motivation qui demande beaucoup d'effort et d'énergie est absente ; par la suite, cela conduit à la négligence du travail des instituteurs. Par contre, le travail d'un enseignant nécessite une volonté et un attachement à cette fonction ; sinon, ce sont les élèves qui sont victimes de sa nervosité et de sa mauvaise volonté.

SECTION 2 : L'insatisfaction professionnelle

D'après notre enquête, certaines situations peuvent aussi limiter la motivation et l'engagement dans le domaine professionnel dans lequel ils se sont investis.

II. 2. a. ***Liées à la politique d'enseignement***

Parmi ces facteurs figurent les changements politiques et pédagogiques relatifs à l'enseignement. Ils accompagnent chaque changement de régime et se conforment presque à la personnalité du ou des responsables politiques. C'est ainsi que les différentes approches pédagogiques se sont succédées dans l'histoire de l'éducation nationale malagasy. A quelques détails près, l'on aurait pu affirmer que ces différentes approches correspondent à des régimes et des gouvernements.

Or, il se trouve que ces changements d'approche perturbent la conduite des classes chez les enseignants tant l'instabilité et la non durabilité des approches introduit une certaine instabilité chez les enseignants. Il est rare selon les interviewées de pouvoir maîtriser complètement une approche avant qu'une nouvelle décision viennent à la supplanter par une autre.

Les enseignants rencontrent des problèmes d'ordre pratique afférent à ces différentes approches de par l'insuffisance voire l'inexistence de formation initiale s'y rattachant. Cette situation apporte un impact négatif sur l'enseignement et l'apprentissage des élèves. Les Journées pédagogiques ne durent annuellement que six jours, soit deux jours par trimestre.

II. 2. b. ***Liés aux matériels éducatifs et aux infrastructures***

Parmi ces facteurs liés aux matériels didactiques, les manuels constituent les principaux problèmes. Ils sont indispensables dans l'élaboration de leurs cahiers de préparation tandis que ces livres sont inadéquats à la réalité vécue par les élèves de nos jours (à part leur insuffisance et leur vétusté). Cela est exacerbé par le fait que la mauvaise qualité des infrastructures constitue un obstacle à l'appui d'organismes consultatifs. Non seulement les enseignants reçoivent peu d'appui des services de soutien, mais ils disposent souvent de peu d'ouvrages et d'autres matériels didactiques. Par conséquent, les programmes sont devenus inadaptés aux élèves : la non acquisition des formations initiales au niveau des enseignants, est renforcée par la vétusté des manuels ainsi que l'insuffisance des matériels didactiques (comme la carte, etc.) influencent sur leur pratique pédagogique. Autrement dit, la transmission de cours est devenue difficile

pour les enseignants sans formation initiale et en même temps les apprenants n'ont pas saisi le cours.

A cet effet, les programmes ont peu de rapport avec la vie rurale, et la participation des populations est mitigée par le faible niveau d'alphabétisation des populations. Associés aux comportements et aux pratiques traditionnelles, ils apportent peu de soutien à l'apprentissage des élèves à l'école[130]. Un manque de communication des enseignants avec les responsables des programmes existe aussi. Ces programmes sont imposés aux enseignants sans leur demander leur avis alors que ces derniers sont considérés comme des piliers dans l'élaboration de ces programmes. En plus, ils sont parmi les acteurs des rénovations pédagogiques élaborées par les responsables politiques et ne peuvent pas les appliquer de manière optimale qu'outillés.

II. 2.c. ***Liées à la langue d'enseignement***

Le français est la langue d'enseignement à Madagascar. Toutefois, les contacts avec la réalité dans les établissements primaires de la commune rurale d'Itaosy, ont révélé une compréhension limitée du français par les élèves. Par conséquent, le bilinguisme demeure de rigueur au sein de ces établissements pour la transmission du savoir aux apprenants. Les explications en français sont automatiquement traduites en malagasy aux fins d'une meilleure voire totale compréhension par les apprenants.

Tout au long du cours les élèves restent muets, leur participation pour la pratique de la langue française se limite à la répétition. Les problèmes majeurs de ce blocage linguistique sont les suivants :

- culturellement, les élèves n'ont pas l'habitude de prendre la parole : ils n'ont pas le droit de parler devant les aînés et leur entourage n'a pas l'habitude de demander leur avis ;
- la langue à enseigner n'est pas encore maîtrisée donc les élèves ont peur de commettre des fautes qui vont les ridiculiser devant leurs camarades ; des vocabulaires limités, structuration diamétralement opposée des phrases en malagasy par rapport au français, auxquels il faut ajouter parfois des problèmes de compréhension dus à des niveaux d'intelligence des élèves.

[130] *SEGUN (OA) et OLANIYAN (O), 2011 : L'amélioration des conditions des enseignants et de l'enseignement en milieu rural en Afrique. UNESCO, Addis-Abeba, p21.*

- En dehors de l'école, la langue Malagasy est utilisée dans toutes les situations de communication auxquelles les élèves sont confrontés, si bien qu'ils n'ont pas l'habitude de s'exprimer en français.
- En classe, ils ont du mal à s'exprimer en français et certains élèves répondent souvent en Malagasy quand l'enseignant leur pose une question en français ou hésitent à s'engager dans une discussion
- Des lacunes sont constatées au niveau du savoir-faire participer surtout en ce qui concerne les expressions orales.
- Les enseignants eux-mêmes ne maîtrisent pas la langue d'enseignement

II. 2. d. Les conditions de travail

Concernant l'adéquation entre le volume de travail et le salaire perçu, le rapport est inégal tant les efforts fournis sont mal récompensés. A cette situation s'ajoute celle de l'insuffisance des outils didactiques et pédagogiques ainsi que la vétusté et le mauvais état des infrastructures destinés à l'éducation primaire. C'est pourquoi, les enseignants sont considérés comme des prisonniers du temps : la surcharge de travail est fréquente, sans que l'administration scolaire ne s'en rende compte. L'emploi du temps de ces maîtres est strict : il existe un volume horaire à respecter scrupuleusement, des évaluations périodiques à faire sous forme d'interrogations orales ou écrites, des devoirs à préparer et à corriger.

Le métier d'enseignant engendre ces facteurs liés au stress et à la lassitude compte tenu des conditions de travail. Selon notre enquête, les maîtres FRAM ou les enseignants non fonctionnaires (ENF) en particulier se plaignent de l'abondance et de la lourdeur de leurs tâches ne correspondant pas toujours aux salaires perçus. Cela s'explique par le fait que le paiement irrégulier de leur subvention dit autrement « salaire modique » et l'aide insuffisante donnée par les parents sont parmi les causes qui nuisent à leur motivation.

Ces enseignants subissent par conséquent à la fois la fatigue et les découragements voire la démotivation. Il est cependant à noter que les enseignants interviewés sont tous conscients de l'importance d'une meilleure gestion du temps dans la réussite de la transmission du savoir aux élèves et que la qualité de ces savoirs à transmettre ou transmis dépend de la gestion rationnelle du temps impartis.

II. 2. e. Les parents des élèves

Certains parents négligent toute responsabilité dans l'éducation de leurs enfants. Cette catégorie de parents d'élèves souffrent en fait de lacunes éducatives dans leur jeune âge et les transmettent malgré eux à leurs enfants. C'est ainsi que le niveau de culture intellectuelle des parents, son insuffisance voire même son inexistence crée souvent une mentalité matérialiste ou utilitaire propres à détourner leurs enfants des valeurs scolaires[131]. Cela veut dire que cette mentalité des parents entraîne le désintérêt de leurs enfants vis-à-vis de l'enseignement**.**

II. 2. f. Les conditions économiques

Durant notre enquête, 3 enseignants sur 12 sont obligés de trouver un revenu supplémentaire pour arrondir les fins de mois difficiles dû au caractère illusoire de leurs salaires. Ce fait renforce l'idée de l'insignifiance des salaires octroyés aux enseignants. Il explique par ce fait même l'ouverture à toute tentation commise dans l'espoir de se faire un peu d'argent chez les enseignants. C'est la corruption ou dans le meilleur des cas un abandon momentané de l'enseignant pour d'autre sources supplémentaires de revenus. La démotivation des enseignants est favorisée par l'implication de ces derniers dans des activités supplémentaires[132]. Ce qui a un impact négatif sérieux sur leur performance. Cette situation est renforcée par le retard dans le paiement de subvention en particulier pour les enseignants subventionnés, atteignant plus de trois mois. Cela constitue des raisons qui favorisent le manque d'enthousiasme et la diminution de la motivation ainsi que leur mécontentement, et résultat une qualité médiocre de l'enseignement.

II. 2. g. Les conditions sociales

D'après les enseignants enquêtés, la profession d'enseignant ne donne pas de bonnes conditions de vie parce que les problèmes financiers auxquels ils se confrontent ne leur permettent pas d'être présentables dans la société où ils vivent. En plus, souvent ils ne sont pas valorisés par les parents d'élèves**.**

Le manque de valorisation et de reconnaissance de leur profession de la part des élèves et de leurs parents entraîne aussi leur démotivation. Le problème auquel sont confrontés les enseignants en milieu rural est celui d'une négligence persistante. Les responsables politiques

---

[131] MATHIEU(Q), 2011 : Stratégie pour l'amélioration des conditions de vie des enseignants. UNESCO. AddisAbeba, p62.

[132] UNESCO, 2010 : Guide méthodologique d'analyse de la question enseignante. Initiative pour le développement de l'Afrique subsaharienne p 82

et les professionnels de l'éducation ont centré leur attention sur l'éducation en milieu urbain, laissant de nombreuses personnes supposer que tout va bien dans les écoles rurales. Compte tenu des situations de la zone rurale, ils ont délaissé l'amélioration nécessaire de ces écoles : leurs responsabilités.

CONCLUSION PARTIELLE

En guise de conclusion, l'approche qualitative fait apparaître plusieurs données sur la qualité de l'enseignement offert dans l'EPP Ambodifasika. Les enseignants sont parmi les facteurs clés qui influent fortement sur la qualité, la pertinence et l'efficacité éducative. Ils jouent alors un rôle crucial dans l'enseignement /apprentissage des élèves. La qualité des enseignants est également importante pour la réussite des élèves et surtout pour la qualité de l'éducation.

Ce qui signifie que l'amélioration de la situation professionnelle des enseignants notamment la bonne rémunération de ces derniers est un facteur majeur pour les motiver dans leur métier. Il faut préciser que les motivations intrinsèques des enseignants jouent un rôle prépondérant dans l'accomplissement de leurs tâches.

3ème PARTIE : BILANS ET RECOMMANDATIONS

L'éducation/enseignement est universellement considérée comme un enjeu essentiel, en tant que véhicule de transmission de connaissance aux générations ultérieures et en tant que moyen de défense et de pouvoir des personnes (accès aux positions socialement favorisées). Elle a permis à une grande partie des classes défavorisées d'accéder à un statut de classe moyenne.

Notons le fait que l'enseignement de base n'est pas encore effectif à tous les enfants de Madagascar. C'est la cause de la pauvreté aboutissant vers différents problèmes. Ces problèmes affectent l'environnement scolaire et donc de la qualité de l'éducation. Le plan actualisé EPT prévoit de poursuivre l'expansion des capacités d'accueil dans l'enseignement fondamental (Primaire et Collège) et d'améliorer la qualité par le recrutement et la formation des enseignants et la révolution pédagogique. Dans ce cas, les enseignants de l'école primaire jouent un rôle prépondérant dans le cadre de la réforme.

Chapitre I: BILAN PAR RAPPORT AUX PERFORMANCES DES ENSEIGNANTS DE L'EPP AMBODIFASIKA

Le pays vient de passer récemment une période d'instabilité politique et de transition essentiellement pacifique qui a abouti à l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement. A court et à moyen terme, il y a un urgent besoin de stabiliser et d'améliorer l'enseignement en général. D'où une nécessité d'étude, orientée vers le diagnostic ainsi que les résultats du travail des enseignants.

L'étude des résultats des examens est l'un des éléments permettant d'évaluer le travail des enseignants. Ce qui permet aussi de connaître les facteurs qui déterminent l'efficacité de l'école et les conditions scolaires qui favorisent l'apprentissage.

Autrement dit, l'évaluation des succès scolaires et ainsi que les facteurs qui y contribuent permettent d'identifier les raisons pour lesquelles les élèves redoublent et abandonnent les études primaires. Notre étude examine les compétences et l'attitude des enseignants en relevant les pourcentages de réussite des élèves enseignés.

Pour le cas de l'EPP Ambodifasika, les taux de réussite des élèves aux classes supérieures pour l'année scolaire 2015-2016 sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau n°5**: *Les taux de réussite en classe supérieures (en %)***

CLASSE	*NOMBRES DE SECTIONS*	*TAUX DE REUSSITE (MOYENNE)*
CP1	2	69,33%
CP2	2	82,67%
CE	2	72,00%
CM1	2	84.67%
CM2	2	96,29%

Source : Enquête personnelle 2016

Nous pouvons souligner que c'est le taux de réussite en classe de CM2 qui est le plus élevé, et le taux de réussite au CEPE est très remarquable en ce qui concerne l'efficacité de l'apprentissage. Ensuite, le passage de CM1 au CM2 montre aussi que la majorité des élèves peuvent avoir des accès au niveau supérieur, leurs connaissances sont enrichies et construites grâce aux stratégies d'enseignement diverses et appropriées au quotidien des élèves.

En réalité, à partir des résultats de notre enquête, plus de la moitié des élèves passent au niveau supérieur pour l'année scolaire suivante, et concerne toutes les niveaux. Cette situation montre que les activités scolaires des enseignantes de cet établissement sont efficientes pour les élèves concernés. Mais pour le cas des autres élèves, qui ont échoué, les enseignantes doivent faire une auto évaluation et identifier les remédiations nécessaires. L'échec scolaire est parfois issu de divers phénomènes à savoir l'impertinence des stratégies d'enseignement utilisées par ces enseignantes, le manque de matériels didactiques (les manuels, les règles,…), les styles d'animation appropriés, etc. Ce qui nous conduit à nous questionner comment se manifestent les relations entre les enseignantes elles mêmes. C'est-à-dire leurs organisations au cours de l'exercice des activités scolaires.

SECTION 1 : Organisations internes du corps enseignant

Actuellement, les enseignantes de l'EPP Ambodifasika participent à la mise en œuvre de la réforme du système éducatif à Madagascar. Leur rôle fondamental est de construire les savoirs des apprenants, futurs acteurs de développement. En exerçant ces lourdes responsabilités, les enseignantes doivent s'organiser, en vue d'atteindre les finalités et objectifs préétablies par l'école et le MEN, sous la surveillance et la direction d'un chef, la directrice de l'école.

Nous avons constaté que les 12 institutrices y compris la directrice entretiennent de bonne relation. Les exemples sont diverses à savoir l'entraide ou le soutien en cas de difficulté en matière didactique, la reprise des cours de celles qui sont absentes pour cause de maladie.

SECTION 2 : Relations entre enseignant et parents d'élèves

La déclaration sur l'éthique professionnelle, ratifiée lors du congrès mondial de l'Internationale de l'éducation (Jomtien, Thailande, 2001), comporte, entre autres, une série d'engagements adressés aux enseignants mais aussi à la communauté (parents, habitants des quartiers, des villages, etc.). L'objectif est de promouvoir une éducation de qualité en aidant les enseignants et les personnels d'éducation à répondre à la fois aux questions liées à la conduite professionnelle et aux problèmes qui se posent dans les relations avec les différents acteurs de l'éducation.

Son article 5 stipule les engagements envers les parents, et signale que les personnels de l'éducation doivent:

- reconnaître le droit des parents à l'information et à la consultation, par le biais de moyens reconnus, sur le bien-être et les progrès de l'enfant ;
- respecter l'autorité légitime parentale et donner des conseils d'un point de vue professionnel dans l'intérêt de l'enfant ;
- s'efforcer d'encourager les parents à s'impliquer activement dans l'éducation de leur enfant et à soutenir activement le processus d'apprentissage, en s'assurant que les enfants évitent tout type de travail qui puisse affecter leur éducation.

Et ensuite l'article 6 stipule les engagements envers les enseignants, autrement dit la communauté doit :

- faire en sorte que les enseignants aient bien le sentiment qu'ils sont eux-mêmes traités équitablement dans l'exercice de leur fonction ;
- reconnaître que les enseignants ont le droit de préserver leur vie privée, de s'occuper d'eux-mêmes et de mener une vie normale au sein de la communauté.

De ces deux articles, l'on peut conclure que les enseignants et la communauté sont étroitement en relation par le biais de l'éducation des enfants d'une part et de l'enseignement des élèves d'autre part.

En prenant en considération le cas des enseignantes de l'EPP Ambofasika, et leurs relations avec la communauté, l'association des parents d'élèves (FEFI : Farimbon'Ezaka Fampandrosoana eny Ifotony) organise des réunions qui ont lieu deux fois par an.

C'est une activité initiée par les membres de cette association ayant pour intention de : faire une évaluation sur le développement de l'école ; identifier les problèmes rencontrés ; apporter les solutions pertinentes ; améliorer les organisations entre les parties prenantes ; participer ainsi à la vie scolaire des enfants.

En d'autres termes, les corps enseignants organisent aussi des réunions tous les fins de mois, appelées « conseils des maîtres », qui ont pour attente de :

- ✓ améliorer les stratégies d'enseignement ;
- ✓ faire un diagnostic sur tout ce qui est fait ;
- ✓ rappeler les disciplines appliquées aux élèves ;
- ✓ sensibiliser la propreté, le comportement, etc.

La réalisation de ces activités permet de développer les organisations professionnelles des enseignantes et est une occasion pour la rencontre entre les parties prenantes de l'éducation des enfants. Elle favorise aussi la participation des parents aux activités socio-culturelles de leurs enfants et de porter un œil critique au fonctionnement de l'école. De plus, les enseignantes peuvent convoquer les parents des élèves en cas de nécessité.

Les relations entre les enseignantes et les parents d'élèves ont des influences plutôt positives. Mais, la place des enseignants au sein de la société est-elle sollicitée ?

SECTION 3 : La place des enseignants au sein de la société

D'une manière générale, les enseignants sont les premiers agents qui assurent l'éducation, car ils sont en contact direct avec les futurs citoyens, acteurs de développement de demain. C'est le principal motif justifiant le jugement porté sur les résultats des actions éducatrices à travers les résultats des examens. L'échec ou la réussite des élèves constitue aux yeux des parents un indicateur infaillible de l'efficacité ou de l'inefficacité des enseignants auxquels ils ont confié leurs progénitures. Les enseignants essaient, dans ce cas, de faire de leur mieux pour que les élèves aient une meilleure éducation et aussi avoir un bon résultat. Il existe une sorte de compétition entre les enseignants qui tiennent les mêmes classes ou la même section.

D'ailleurs, d'après l'interview effectuée auprès des enseignantes, certaines objectent contre ce jugement porté par les parents d'élèves à leur encontre en rapport avec les résultats des élèves. Ainsi, les mauvaises notes sont associées automatiquement à une soi-disant incompétence des enseignants tandis que leur réussite s'explique par l'intelligence de leurs enfants. Une affirmation gratuite qui lèse allègrement l'estime de soi des enseignants les conduisant parfois à la démotivation. Les parents ont facilement tendance à mettre toute forme d'échec à l'actif des enseignants sans se rendre compte de l'importance de la difficulté rencontrée par ces derniers.

CHAPITRE II : SUGGESTIONS

Ces suggestions ont été élaborées dans le seul but d'améliorer la qualité d'enseignement/apprentissage des apprenants Malagasy.

SECTION 1. L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS

La mise en place des mécanismes par les autorités éducatives locales, avec le soutien de l'Etat est indispensable pour améliorer la qualité et les conditions de travail des enseignants en milieu rural. Il ne faut pas uniquement augmenter les salaires des enseignants mais également revoir ou réviser l'organisation de ces salaires.

1.1. L'AMELIORATION DES SALAIRES

Le Gouvernement doit garantir aux enseignants un salaire qui leur permet de faire vivre leur famille. Les échelles de traitements des enseignants devraient être revues périodiquement pour tenir compte de facteurs comme l'augmentation du coût de la vie par exemple.

D'après les réponses des enseignants interrogés, 66% demandent l'augmentation de leurs salaires notamment leur subvention avec un paiement régulier, et l'indemnité de formation. Les salaires qu'ils reçoivent et leurs conditions de travail constituent des facteurs majeurs de leurs absences et le paiement d'indemnités particulières doivent être accordé aux enseignants. Ces indemnités comprennent par exemple l'indemnité de craie, la prime d'éloignement et plus spécialement les indemnités de risques pour les enseignants qui travaillent dans les zones rurales comportant des risques d'insécurité, d'enclavement, etc.

Il doit revoir également la manière dont les salaires sont organisés: comment ils sont payés en révisant le système général des salaires, les modèles de rémunération et appréciation du rôle des enseignants[133].

De ce fait, les principales solutions que ces enseignants proposent résident dans l'amélioration de leurs salaires. Il convient de souligner que la principale source d'amélioration des conditions de travail des enseignants réside alors dans l'augmentation des salaires[134]. Il est bon de rappeler que beaucoup d'entre eux sont « sous - payés » par rapport à d'autres types d'emploi requérant le même diplôme ou la même qualification. A cet effet, de nombreux

[133] *UNESCO, 2010: op.cit.p78.*
[134] UNESCO, 2010: op.cit.p78

enseignants se livrent dans l'exercice des activités supplémentaires ou travail au noir et ceci influe la qualité des résultats scolaires et de l'enseignement. L'absentéisme s'explique en effet par les insatisfactions professionnelles des enseignants dans l'exercice de leur métier. Cela a pour but d'éradiquer la pratique des travaux supplémentaires pour les enseignants et aussi d'améliorer la performance des apprenants.

L'Etat doit prendre en compte ces différentes mesures pour que les enseignants soient mieux rémunérés, avec un statut social amélioré et plus motivés dans la profession enseignante. Ainsi, les enseignants sont en effet plus à l'aise vis -à -vis de leur métier et la perturbation des activités scolaires diminue également: l'absence des grèves et de frustration à titre d'exemple.

En conséquence, il faut que l'Etat fasse des efforts pour augmenter les salaires des enseignants et pour les amener à l'égalité avec les travailleurs des autres professions. Cela améliorerait leurs performances à l'école. Il est important que le Gouvernement donne des mesures d'accompagnements supplémentaires telles que des logements aux enseignants qui travaillent en milieu rural. Pour les enseignants enquêtés, 33% demandent des logements afin de diminuer leur déplacement. Cela encourage ces enseignants dans l'accomplissement de leurs tâches puisque le paiement irrégulier de leurs salaires entraîne la large diminution de leur motivation professionnelle exigée en matière d'éducation, et favorise de plus en plus leurs absences non autorisées.

Il faut que les responsables politiques revalorisent la fonction enseignante, de façon à éviter la démission et l'abandon de maîtres formés surtout dans les zones rurales. Cela en promulguant un règlement prévoyant la promotion des enseignants d'un cadre à l'autre: stagiaire, conditions de titularisation, etc. La prise en charge de cette fonction et l'amélioration de la situation professionnelle ou du statut des enseignants sont donc primordiales afin d'obtenir un bon fonctionnement de l'enseignement.

1.2. L'AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIALES

L'amélioration du cadre de vie des enseignants comme la dotation en logement et la sécurisation des zones à hauts risques contribueraient beaucoup à la diminution des stress. Lorsque les enseignants n'habitent pas près des écoles, ils consacrent beaucoup de temps au déplacement, et plus spécialement au cours de la saison de pluies car la route est impraticable (aux véhicules motorisés par exemple).

Tout cela est dans le but de maintenir la qualité de l'enseignement/apprentissage des élèves. Puis, afin que les enseignants soient plus présents à leur travail, il faut que les établissements et les classes soient mieux dotés en enseignants.

Il faut qu'il y ait des points d'eau au niveau des établissements primaires pour assurer la propreté et surtout la santé des élèves.

SECTION 2 : PROMOUVOIR LE PROFESSIONNALISME DU METIER D'ENSEIGNANTS

La promotion du professionnalisme demande de la volonté ou un esprit initiative de la part de toutes les parties prenantes à l'éducation, car l'avenir scolaire de l'élève dépend en grande partie des connaissances acquises de l'enseignement de base[135]. Nous tenons à rappeler que l'efficacité de l'éducation dépend en grande partie de celle de l'enseignant.

Notons que les enseignants efficaces sont ceux qui atteignent les objectifs qu'ils se sont fixés ou qui leur ont été assignés par d'autres comme les administrateurs scolaires ou le ministère de l'éducation[136]. Ainsi, au niveau de l'enseignement primaire, l'amélioration de formations des enseignants constitue un facteur majeur dans la mise en œuvre d'un enseignement de qualité.

2.1. AMELIORER LA QUALITE DE FORMATION BENEFICIEE PAR ENSEIGNANTS

L'enseignant doit avoir terminé l'école secondaire, qu'il ait reçu une longue formation dans un centre pédagogique ou encore à l'école normale avant de se considérer comme tel. L'acquisition de formation initiale est indispensable dans l'exercice du métier d'enseignant. Cette formation est un des facteurs non négligeables qui détermine en bonne partie la qualité de l'éducation. Pour exercer ce métier et être instituteur, les enseignants doivent recevoir cette formation exigée.

d- Entretenir une formation périodique

La formation des enseignants est une préoccupation importante, elle demande une préparation initiale appropriée, confiée à des professionnels d'éducation: des gens qui ont une expérience pratique récente de l'enseignement intégrée à des programmes permanents

[135] ORPWOOD (J), 1981 : La formation du personnel enseignant du premier et second degré UNESCO les presses de .Paris, p163.
[136] ANDERSON(L), 1992 : Accroitre l'efficacité des enseignants.UNESCO, Paris, p17

de formation. Cette formation est essentielle surtout dans l'amélioration de la formation des enseignants FRAM: en tant que formation pédagogique, elle constitue un entrainement pratique et réfléchi à la conduite de classe[137].

L'Etat doit organiser en effet dans la mesure du possible une formation nécessaire aux enseignants sans formation initiale. Il doit réduire autant que possible le recrutement ou la prise en charge de ces enseignants pour assurer un enseignement de qualité.

Mais concernant les enseignants enquêtés, 94% des enseignants n'ont pas reçu une formation initiale, ils ne possèdent que leurs diplômes académiques (le BEPC et le BACC). Par contre 33% d'entre eux seulement demandent que le gouvernement leur organise des formations car la formation en cours de service qu'ils reçoivent est largement insuffisante selon leurs réponses.

La formation permanente des enseignants doit être assurée par l'Etat tout au long de leur carrière. Les enseignants ont besoin d'une formation permanente pour la mise à jour de leurs connaissances afin de faciliter l'exercice de leur métier[138]. C'est la raison pour laquelle les enseignants doivent connaître la psychologie de l'enfant et des processus d'apprentissage ainsi que la pédagogie. Cette connaissance leur permettait de révolutionner les méthodes pédagogiques pour avoir un enseignement de qualité. Il faut en effet aider les enseignants à s'adapter à cette évolution.

Par contre, il est à exiger de chaque enseignant la soif perpétuelle d'apprendre et de s'informer puisque que la culture générale est nécessaire à toute action éducative efficace, surtout pour l'exercice du travail des enseignants du primaire.

e- Recrutement et sélection des enseignants

L'Etat doit recruter des enseignants ayant déjà une formation initiale, plus précisément des enseignants bien formés et en nombre suffisant. Et ils doivent maîtriser les matières fondamentales qu'ils enseignent à titre de précision.

A cet égard, le recrutement massif des enseignants FRAM qui sont peu formés ou sans formation initiale permet davantage de pallier la pénurie (le manque physique) des enseignants dans les salles de classes. Pourtant, il ne résout pas les problèmes auxquels l'enseignement sont confrontés. Puis, en particulier la question complexe de la qualité de l'éducation, ces

[137] *UNESCO, 1980:op.cit.p 97*
[138] *HALLAK (J), 1990: op.cit.p 189.*

enseignants sans formation initiale ou moins formés connaissent des lacunes non négligeables dans l'amélioration de la qualité de l'éducation. Actuellement, les conditions de travail des enseignants défavorisent en bonne partie leurs activités pédagogiques adéquates.

Il convient de préciser que la qualité des enseignants est un facteur très important et lié à l'école pour améliorer la performance des apprenants. A cet égard, l'Etat doit mettre l'accent sur la qualité des enseignants notamment dans l'enseignement primaire en ce qui concerne à titre d'exemple les questions de recrutement. Le recrutement et sélection des enseignants sont des mécanismes importants pour assortir des incitations à la qualité du corps enseignant[139].

L'Etat doit sélectionner avant tout la qualité des enseignants qui souhaitent investir ou veulent se livrer dans la profession enseignante. Ainsi, étant donné que les enseignants non fonctionnaires font d'autres travaux pour compenser leur faible revenu, le recrutement de ces enseignants FRAM est inéluctable.

Il semble que l'efficacité du processus éducatif soit fortement conditionnant par la latitude dont disposent également les enseignants dans l'interprétation des instructions, le dosage et l'adaptation des contenus, le choix des méthodes et des solutions adéquates[140].

f- Perfectionnement linguistiques des enseignants

Le choix du français comme langue d'enseignement à Madagascar est sans conteste une ouverture à la communication avec l'extérieur et au développement du pays. L'enseigner aux élèves du primaire et de l'éducation fondamentale passe par :

- l'institutionnalisation des formations continues à dispenser aux directeurs d'école qui seront, en cascade et à leur niveau, des formateurs continus au niveau des établissements scolaires de base. Cette proposition est la mise en pratique du Projet MAPEF, dans son troisième volet.
- la limitation autant que de besoin de l'enrôlement des « Ramose Daba[141] » (enseignants FRAM) du niveau de baccalauréat dans un dynamique de recherche de l'amélioration de la qualité des enseignements de la langue française aux élèves du primaire. Le niveau BEPC atteint par la grande majorité des enseignants non fonctionnaires dans les écoles primaires n'est pas en effet un garanti de leur efficacité en cours d'exercice de leur

[139] *POLITIQUES D'EDUCATION ET DE FORMATION, 2005 : op.cit.p 168.*
[140] *RASSEKH(S) et VAIDEANU(G), 1987 : Les contenus de l'éducation. UNESCO, p264.*
[141] *En référence au bidon de riz contre les prestations d'enseignant consentis par les parents d'élève*

fonction. En outre, relever le niveau atteint à ce niveau du baccalauréat de l'enseignement secondaire incite mieux les futurs candidats au poste d'enseignant FRAM à de nouveau challenge intellectuel dont les bénéfices reviennent à l'amélioration de la qualité de l'enseignement de la langue française au niveau primaire.

- Redynamiser l'émission « Radio scolaire » avec comme corollaire la signature de protocole d'accord avec les radios de proximité à titre de palliatif aux défaillances de la RNM ;
- Pour les Districts et, par conséquent, les circonscriptions scolaires pourvues d'une antenne de l'Alliance Française, promouvoir la vulgarisation du manuel d'enseignement du français « Alter Ego » tout en privilégiant les directeurs des établissements publics qui auront la charge de fournir en continu la formation des enseignants du primaire.

SECTION 3 : SUGGESTIONS POUR AMELIORER LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT POUR UN MEILLEUR DEVENIR DES APPRENANTS

3.1 Améliorer les conditions de travail

La qualité de l'enseignement /apprentissage des élèves n'est pas déterminée uniquement par la qualité des enseignants, mais aussi par celle de l'environnement dans lequel ils travaillent. Jusqu'à nos jours, la qualité des conditions de travail des enseignants laisse encore à désirer. C'est la raison pour laquelle donc les conditions de travail des enseignants conditionnent en premier lieu leurs performances dans leur métier. En effet, la qualité des résultats scolaires est liée en bonne partie à leurs conditions d'emploi.

La qualité de l'éducation et la faculté d'apprentissage des élèves dépendent largement de la compétence et de la personnalité des enseignants, et du dévouement avec lequel ils exercent leur métier. Mais elles sont aussi liées à leurs conditions de travail, à titre de précision, aux dimensions des salles de cours, aux manuels scolaires, autres matériels didactiques disponibles ou non, à l'état des infrastructures[142].

3.2 Confection des matériels didactiques et réhabilitation des infrastructures

Une disponibilité des matériels didactiques et des infrastructures scolaires ainsi que des équipements en matière d'éducation est également parmi les gages importants pour le bon fonctionnement de l'enseignement. Ce qui signifie que la qualité des enseignants ne sont pas uniquement les seules conditions d'amélioration de la qualité de l'enseignement, mais la dotation en matériels didactiques et la bonne réparation de ces infrastructures sont aussi indispensables.

Concernant les réponses des enseignantes enquêtées, 33% des enseignants demandent la création des nouveaux bâtiments scolaires, la réparation des mauvais et vieux bâtiments, la mise en œuvre de cantine scolaire, et la dotation en matériels didactiques et en équipements.

Le sort ou le développement de l'éducation dépend en partie des enseignants. Puis, la qualité de l'enseignement/apprentissage des élèves est liée en bonne partie non seulement aux conditions de vie des enseignants, mais aussi à leurs conditions de travail. En d'autres termes, pour améliorer la qualité de l'éducation, il faut améliorer en premier lieu la formation, le recrutement, le statut social et plus spécialement les conditions de travail des enseignants.

[142] *COOMBS (P), 1989: La crise mondiale de l'éducation. Editions Universitaires, p126.*

Cela peut s'expliquer parce que ceux - ci ne pourront répondre à ce que l'on attend d'eux que s'ils ont par suite les connaissances, les compétences, les qualités professionnelles et *les possibilités professionnelles*[143].

L'Etat doit apporter un grand soutien à l'éducation en milieu rural en fournissant des matériels, en octroyant des finances, et des ressources suffisantes au profit du développement et de l'amélioration des écoles rurales

Il convient de signaler que le manque d'entretien et d'infrastructures ainsi que le manque des matériels didactiques tels que les manuels entrainent le désintérêt des enseignants dans leur profession.

Il est à signaler que 33% des enquêtés demandent la dotation en matériels didactiques et des Kits scolaires venant de l'Etat pour assurer *la bonne marche de l'enseignement/apprentissage des élèves*[144].

Cette situation est renforcée par le retard du paiement de leurs salaires qui augmente leur démotivation. Tous ces problèmes constituent des questions complexes que le gouvernement doit traiter et résoudre pour mettre en œuvre un enseignement de qualité et adéquat en particulier dans les écoles en milieu rural.

L'Etat doit mettre en place un groupe de travail pour initier l'entretien et surtout la réhabilitation des infrastructures scolaires existantes tout en concevant d'autres *infrastructures adéquates pour l'avenir*[145]. Ainsi, il doit faire des efforts en construisant un environnement propice à l'enseignement /apprentissage des élèves. L'environnement de l'école plus précisément de l'enseignement est un facteur majeur qui détermine le processus d'apprentissage et la performance des apprenants. En conséquence, des enseignants qualifiés ou non, sont obligés de travailler sans moyens ou matériels pédagogiques adéquats, comme un laboureur qui n'aurait pas de charrue[146]. Autrement dit, les élèves sont souvent scolarisés mais apprennent bien peu de chose ou des connaissances peu étendues, voire insuffisantes.

Les bâtiments scolaires devraient donner des garanties de sécurité, être agréables et aménagés de manière fonctionnelle; ils devraient en particulier dans les régions rurales; être construits en matériaux durables et selon les normes de l'hygiène. Les autorités devraient veiller au bon entretien des locaux scolaires de manière à ne faire courir aucun risque à la santé ni à la sécurité des élèves et du personnel enseignant.

[143] *MATHIEU(Q), 2011 : op.cit.p125.*
[144] *KPONOU (k) ,2014 : Satisfaction des enseignants et performances scolaires. UCAD. Sénégal p6.pdf.*
[145] *SEGUN (OA) et OLANIYAN (O), 2011: op.cit.p 83.*
[146] *COOMBS (P), 1989:op.cit.p 134.*

Cela exige un investissement des personnes de la communauté dans divers conseils d'administration d'écoles afin qu'elles puissent participer effectivement dans ces activités scolaires.

3.3 Réduire les effectifs chargés des classes

Les effectifs des classes sont un autre sujet de préoccupation générale pour *les organisations d'enseignants*[147].

L'Etat doit s'efforcer dans une large mesure d'entretenir des classes à des effectifs réduits, pour renforcer et améliorer la performance et l'efficacité du travail des enseignants. Le recrutement des enseignants dans les zones rurales est un des facteurs majeurs de l'amélioration des conditions de l'enseignement. Les conditions de travail dépendent de la disponibilité des enseignants dans les écoles. Par conséquent, la construction des équipements pédagogiques tels que les tables-bancs et la création des bâtiments scolaires nouveaux sont importantes pour réduire les classes surchargées.

Comme dans les écoles privées, il serait mieux que l'effectif des élèves par classe de l'enseignement primaire soit de trente au maximum pour faciliter la transmission des savoirs plus précisément pour mieux contrôler le processus d'enseignement/apprentissage des élèves[148].

La pénurie de salle de classes constitue un obstacle à l'élargissement de l'accès et à l'amélioration de la qualité de l'école. Il s'agit d'un obstacle à l'amélioration de la qualité car même s'il y a des enseignants et des livres, l'apprentissage ne peut pas se produire sans des locaux équipés de mobiliers spécialement conçus pour l'enseignement. Les enseignants, les livres les salles de classes sont des composantes cruciales pour mettre en place des programmes d'éducation de qualité[149]. Il importe de savoir qu'il faut assouplir les conditions de travail des enseignants pour leur encourager.

3.4 Renforcer le suivi périodique des enseignants

Les écoles doivent être solidement encadrées pour responsabiliser les enseignants : qu'ils soient ponctuels et assurent la totalité de leur semaine de travail. Il faut qu'il y ait des

[147] *UNESCO, 1980 : Les réformes de l'éducation: expériences et perspectives. Paris, p99.*
[148] *Mathieu (Q), 2011, op.cit. p.60*
[149] *JEANNE (M), 2003 : Amélioration de la qualité de l'enseignement primaire en Afrique. ADEA, paris, p 27.*

carnets ou des cahiers de présence des enseignants qui doivent être signés par jour au bureau de chef d'établissement et des rapports hebdomadaires envoyés aux administrateurs de district.

Il convient de souligner que l'inspecteur de l'enseignement primaire et les chefs ZAP doivent collaborer entre eux afin que l'école primaire soit mieux gérée et développée. L'inspecteur est le principal agent d'inspection sur le terrain. Il ou elle a pour mission d'inspecter périodiquement les écoles avec ses collègues. Il a aussi une mission double : informer les écoles des décisions prises au niveau du CISCO et informer l'administration des réalités quotidiennes dans les écoles. Autrement dit, il doit effectuer la liaison entre les écoles et l'administration[150].

Les enseignants et les organisations d'enseignants devraient chercher à coopérer pleinement avec les autorités, dans l'intérêt des élèves, de l'enseignement et de la collectivité ;

Tout système d'inspection ou de contrôle devrait être conçu de manière à encourager et à aider les enseignants dans l'accomplissement de leurs tâches professionnelles et à éviter de restreindre la liberté, l'initiative et la responsabilité des enseignants.

3.5 Promouvoir le bain linguistique des apprenants

Le bain de langue est l'une des pratiques pédagogiques la plus efficace. Nous suggérons de toujours encourager les élèves à parler. Puisqu' enseigner une langue, ce n'est pas seulement faire apprendre les morpho-syntaxiques ou des listes de mots. Enseigner une langue vise à savoir l'utiliser. Comme activité nous proposons :

- Le renforcement de la lecture**,** environ 30mn par jour.
- Inscrire et réaliser dans les émissions radio scolaire, des dictées à l'intention des établissements primaires. Si possible, les inscrire parmi les programmes d'enseignement de base.
- Promouvoir le théâtre, jeu de rôle (pallier à l'insuffisance des activités para scolaire au niveau des EPP)
- Organiser des sorties pédagogiques orientées vers les bains de langues ;
- Promouvoir des échanges inter établissements dans le but de mettre les élèves et les enseignants dans des situations réelles d'utilisation et de pratique de la langue française.
- Renforcer les activités ludiques : comme les chants et les récitations

[150] *PERRENOUD (P), 1995 : La fabrication de l'excellence scolaire: du curriculum aux pratiques d'évaluation. Editions Droz .GENEVE, p192.*

CONCLUSION

Pour terminer, l'amélioration de la qualité de l'enseignement, la considération et l'amélioration des salaires puis des conditions de travail des enseignants sont des critères à ne pas négliger si l'on veut assurer un meilleur devenir pour les apprenants puisque l'amélioration de la situation professionnelle des enseignants notamment la bonne rémunération de ces derniers est un facteur majeur pour les motiver dans leur métier. Il faut préciser que les motivations des enseignants jouent un rôle prépondérant dans l'accomplissement de leurs tâches.

Ainsi, l'adoption des techniques de mise en œuvre pour avoir des formations pédagogiques efficaces, pour le perfectionnement linguistique des enseignants et des apprenants est indispensable pour assurer l'effectivité de la qualité de l'enseignement/apprentissage des élèves.

Bref, la qualité de l'enseignement dépend réellement de leur volonté de toutes les parties prenantes à l'éducation.

CONCLUSION GENERALE

« *Transmettre est, de toute évidence, le plus vieux métier du monde. Le plus important pour l'avenir aussi. Il n'est pas un seul exemple d'être humain qui ait atteint le statut d'adulte sans l'aide d'autres hommes, déjà adultes ceux-là. Des hommes qui lui ont transmis les moyens de survivre et de se développer, les moyens de penser et de créer aussi, les moyens de faire une société enfin* »[151].

Pour cela, notre étude sur les situations des enseignants de l'école primaire a utilisé plusieurs démarches, en consultant d'abord des documents nécessaires, ensuite en faisant des enquêtes sur terrain et en analysant les données et informations recueillies. D'une manière générale, l'école est un élément indispensable pour l'éducation des enfants d'un pays, en particulier de la Grande île de l'océan indien. L'école assure dans ce cas le développement physique, mental et intellectuel des futures générations, les acteurs du développement de demain. Elle a donc un rôle d'intégration au sein d'un groupe, d'une communauté, c'est-à-dire elle permet à chacun de s'adapter à la réalité sociale et culturelle.

De ce fait, le premier responsable qui se charge de cette mission au sein de l'école, est l'enseignant. Il joue alors un rôle très important pour la réalisation de certaines activités effectuées au sein de cette communauté spécifique. L'interrogation portant sur leur situation socio-économique permet donc d'identifier les conditions qui contraignent parfois leur travail et aussi leur mode de vie. Pourtant, ces conditions et l'exercice de cette fonction ont parfaitement un lien et mérite d'être traitées et analysées.

A cet effet, nous avons choisi l'E.P.P d'Ambodifasika, située dans la commune rurale d'Itaosy. Cet établissement a existé depuis plusieurs années, plus précisément pendant la 2ème République. Actuellement, l'EPP Ambodifasika enregistre des centaines d'élèves et emploie une dizaine d'enseignants, qui sont tous de sexe féminin, ce qui montre la domination des femmes dans le secteur de l'enseignement. Ce cas touche aussi la plupart des écoles primaires publiques du CISCO d'Atsimondrano.

A partir de notre enquête, la déduction générale est que les conditions de travail des enseignants de cette école influencent sur leur condition de vie, surtout sur le plan économique. Le déséquilibre entre les revenus reçus et les sommes dépensées marque l'existence de problème financier au niveau des ménages de ces enseignants. Et ceci entraîne des conséquences néfastes pour la réalisation des diverses activités à l'école.

[151] *Philippe MEIRIEU, Aide et Action, 2004*

Nous avons constaté aussi que le système éducatif à Madagascar ne cesse de changer suivant la politique adoptée par les régimes successifs. Mais ces initiatives perturbent en quelque sorte le déroulement de l'enseignement, en particulier l'exercice de la mission de ces enseignants. En d'autres termes, les enseignants doivent suivre des nouvelles consignes en ce qui concerne la pédagogie et l'approche adoptée, et ce en suivant des formations initiales et/ou continues. Pour avoir accès à cette fonction, les enseignants doivent remplir les critères posés par les responsables, à savoir le recrutement, la formation et l'évaluation.

Au cours de l'analyse qualitative sur les résultats des examens ou le passage des élèves à la classe supérieure, nous pouvons conclure que les enseignants procurent aux enfants les atouts sur la base de l'éducation. Ensuite en déterminant les différents problèmes rencontrés par ces enseignants au sein de leur travail et au sein de leurs familles, nous constatons que les conditions de travail, comme la rémunération mensuelle, l'infrastructure, l'équipement utilisé, la relation avec les autres, ont des conséquences négatives sur la qualité de l'enseignement primaire.

L'éducation primaire occupe une place prépondérante dans le développement d'un pays en particulier les pays en développement. Le système primaire constitue la majeure partie du système éducatif d'un pays. Pourtant sur le plan financier, les enseignants du primaire sont considérés comme les plus pauvres. Pour y faire face, les enseignants sont contraints de trouver d'autre travail pour compenser à « leurs salaires modiques ». Pour développer l'enseignement et plus précisément améliorer la qualité de l'éducation dans les zones rurales, ce problème mérite d'être résolu.

Il convient de préciser que vue la qualité de formation pédagogique qu'ils acquièrent, le non acquisition de la formation initiale exigée pour être instituteur ou institutrice au niveau des enseignants présente aussi des impacts négatifs non seulement sur leurs comportements dans l'exercice quotidien de leur métier, mais également sur la qualité de l'enseignement qu'ils dispensent aux apprenants.

La formation des enseignants doit leur permettre d'être plus aptes à comprendre les élèves, de les éduquer plutôt que de les lancer dans une vaine course aux diplômes.[152] Elle doit permettre également aux enseignants non seulement de maîtriser les disciplines qu'ils enseigneront et d'acquérir des connaissances, mais elle doit permettre aussi de développer les compétences nécessaires pour réfléchir sur leur pratique et s'investir dans des recherches en améliorant leur profession d'enseignant.

[152] *GUIDE PRATIQUE POUR LA FORMATION DES MAITRES EN COURS D'EMPLOI EN AFRIQUE, 1970 : op.cit.p2*

En outre, nous souhaitons également que le MEN prévoit une inspection systématique et d'évaluation pédagogique des enseignants. Cette politique pourrait être améliorée la pratique pédagogique des enseignants, la performance scolaire, voire de rénover le système éducatif Malagasy.

Pour terminer, le présent travail de recherche ne prétend pas être complet ni exhaustif. Il veut tout simplement éveiller l'esprit pour l'amélioration des pratiques pédagogiques des enseignants ainsi que rehausser la performance scolaire des élèves dans les écoles fondamentaux de Madagascar.

De plus, force est de dire que les enseignants dans les établissements publics se trouvent dans le tourbillon de la politique de développement sur l'échelle mondiale, parce que c'est toujours à eux que reviennent les résultats et les jugements des autres si la reforme réussit ou non dans ce domaine.

Enfin, nous nous rendons compte que des zones d'ombres planent encore sur certains domaines, mais nous espérons qu'elles feront, plus tard, l'objet d'une recherche plus approfondie.

BIBLIOGRAPHIES

• OUVRAGES GENERAUX

-BOUTRANT (M), 1968 : *Guide pédagogique de l'instituteur malgache*. Fernand Nathan. Paris.

-CAPELLE (J), 1966 : L'*école de demain reste à faire*. PUF. Paris.

-GRIEGER (P), 1964 : *Traité de pédagogie*. Tome I: Pédagogie générale. Collection Orientations Pédagogiques. LIGEL. Paris.

-GRIFFITHS (V L), 1969 : *Les problèmes de l'enseignement en milieu rural.* UNESCO. Paris.

-GUILHEM (M), 1967 : *Eduquer-Enseigner*. Psychologie et éducation. Manuel de l'instituteur. LIGEL. Paris.

-GUILLEMOTEAU (R) et MAYEUR (P), 1970 : *Le personnel de l'éducation nationale*. Armand Colin. Paris.

-JOTTERAND (R) et al, 1952 : *Problèmes scolaires*. DELACHAUX ET NIESTLE.

-KATORAZ (S), 1984 : *Les règles d'or de l'instituteur.*

-***LE LIVRE DES INSTITUTEURS***, 1974 : Editions SUDEL.

-MINISTERE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, 1993 : *Enseignement-instruction: école primaire publique.*

-MIALARET (G), 1964 : *Introduction à la pédagogie*. PUF.Paris.

-MACAIRE (F) et RAYMOND (P), 1973. : *Notre beau métier*. Manuel de pédagogie. Editions LES CLASSIQUES AFRICAINS. Paris.

-PIERON (H), 1955. : *La formation éducative*. PUF. Paris.

- **OUVRAGES SPECIFIQUES**

ANDERSON (L), 1992 *: Accroitre l'efficacité des enseignants*. Unesco, paris.

-BLAT (J), 1981 **:** *La formation du personnel enseignant du premier et second degré***.** Les

presses de l'UNESCO. Paris.

-COOMBS (P), 1989 : *La crise mondiale de l'éducation*. Editions Universitaires.

-DELAIRE (G), 1989 : *Enseigner en équipe*. Les éditions d'Organisations.

-DEMEUSE (M), 2005 : *Vers une école juste et efficace*. Éditions de Boeck Université. Bruxelles.

-FERRY (L), 2003 : *Lettre à tous ceux qui aiment l'école.* Collection: ODILE JACOB.CNDP. Paris.

-GILBERT (R), 1980 : *Bon pour enseigner*. Collection, psychologie et sciences humaines. Edition P. Mardaga 2. Bruxelles.

-GUIDE PRATIQUE POUR LA FORMATION DES MAITRES EN COURS D'EMPLOI

EN AFRIQUE, 1970. Paris.

-HAWES (H), 1972 : *La planification des programmes d'enseignement primaire dans le*

pays en voie de développement. UNESCO. Paris.

-HALLAK (J), 1990 *: Investir dans l'avenir. Définir les priorités de l'éducation dans le pays*

en voie de développement. Editions l'Harmattan .UNESCO.

-**HUBERMAN (M)**, 1989 : *La vie des enseignants*. DELACHAUX ET NIESTLE. Paris.

-**JACQUES (A)**, 1997 : *Education et pédagogie*. Les éditions françaises. Paris.

-**JEANNE (M),** 2003. : *Amélioration de la qualité de l'enseignement primaire en Afrique*. ADEA, Paris.

-**KELCHTERMANS (G)**, 2001 : *Formation des enseignants*. RECHERCHE ET FORMATION. Belgique.

-**MATHIEU (Q)**, 2011 : *Stratégie pour l'amélioration des conditions de vie des enseignants*. UNESCO. Addis-Abeba.

-**ORPWOOD (J)**, 1981 : *La formation du personnel enseignant du premier et second degré.*

Les presses de l'UNESCO. Paris.

-**PERRENOUD (P)**, 1995 : *La fabrication de l'excellence scolaire: du curriculum aux pratiques d'évaluation*. Editions Droz .GENEVE.

-**POINTUD (J)**, 1969 : *Précis de pédagogie*. Ecoles Primaires. Collection BOURRELIER. Paris.

.-POLITIQUES D'EDUCATION ET DE FORMATION, 2005 : *Le rôle crucial des enseignants*. EDITIONS OCDE. Paris.

-**RASSEKH(S) et VAIDEANU (G),** 1987 : *Les contenus de l'éducation*. UNESCO,

-**RAYMOND (L)**, 1995 : *Etude sur la motivation des enseignants, UNESCO*.

-**ROLLAND (V),** 2004 *: La motivation, condition au plaisir d'apprendre et d'enseigner en*

contexte scolaire. Bruxelles.

-**SEGUN (OA) et OLANIYAN (O),** 2011 : *L'amélioration des conditions des enseignants et de l'enseignement en milieu rural en Afrique.* UNESCO, Addis-Abeba.

-**VAN VELZEN (M B)**, 1988 : *Parvenir à une amélioration effective du fonctionnement de*

l'école. Edition ECONOMICA.

-UNESCO, 2010 : *Guide méthodologique d'analyse de la question enseignante.* Initiatives pour le développement de l'Afrique subsaharienne.

-UNESCO, 1980 : *Les réformes de l'éducation: expériences et perspectives*. Paris.

- **REVUES ET ARTICLES**

-GOTELMANN-DURET (G), 2007 : « Le recrutement des enseignants sans formation initiale », in *Séminaire international*. Paris

-NOLIVEN (H), 2003. : « Quel financement pour l'école en Afrique », in *Cahiers d'études africaines* n°169-170.

-UNESCO : « enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous », in *rapport mondial de suivi sur l'EPT* 2013 -2014. Paris, p14

WEBOGRAPHIE

-Pédagogie, 1977 : *Dictionnaire des concepts clés*. p 239. pdf, consulté le 3 août 2016.

-https:// tel.archives-ouvertes.fr. Consulté le 10 août 2016

-https:// WWW service- public, absentéisme des enseignants.fr. Consulté le 17 août 2016.

-https://www.adeanet.org/portalv2/fr/system/fils/ressources/frenchpolicy-brief absenteisme.pdf.Consulté le 07 septembre 2015.

-OBIN (JP), 2002 : « Enseigner, un métier pour demain », in *Rapport au ministère de l'éducation nationale*.pdf. Consulté le 08 septembre 2015.

-KPONOU (K), 2014 : *Satisfaction des enseignants et performances scolaires*. UCAD. Sénégal p6.pdf. Consulté le 14 septembre 2015

-KELCHTERMANS (G), 2001 : *Formation des enseignants*. RECHERCHE ET FORMATION. Belgique.pdf. Consulté le 28 septembre 2015.

LISTE DES ABREVIATIONS

AGEPA SGIPA.	:	Association Genevoise de Parents et Amis des Bénéficiaires de la
APC	:	Approche par les Compétences
APO	:	Approche Pédagogique par Objectif
APS	:	Approche par situation.
BACC	:	Baccalauréat
BEPC	:	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
CAE	:	CAE ou Certificat d'aptitude à enseigner
CAP	:	Certificat d'Aptitude Pédagogique
CAP/EP	:	Certificat d'aptitude professionnelle / Ecole Primaire
CEPE	:	Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires
CESD	:	Certificat d'Etudes du Second Degré
CINU	:	Centre d'Information des Nations Unies
CIRD	:	Centre d'Information et de Recherche en Didactique
CISCO	:	Circonscription Scolaire
CPIE	:	Conseil Pédagogique Inter-Etablissement
CR/INFP	:	Centre Régional / Institut National de Formation Pédagogique
CRINFP Pédagogique	:	Centres Régionaux de l'Institut National de Formation
ENS	:	École Normale Supérieure
EPP	:	Ecole Primaire Publique
EPT	:	Education pour Tous
FRAM	:	association des parents ENF (Enseignant non fonctionnaire)

INSTAT : Institut National de la STATistique

IRD : Institut de Recherche pour le Développement

LMS : London Missionnary Society

MAP : Madagascar Action Plan

MAPEF : Madagascar Appui à l'Enseignement du et en Français

MEN : Ministère de l'Education Nationale

MENRS : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

MINESEB : Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base

OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

PNAE : Programme National pour l'amélioration de l'enseignement

RNM : Radio Nationale Malagasy

SGIPA : Société Genevoise pour l'Intégration Professionnelle d'Adolescents et d'Adultes.

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

ZAP : Zone administrative pédagogique

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°1: Répartition de la population de la Commune Rurale d'Itaosy
Tableau N°2: Taille moyenne des ménages par Fokontany
Tableau N°3: Etablissement d'enseignement primaire au sein de la Commune Rurale d'Itaosy
Tableau N°4: Evolution du taux de réussite au CEPE et 6ème
Tableau N°5: Les taux de réussite de passage en classes supérieures (en %)

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique N°1 : Effectif des élèves durant les 5 dernières années
Graphique N°2 : Effectif par classe
Graphique N°3 : Répartition par sexe
Graphique N°4 : Taux d'abandon scolaire du 2011 - 2015
Graphique N°5 : Année d'expérience des enseignants dans le domaine de l'éducation

LISTE DES ANNEXES

1- Effectif des élèves par établissement et par niveau ZAP Itaosy
2- Effectif des enseignants ZAP Itaosy et effectif des élèves
3- Fiche d'enquête rapide niveau I public
4- Fiche d'enquête rapide préscolaire public
5- Questionnaire pour l'école
6- Questionnaire pour les enseignants

ZAP : ITAOSY

2015-2016

EFFECTIFS DES ELEVES / ETAB / NIVEAU : V

N°	ETAB \ NIVEAU	0			I			II			III			T	
		G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T		
01	EPP ANDOKARATANTOLA	12	24	36	228	197	425	/	/	/	/	/	/	461	PUBLIC
02	EPP AMBOHIBIFAHIKA	26	14	40	278	268	546	/	/	/	/	/	/	586	
03	EPP ITAOSY	24	19	43	360	309	669	/	/	/	/	/	/	712	
04	CEG ITAOSY	/	/	/	/	/	/	240	362	602	/	/	/	602	
05	EP AMITIE	21	5	26	26	45	71	/	/	/	/	/	/	97	
06	CP MIZARASOA	14	20	34	33	42	75	34	36	70	/	/	/	179	PRIVÉ
07	NOTRE DAME	29	33	62	87	85	172	/	/	/	/	/	/	234	
08	EP PETIT GENIE	02	03	05	08	09	17	04	03	07	/	/	/	29	
09	LPC St MICHEL	90	82	172	257	216	473	586	611	1197	620	722	1342	3184	
10	EP ANANA	/	/	/	44	26	70	/	/	/	/	/	/	70	
11	AU BEL AVENIR	22	15	37	57	78	135	58	52	110	/	/	/	282	
12	CP ALPHA SCHOOL	/	/	/	27	29	56	03	07	10	/	/	/	66	
13	EP DE LA VICTOIRE	09	06	15	30	38	68	41	43	84	05	16	21	188	
14	The FUTURS GARDENS	06	05	11	14	20	34	—	—	—	—	—	—	45	
15	EPC Bis F. PALAU	28	39	67	74	59	133	—	—	—	—	—	—	200	
16	EP FLEUROSE	15	12	27	18	13	31	/	/	/	/	/	/	58	
17	PETIT AGNEAU	/	/	/	26	31	57	11	06	17	/	/	/	74	
	T	298	277	575	1567	1465	3032	977	1120	2097	625	738	1363	7067	

PRESCO : 8,14% NI : 43,90% NII : 29,67% NIII : 19,28 %

TOTAL :	G	F	T
	3467	3600	7067

11 DEC 2016

Le chef ZAP

RAVELONARIVO Joseph

Année Scolaire : 2016-2017

CISCO : ANTANANARIVO-ATSIMONDRANO

ZAP : ITAOSY

A- ENSEIGNANTS PUBLICS	PRESCO	07
	PRIMAIRE	34
	TOTAL	41

B- EFFECTIFS DES ELEVES : PUBLIC

ETABLISSEMENT	PRESCO			N I			TOTAL
	G	F	T	G	F	T	
EPP ITAOSY	27	27	54	381	351	732	786
EPP AMBODIFASIKA	30	24	54	307	287	594	648
EPP ANDOHATANJONA	25	28	53	239	205	444	497
TOTAL	82	79	161	927	843	1770	1931

11 DEC 2016

Le chef ZAP

RAVELONARIVO Joseph

chef ZAP : 0330834930

Tale EPP Itaosy : 0331431684

Tale EPP Ambodifasika : 0334041375

Tale EPP Andohatanjona : 0331530565

FICHE D'ENQUETE RAPIDE
PRESCOLAIRE PUBLIC ET COMMUNAUTAIRE

...E SCOLAIRE 2016-2017
... AMANGA
... ANTANANARIVO ATSIMONDRANO
AP: ITAOSY
OM DE L'ETABLISSEMENT: E.P.P Ambodifarika
ODE ETABLISSEMENT: 102.140.001

EFFECTIF										REDOUBLANT									
Crèche		Préscolaire / Espace Jardin d'enfant		Petite section		Moyenne section		Grande section ou 12ème		Crèche		Préscolaire / Espace Jardin		Petite section		Moyenne section		Grande section ou 12ème	
G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
		30	24			20	12	10	12										

PERSONNEL

Personnels en classe												Personnels non en classe												Totaux
...tionnaire de l'Etat		Contractuel de l'Etat		ENF subv		ENF non subv		Autres		Tot enseignant		Fonctionnaire		Contractuel de		ENF subv		ENF non subv		Autres		Tot non		
Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	
		1	1	1	1					2	2													

SECTION					Salles de classe			Mobiliers scolaires			
					Nombre de salles de						
Crèche	Prescolaire / Espace Jardin d'enfant	Petite section	Moyenne section	Grande section ou 12 ème	Total	Utilisées par CAP	Autres salles	Petites chaises	Petites tables	Petits Tables-Bancs à 2	Grandes Tables
			1	1	2			52	16		

11 DEC 2016

LE CHEF D'ETABLISSEMENT

...AMBELOSON Marcelk

LE CHEF ZAP

RAVELONARIVO Joseph

A- QUESTIONNAIRES POUR L'ECOLE :

1- Historique : appellation ? Création ?

2- Quel est le nombre de classe ?

3- Quel est le nombre total d'élève par année scolaire durant les 5 dernières années ?

2010-2011	
2011-2012	
2012-2013	
2013-2014	
2014-2015	
2015-2016	

4- Quel est le nombre total d'enseignants :

Titulaire		Femme :	Homme :
Vacataire		Femme :	Homme :
Autre		Femme :	Homme :

5- Quelle est la moyenne de l'effectif par classe ?

T1	
T2	

T3	
T4	
T5	

6- Quel est le taux de redoublement par classe durant ces 5 dernières années ?

	T1	T2	T3	T4	T5
2010-2011					
2011-2012					
2012-2013					
2013-2014					
2014-2015					
2015-2016					

7- Un(e)enseignant(e) s'occupe de combien de classe en générale?

8- Quel est le nombre des nouveaux inscrits par année scolaire, pour ces 5 dernières années?

2010-2011	
2011-2012	
2012-2013	
2013-2014	
2014-2015	
2015-2016	

9- Quel est le taux d'admission des élèves en classe supérieure durant ces 5 dernières années ?

2010-2011	
2011-2012	
2012-2013	
2013-2014	
2014-2015	
2015-2016	

10-Quel est le taux d'abandon au cours de l'année scolaire durant ces 5 dernières années ?

2010-2011	
2011-2012	
2012-2013	
2013-2014	
2014-2015	
2015-2016	

11-Quel est le taux de réussite au CEPE ?

2010-2011	
2011-2012	
2012-2013	
2013-2014	
2014-2015	
2015-2016	

12-Quel est le ratio-manuel par élève ?

13-Montant du salaire des enseignants à la charge de l'Etat ?

- Effectif :

14-Montant du salaire des enseignants à la charge du FRAM ?

- Effectif :

15-Quel est le nombre de maitre FRAM qui a été recruté par l'état ? période ?

16-Montant de la compensation perçu par l'enseignant FRAM par mois de la part du ministère ?

17-Avez-vous bénéficié d'une dotation de manuel scolaire ? quand ?

18-Comment est géré le budget de votre établissement ?

19-Comment trouvez- vous le rythme de la procédure pour faire débloquer le budget de l'établissement ?

20-L'école reçoit-elle des aides financières pour aider certaines élèves ?

Si OUI, D'où proviennent ces aides ?

21-L'école donne -t- elle des primes aux enseignants ?

Si oui, quelles sont les critères d'éligibilité ?

22-Quelles sont les avantages que bénéficie les enseignants ?
type ?fréquence?

23-Les enseignants reçoivent- ils des formations supplémentaires?

Si oui, lesquelles ?

24-Y-a-t- il de réunion des enseignants ? Combien ? période ?

25-Y-a-t- il de réunion des parents ? Fréquence? Période ?

26- Quel est l'objet de ces réunions ?

27-Avez- vous passé un contrat programme de réussite scolaire?

Si oui, avec quels partenaires ?

28-Comment trouvez-vous votre établissement par rapport aux autres par rapport l'atteinte des objectifs fixés ? atteinte des résultats ?

B- QUESTIONNAIRES POUR LES ENSEIGNANTS :

Sexe : Age :

Religion : Origine :

Situation familiale :

Si marié(e) : Situation professionnelle de conjoint(e) :

Nombre d'enfants à charge :

1- Depuis quand avez-vous enseigné ?

2- Pourquoi avez-vous choisi le métier d'enseignant ?

3- Montant du salaire mensuel ? en Ar

4- Avez-vous d'autre activité(s) professionnelles ?
Laquelle ?

5- Avec votre salaire mensuel, pouvez-vous faire des épargnes ?

6- Quel est le nom du diplôme le plus élevé que vous avez obtenu ?

7- Enseignez- vous par vocation ou par intérêt ?

8- Avez- vous suivis de formations spécifiques ?

Si oui : Où ?

Quand ?

9- Quelle classe enseignez-vous ? Combien ?

10-Discutez- vous avec votre élève hors de la classe ?

Fréquent Peu fréquent Jamais

11-Connaissez- vous les parents d'élèves de votre classe ?

Si oui, en tant que : Parents Collègue Autre Ami(s) proche Famille

12-Comment trouvez- vous l'organisation entre enseignants ?

13-Quels sont les problèmes au niveau du travail ?

14-Quels les besoins fondamentaux ? les souhaits

Tables des matières

INTRODUCTION GENERALE 1

1ERE PARTIE : CONSIDERATION GENERALE 6

CHAPITRE I : GENERALITES SUR L'ENSEIGNEMENT A MADAGASCAR 7
SECTION 1 : Approche conceptuelle sur l'éducation et enseignement 7
SECTION 2 : Historique de l'éducation à Madagascar 9
2. 1- Avant la colonisation 9
2. 2- Pendant la période coloniale 12
2. 3- Au lendemain de l'indépendance 14
2. 4- Depuis 1992 16
SECTION 3 : Les enjeux de l'éducation formelle 18
3. 1- Essai de définition 19
3. 2- Evolution du système éducatif 19
3. 3- Mise en place des reformes 21
3. 4- Le Plan « Education pour tous » (EPT) 22
CHAPITRE II : STRUCTURE DES PERSONNELS ENSEIGNANTS 24
SECTION 1. Recrutement des enseignants de l'école primaire 24
SECTION 2. Formation des enseignants de l'école primaire dans le secteur public 26
SECTION 3. Nouvelles méthodes et pédagogies adaptées 28
CONCLUSION PARTIELLE 30

2EME PARTIE: LA SITUATION DES ENSEIGNANTS A L'EPP AMBODIFASIKA 31

CHAPITRE I : APPROCHE QUANTITATIVE DE L'ETUDE 32
SECTION 1 : L'ENVIRONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT 34
1.1. LE DOMAINE SCOLAIRE 35
1.2. LES SALLES DE CLASSE 35
SECTION 2 : LES EQUIPEMENTS ET LES MATERIELS 35
SECTION 3 : Evolutions des effectifs 36
SECTION 4 : EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT 40
CHAPITRE II : APPROCHE QUALITATIVE DE L'ETUDE 43
SECTION 1 : La motivation des enseignants 43
SECTION 2 : L'insatisfaction professionnelle 45
II. 2. d. Les conditions de travail 47
II. 2. e. Les parents des élèves 48
II. 2. f. Les conditions économiques 48
II. 2. g. Les conditions sociales 48

3EME PARTIE : BILANS ET RECOMMANDATIONS 50

CHAPITRE I: BILAN PAR RAPPORT AUX PERFORMANCES DES ENSEIGNANTS DE L'EPP AMBODIFASIKA 51
SECTION 1 : Organisations internes du corps enseignant 52
SECTION 2 : Relations entre enseignant et parents d'élèves 53
SECTION 3 : La place des enseignants au sein de la société 54
CHAPITRE II : SUGGESTIONS 56
SECTION 1. L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS 56
1.1. L'AMELIORATION DES SALAIRES 56
1.2. L'AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIALES 57
SECTION 2 : PROMOUVOIR LE PROFESSIONNALISME DU METIER D'ENSEIGNANTS 58
2.1. AMELIORER LA QUALITE DE FORMATION BENEFICIEE PAR ENSEIGNANTS 58
SECTION 3 : SUGGESTIONS POUR AMELIORER LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT POUR UN MEILLEUR DEVENIR DES APPRENANTS 62
3.1 Améliorer les conditions de travail 62
3.2 Confection des matériels didactiques et réhabilitation des infrastructures 62
3.3 Réduire les effectifs chargés des classes 64

3.4 Renforcer le suivi périodique des enseignants 64
3.5 Promouvoir le bain linguistique des apprenants 65
CONCLUSION GENERALE 67
BIBLIOGRAPHIES 70
WEBOGRAPHIE 74
LISTE DES ABREVIATIONS 75
LISTE DES TABLEAUX 77
LISTE DES GRAPHIQUES 77
LISTE DES ANNEXES 78
TABLES DES MATIERES 79

- Noms et prénoms : ANDRIATSIMIALA LANJANIONY SARIAKA
- Titre : **Etat des lieux sur la situation du corps enseignant de l'éducation de base : *cas EPP Ambodifasika***
- Née le : 05 Décembre 1985
- Nombre de pages : 79
- Nombre de tableaux : 05
- Nombre de graphique : 06
- Nombre d'annexe : 06

Résumé

L'éducation est un des moyens promoteurs du développement d'un pays. C'est dans cette optique que les responsables et les parties prenantes à l'éducation se sont penchés pour l'amélioration du système éducatif malagasy au cours de ces dernières décennies. Plusieurs réformes ont été entreprises par les entités concernées mais la qualité de l'éducation demeure déplorable. Les enseignants sont les acteurs essentiels dans la promotion de cette l'éducation de qualité, mais la situation de ces derniers notamment au niveau de l'école primaire publique l'empêche à atteindre cet objectif. Dans la réalisation de leur métier, le corps enseignant se heurtent à des différentes situations difficiles comme : le problème de compétence didactique, leur niveau de vie déplorable, la dévalorisation du métier d'enseignant, le manque d'infrastructure. De telle situation nuit généralement à la qualité de l'apprentissage des élèves. Cette situation se constate notamment dans l'apprentissage de la langue française laquelle est pourtant une langue de formation et d'ouverture des futurs acteurs du développement de Madagascar. Les suggestions pour améliorations de ce système éducatif malagasy ne sont pas rares. Elles dépendent néanmoins de la mise en place de meilleures stratégies d'approche applicables pour garantir son observation par tous les concernés. Le système d'enseignement malagasy peut relever le défi d'être un véritable outil du développement du pays à condition de pouvoir intégrer un ensemble de méthodes d'apprentissage conformes à la réalité socio linguistique et à la culture malagasy elle-même.

Mots clés : système éducatif malagasy, enseignants, apprenants, école fondamentale, condition de vie

Encadreur : Madame Velomihanta RANAIVO

Adresse de l'auteur : IAC 1A Andramahavola Ambohidrapeto Itaosy,